



# UNE FORCE CONSTANTE

RAPPORT ANNUEL  
2016



# LA CONSTANCE A ÉTÉ D'UNE IMPORTANCE PRIMORDIALE POUR LES 16 DERNIÈRES ANNÉES.

LES FACTEURS QUI CONTRIBUENT À LA CRÉATION CONSTANTE DE VALEUR POUR LES ACTIONNAIRES DE STELLA-JONES DEPUIS LES SEIZE DERNIÈRES ANNÉES SONT FACILEMENT IDENTIFIABLES. AU COURS DE CHACUNE DE CES ANNÉES, LA SOCIÉTÉ S'EST CONCENTRÉE DE MANIÈRE RIGOUREUSE SUR SES COMPÉTENCES DE BASE TOUT EN POURSUIVANT UNE STRATÉGIE D'EXPANSION DISCIPLINÉE – GÉNÉRANT AINSI ANNÉE APRÈS ANNÉE UN CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES BÉNÉFICES TOUJOURS PLUS ÉLEVÉS. LA CONSTANCE DES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR STELLA-JONES ET SA RIGUEUR ONT FAIT DE LA SOCIÉTÉ UN FOURNISSEUR DE PREMIER PLAN À TRAVERS L'AMÉRIQUE DU NORD.

# UN RENDEMENT CONSTANT AUX INVESTISSEURS

EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE	2016	2015	2014	2013	2012
(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)	\$	\$	\$	\$	\$
<b>RÉSULTATS D'EXPLOITATION</b>					
Ventes	1 838,4	1 559,3	1 249,5	1 011,3	732,4
Résultat opérationnel <sup>1</sup>	233,2	220,1	155,7	138,7	109,6
Résultat net	153,9	141,4	103,8	92,5	73,1
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>					
Fonds de roulement	927,9	854,4	615,1	517,0	444,8
Total de l'actif	1 962,0	1 778,9	1 289,0	1 071,9	955,9
Dette totale <sup>2</sup>	694,4	669,9	444,6	372,9	363,6
Avoir des actionnaires	1 026,4	913,5	692,3	572,2	468,8
<b>DONNÉES PAR ACTION</b>					
Résultat par action ordinaire - de base	2,22	2,05	1,51	1,35	1,14
Résultat par action ordinaire - dilué	2,22	2,04	1,50	1,34	1,13
Valeur comptable	14,81	13,21	10,04	8,33	6,83
Dividende par action	0,40	0,32	0,28	0,20	0,16
Nombre moyen d'actions en circulation (en milliers)	69 215	69 018	68 802	68 681	64 313
Nombre moyen d'actions diluées en circulation (en milliers)	69 231	69 153	69 027	69 053	64 597
Actions en circulation à la fin de l'exercice (en milliers)	69 303	69 137	68 949	68 697	68 674
<b>RATIOS FINANCIERS</b>					
Marge opérationnelle	12,7 %	14,1 %	12,5 %	13,7 %	15,0 %
Rendement de l'avoir moyen des actionnaires	15,9 %	17,6 %	16,4 %	17,8 %	18,3 %
Dette totale <sup>2</sup> sur la capitalisation totale	0,40:1	0,42:1	0,39:1	0,39:1	0,44:1
Dette totale <sup>2</sup> sur le BAIIA <sup>1</sup> des 12 derniers mois	2,62	2,75	2,52	2,41	3,02
Fonds de roulement	8,57	6,36	8,33	8,97	5,94

## VENTES

(en millions de dollars)



## RÉSULTAT OPÉRATIONNEL <sup>1</sup>

(en millions de dollars)



## RÉSULTAT NET

(en millions de dollars)



<sup>1</sup> Le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (« BAIIA ») et le résultat opérationnel sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit en vertu des normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board* et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada Partie 1. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises de son secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le résultat opérationnel et le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles peuvent facilement être conciliés avec le résultat net présenté aux états financiers établis selon les IFRS, puisqu'il n'y a pas d'ajustements en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents.

<sup>2</sup> Y compris la partie courante de la dette à long terme.

## UN RYTHME CONSTANT FAITS SAILLANTS DE 2016

- L'exercice 2016 a marqué la seizième année consécutive de croissance des ventes et du résultat net pour Stella-Jones.
- La Société a poursuivi sa stratégie d'expansion géographique par le biais d'acquisitions et a ainsi ajouté des installations en Louisiane et au Texas à sa chaîne de production continentale. Stella-Jones a aussi acquis des actifs d'exploitation au Québec et dans le nord de l'Ontario. Ensemble, ces acquisitions ont renforcé la productivité du réseau continental de la Société.
- Dans l'état du Wisconsin, Stella-Jones a construit de nouvelles installations de pointe pour l'écorçage et le traitement des poteaux, une initiative stratégique qui a fait de la Société un fournisseur encore plus solide auprès de sa clientèle existante et un concurrent de plus haut calibre dans ses principales catégories de produits.
- Dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, Stella-Jones a réalisé des progrès en effectuant une transition en vue d'offrir directement aux détaillants des services complets à valeur ajoutée plutôt que de se limiter, comme par le passé, à proposer des services de traitement du bois aux grossistes – une étape clé qui a aidé la Société à élargir considérablement son rôle de fournisseur de bois d'œuvre à usage résidentiel auprès des clients.
- L'intégration en cours des acquisitions a permis de dégager d'autres synergies tout au long de l'exercice, rendant ainsi le réseau de Stella-Jones encore plus solide et plus fiable.

# FAITS SAILLANTS DE 2016

## UNE FORCE INCONTOURNABLE

« **UNE FORCE CONSTANTE** ». LORSQUE NOUS ANALYSONS LES SEIZE DERNIÈRES ANNÉES DE STELLA-JONES, LA CONSTANCE A ÉTÉ D'UNE IMPORTANCE PRIMORDIALE :

- sur le plan de notre modèle d'affaires alors que nous nous sommes concentrés sur nos principales catégories de produits, soit les traverses de chemin de fer, les poteaux destinés aux sociétés de services publics et le bois d'œuvre à usage résidentiel;
- sur le plan de la croissance des ventes et de la rentabilité d'un exercice sur l'autre; et,
- sur le plan de la progression annuelle du dividende.

Cette constance ne s'est pas démentie en 2016 en dépit d'un ralentissement des ventes de traverses de chemin de fer au quatrième trimestre. La Société a établi de nouveaux records avec des ventes de 1,84 milliard de dollars et un résultat net de 153,9 millions de dollars. L'exercice 2016 a été la première année complète de contribution de Ram Forest Products acquise en octobre 2015 et Stella-Jones est dorénavant un important fournisseur de bois d'œuvre à usage résidentiel aussi bien au Canada que dans le nord-ouest des États-Unis.

Nous avons réalisé d'importantes acquisitions stratégiques au cours de l'exercice et avons ainsi ajouté trois nouvelles usines de traitement de poteaux destinés aux sociétés de services publics au Texas et en Louisiane. À la clôture de l'exercice, nous avons aussi acquis des usines au Québec et en Ontario afin de compléter nos activités existantes dans ces provinces et de bonifier la gamme de produits et le niveau de service offerts à nos clients.

Nous avons entrepris la construction d'une toute nouvelle usine de traitement de poteaux destinés aux sociétés de services publiques à Cameron, au Wisconsin, un emplacement stratégique choisi pour son accès à un approvisionnement en matière première de grande qualité et qui offre la possibilité de mieux desservir la clientèle régionale. L'usine est entrée en service au cours du premier trimestre de 2017 et permettra d'approvisionner le centre du Canada et les États-Unis en poteaux de transmission et de distribution.

Katherine A. Lehman s'est jointe à Stella-Jones comme administratrice en octobre 2016 et apporte une expertise financière supplémentaire au Conseil. Diplômée de la Wharton School de l'Université de Pennsylvanie et de la Columbia Business School, Kate possède une vaste expérience professionnelle et a œuvré au sein de conseils d'administration dans le secteur du capital-investissement aux États-Unis. Elle est également membre de notre comité d'audit.

Nous croyons que les ventes de traverses de chemin de fer demeureront quelque peu au ralenti durant l'exercice en cours, mais devraient reprendre de la vigueur par la suite, et toute augmentation notable des dépenses en infrastructures aux États-Unis procurera un nouvel élan à nos activités tant dans le secteur des traverses de chemin de fer que dans celui des poteaux destinés aux sociétés de services publics. La situation financière de Stella-Jones demeure solide et nos perspectives sont toujours positives.

Au nom du Conseil, je souhaite remercier l'ensemble de nos actionnaires et souligner la contribution remarquable de nos employés en 2016.



Tom A. Bruce Jones, C.B.E.  
Président du conseil





## UNE PERFORMANCE CONSTANTE

DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, STELLA-JONES SE CONCENTRE SUR SES COMPÉTENCES DE BASE TOUT EN ÉLARGISSANT SON RÉSEAU DE PRODUCTION DE MANIÈRE STRATÉGIQUE, EN RÉALISANT DE NOUVELLES OCCASIONS D'AFFAIRES ET EN PRODUISANT D'EXCELLENTE PERFORMANCES FINANCIÈRES. LE RÉSULTAT DE CETTE DISCIPLINE À LONG TERME A FAIT DE STELLA-JONES **UNE FORCE CONSTANTE**.

- **CONSTANTE** DANS LA FIABILITÉ DES LIVRAISONS DE PRODUITS DE PREMIÈRE QUALITÉ À SES CLIENTS,
- **CONSTANTE** DANS L'EXPLOITATION DES SYNERGIES DE SES ACTIVITÉS À L'ÉCHELLE CONTINENTALE, ET
- **CONSTANTE** DANS LA CRÉATION DE VALEUR POUR SES ACTIONNAIRES. AINSI, AUJOURD'HUI, STELLA-JONES EST RECONNUE COMME UNE **FORCE** INCONTOURNABLE ET UN CHEF DE FILE DE L'INDUSTRIE NORD-AMÉRICAINE DU TRAITEMENT DU BOIS.

L'exercice 2016 a marqué la seizième année consécutive de croissance des ventes et du résultat net pour Stella-Jones. Ces résultats reflètent l'efficacité de nos activités d'exploitation et les retombées positives de notre stratégie d'expansion. Plus important encore, ils mettent en relief le rôle prépondérant de la Société comme l'un des chefs de file nord-américains dans la fourniture de produits en bois traité dans ses principales catégories.

Grâce à une conjoncture économique globalement positive aux États-Unis et au Canada en 2016, la demande est demeurée saine pour nos traverses de chemin de fer, nos poteaux destinés aux sociétés de services publics, notre bois d'œuvre à usage résidentiel et nos produits connexes. Au quatrième trimestre, nous avons enregistré des résultats financiers inférieurs à ceux de l'exercice précédent en raison principalement d'un fléchissement de la demande pour les traverses de chemin de fer. Malgré cela, les ventes consolidées en 2016 se sont élevées à 1,84 milliard de dollars, en hausse de 17,9 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net s'est chiffré à 153,9 millions de dollars, soit 2,22 \$ par action diluée, ce qui représente une progression de 8,9 % sur douze mois.

Si on exclut les revenus générés par les récentes acquisitions ainsi que l'incidence positive de la conversion des ventes libellées en dollars US, la croissance interne de la Société a atteint 4,4 %.

Cette réalisation financière est attribuable à la vigueur de la demande pour nos produits tout autant qu'à une série d'initiatives en matière de productivité ainsi qu'à des améliorations apportées au service à la clientèle. De plus, les efforts soutenus que nous avons consacrés à l'optimisation du réseau et à la gestion des relations clients, de même que les investissements effectués dans notre réseau, ont positionné Stella-Jones pour lui permettre de poursuivre sa croissance dans ses catégories de produits traditionnelles.

## CROISSANCE DU RÉSEAU

En 2016, nous avons réalisé une acquisition dans l'état du Texas, une autre dans l'état de la Louisiane et, vers la fin de l'exercice, nous avons également acquis deux entreprises au Canada. Comme toutes celles qui ont précédé, ces acquisitions représentaient la prochaine étape logique de notre programme d'expansion. Elles ont fait de Stella-Jones un fournisseur encore plus solide auprès de sa clientèle existante et un concurrent plus fort dans de nouvelles régions géographiques.

Au Texas, tout comme en Louisiane, ces ajouts à notre réseau comprennent des installations qui produisent des poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics. Ces acquisitions n'ont pas seulement procuré de nouveaux clients à Stella-Jones, mais ont aussi rehaussé notre marque. Au Canada, nous avons acquis des actifs d'exploitation au Québec et dans le nord de l'Ontario servant à la fabrication de poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics, ce qui a renforcé encore davantage notre réseau.

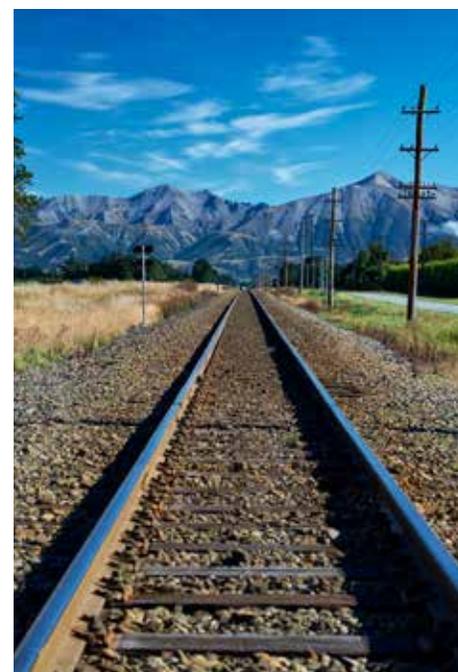
Ces réalisations ont également, une fois de plus, signalé à nos clients que Stella-Jones dispose d'une capacité approfondie, polyvalente et largement répartie sur le continent afin de répondre à leurs besoins, peu importe l'ampleur, la spécificité ou l'urgence de ceux-ci. Depuis l'ajout de ces usines au réseau de Stella-Jones, nous avons à nouveau mis en œuvre notre vaste expérience en matière d'intégration d'usines. Cela a permis de dégager des synergies qui, en retour, ont renforcé la productivité globale de la Société.

De plus, l'expansion de notre réseau en 2016 a inclus la construction de nouvelles installations de pointe pour l'écorçage et le traitement des poteaux à Cameron, au Wisconsin. Ces installations ont démarré leurs activités en février 2017. Elles nous permettent d'accroître notre capacité de production et de mieux desservir le marché des poteaux destinés aux sociétés de services publics.

## TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

Le chemin de fer demeure un pilier central du système nord-américain de transport pour l'expédition de marchandises et la vigueur de cette catégorie de produits suit l'évolution du contexte économique. La nécessité constante d'entretenir et de mettre à niveau l'infrastructure ferroviaire, de même que les besoins liés à la poursuite du développement des réseaux, contribuent de manière directe à la performance de Stella-Jones au chapitre des ventes, du fait que notre clientèle dans l'industrie englobe les plus importants exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie 1 de même que de nombreux exploitants de lignes courtes.

Les ventes de traverses de chemin de fer de Stella-Jones se sont élevées à 716,2 millions de dollars, en légère hausse par rapport au précédent exercice, et demeurent notre plus importante catégorie de produits. Comme nous l'avions anticipé, après un bon début d'année, la demande a ralenti dans la seconde moitié de 2016.



*L'exercice 2016 a marqué la seizième année consécutive de croissance des ventes et du résultat net pour Stella-Jones. Ces résultats reflètent l'efficacité de nos activités d'exploitation et les retombées positives de notre stratégie d'expansion.*



### POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

Les poteaux en bois traité que produit Stella-Jones sont une composante de base de l'infrastructure de transmission et de distribution de l'électricité dans toute l'Amérique du Nord. En 2016, la demande pour ces poteaux, qui constituent notre deuxième plus importante catégorie de produits, est restée plutôt stable.

Les revenus générés par les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrés à 579,2 millions de dollars, en hausse de 9,8 % par rapport au précédent exercice. Si on exclut l'apport des activités acquises et l'incidence de la conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont légèrement reculé en raison d'une diminution de la demande liée aux programmes d'entretien des poteaux de distribution dans certaines régions de l'Amérique du Nord.

### BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

La présence de Stella-Jones dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel s'est considérablement accrue en 2016 à la suite de l'acquisition de Ram Forest Products au cours du dernier trimestre de l'exercice 2015. Le chiffre d'affaires généré a atteint 345,7 millions de dollars, en hausse de 89,4 % par rapport au précédent exercice.

La progression des ventes dans cette catégorie de produits ne reflète pas seulement cette acquisition stratégique, mais traduit aussi une avancée importante dans notre approche globale. Nous avons effectué une transition en vue d'offrir directement aux détaillants des services complets à valeur ajoutée plutôt que de se limiter, comme par le passé, à proposer des services de traitement du bois aux grossistes. Cette nouvelle approche marketing a permis à Stella-Jones de se positionner solidement comme un fournisseur de bois d'œuvre traité à usage résidentiel de premier plan.

### PRODUITS INDUSTRIELS

Dans la catégorie des produits industriels, la demande est demeurée relativement stable avec des ventes de 96,3 millions de dollars en 2016. Cette importante source de revenus complémentaires témoigne de l'expertise reconnue de la Société dans le domaine et de sa fiabilité constante en tant que fournisseur. La marque Stella-Jones jouit d'une confiance exceptionnelle dans l'industrie du bois traité et, de ce fait, nous sommes persuadés que la demande pour nos produits industriels demeurera vigoureuse.

### BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

Dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre, Stella-Jones vend les billots qui sont inaptes à être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics et revend sur les marchés locaux de la construction domiciliaire le bois d'œuvre excédentaire qu'elle a acheté. Les revenus générés par ces sources additionnelles se sont élevés à 100,8 millions de dollars en 2016, soit une hausse de 58,8 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent qui s'explique principalement par l'ajout de la portion bois d'œuvre de cette catégorie.

## PERSPECTIVES

La conjoncture économique nord-américaine devrait demeurer saine de façon générale au cours de la prochaine année de sorte que nous nous attendons à ce que la demande reste soutenue pour nos principaux produits. Dans la catégorie des traverses de chemin de fer, nous anticipons que le recul des ventes et du volume observé dans la dernière moitié de 2016 se poursuivra en 2017. Par la suite, nous sommes confiants que l'industrie ferroviaire accélérera progressivement le rythme de ses investissements dans les mises à niveau et la construction de nouvelles lignes.

Dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, nous anticipons un retour graduel à la normale du volume d'activité généré par les programmes d'entretien, tandis que la demande liée aux projets spéciaux devrait s'améliorer maintenant que les prix des ressources se sont stabilisés. Au fil du temps, nous nous attendons à une augmentation progressive des commandes qui résultera de la mise hors service et du remplacement des poteaux vieillissants.

Compte tenu des diverses forces auxquelles sont soumises nos principales activités, nous nous attendons à un recul des ventes durant la première moitié de 2017, comparativement à 2016, mais nous anticipons une progression dans la seconde moitié de l'année. La composition des ventes et la baisse des prix dans certaines régions auront des répercussions négatives sur les marges opérationnelles.

Maintenant que notre réseau de production continental est solidement établi, et toujours en croissance, nous sommes persuadés que notre réputation comme force constante et fiable ne fera que prendre de l'ampleur. Cette position avantageuse facilitera le développement de nouvelles sources de revenus dans l'ensemble de nos catégories de produits.

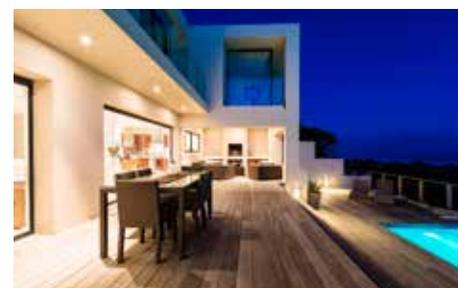
La croissance pourrait aussi provenir de la poursuite de notre expansion. Comme toujours, cependant, nous n'élargirons notre portée que si des acquisitions potentielles s'avèrent des ajouts hautement stratégiques à notre réseau existant. La discipline, l'efficacité et une vision à long terme ont permis à Stella-Jones de continuellement créer de la valeur pour ses actionnaires au cours des deux dernières décennies.

Je souhaite profiter de cette occasion afin de remercier l'ensemble des employés de Stella-Jones pour leur dévouement, les membres de notre conseil d'administration pour leurs judicieux conseils, nos actionnaires pour leur soutien continu ainsi que nos clients pour la confiance qu'ils nous témoignent.



Brian McManus

Président et chef de la direction



*La présence de Stella-Jones dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel s'est considérablement accrue en 2016 à la suite de l'acquisition de Ram Forest Products au cours du dernier trimestre de l'exercice 2015. Le chiffre d'affaires généré a atteint 345,7 millions de dollars, en hausse de 89,4 % par rapport au précédent exercice.*

## UNE DÉMONSTRATION **CONSTANTE** DE NOTRE SAVOIR-FAIRE

### TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

Au fil des décennies, Stella-Jones a démontré son savoir-faire exceptionnel dans le domaine du traitement du bois et sa fiabilité absolue comme fournisseur. Ces aspects fondamentaux de la Société expliquent pourquoi des exploitants de ligne de chemin de fer de catégorie 1 et de lignes courtes entretiennent des relations de longue date avec la Société et en ont fait l'une des plus importantes sources d'approvisionnement pour les traverses de chemin de fer en bois traité en Amérique du Nord. L'expertise ciblée de la Société fournit un produit d'une qualité incomparable, tandis que son réseau continental assure une capacité de livraison et des prix de vente très compétitifs.

**716,2 M\$**

VENTES EN 2016

**39,0 %**

DES VENTES



### POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

Une technologie continuellement mise à jour et des mesures d'efficacité opérationnelles ont permis à la Société de demeurer l'un des principaux fournisseurs nord-américains de poteaux destinés aux réseaux de transmission électrique et de télécommunications. Stella-Jones offre une gamme complète d'essences de bois et de traitements de préservation et, de ce fait, a acquis une réputation sans égale comme fournisseur unique. De plus, lors d'événements météorologiques qui entraînent une demande soudaine et immédiate, l'envergure et la souplesse du réseau de production de la Société lui ont permis à maintes reprises de répondre rapidement aux besoins urgents de ses clients.

**579,2 M\$**

VENTES EN 2016

**31,5 %**

DES VENTES





## BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

L'expertise de longue date de Stella-Jones dans le traitement du bois sous pression a facilité l'accroissement de la participation de la Société dans le secteur du bois d'œuvre à usage résidentiel. Tout en continuant à miser sur son savoir-faire, la Société a réussi à se diversifier. Le bois d'œuvre à usage résidentiel est devenu l'une de ses grandes catégories de produits et affiche une forte croissance. Ce rôle élargi s'illustre notamment par la transition effectuée en 2016 par Stella-Jones en vue d'offrir directement aux détaillants des services complets à valeur ajoutée plutôt que de se limiter, comme par le passé, à proposer des services de traitement du bois aux grossistes.

**345,7 M\$**  
VENTES EN 2016

**18,8 %**  
DES VENTES



## PRODUITS INDUSTRIELS

En mettant en œuvre son expertise spécialisée, Stella-Jones traite le bois sous pression afin qu'il puisse être utilisé comme pilotis pour constructions maritimes et poutres de ponts. La Société réalise aussi du pré-placage pour des clients du secteur ferroviaire et génère des revenus supplémentaires de produits connexes comme les poteaux pour glissières de sécurité des routes et le platelage des passages à niveau.

**96,3 M\$**  
VENTES EN 2016

**5,2 %**  
DES VENTES

## BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

Stella-Jones vend les billots inaptes à être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics. De plus, la Société revend sur les marchés de la construction domiciliaire le bois d'œuvre non traité qu'elle a acheté.

**100,8 M\$**  
VENTES EN 2016

**5,5 %**  
DES VENTES

# UN RÉSEAU EN CROISSANCE CONSTANTE



- |                           |                        |                         |
|---------------------------|------------------------|-------------------------|
| 1 New Westminster (C.-B.) | 14 Arlington (WA)      | 27 Cameron (WI)         |
| 2 Prince George (C.-B.)   | 15 Tacoma (WA)         | 28 Memphis (TN)         |
| 3 Galloway (C.-B.)        | 16 Sheridan (OR)       | 29 Scooba (MS)          |
| 4 Carseland (AB)          | 17 Eugene (OR)         | 30 Fulton (KY)          |
| 5 Kirkland Lake (ON)      | 18 Silver Springs (NV) | 31 Winslow (IN)         |
| 6 Guelph (ON)             | 19 Eloy (AZ)           | 32 Montevallo (AL)      |
| 7 Gormley (ON)            | 20 Lufkin (TX)         | 33 Clanton (AL)         |
| 8 Peterborough (ON)       | 21 Russellville (AR)   | 34 Cordele (GA)         |
| 9 Gatineau (QC)           | 22 Rison (AR)          | 35 Whitmire (SC)        |
| 10 Rivière-Rouge (QC)     | 23 Converse (LA)       | 36 Goshen (VA)          |
| 11 Delson (QC)            | 24 Pineville (LA)      | 37 Dubois (PA)          |
| 12 Sorel-Tracy (QC)       | 25 Alexandria (LA)     | 38 McAllisterville (PA) |
| 13 Truro (N.É.)           | 26 Bangor (WI)         |                         |



**RAPPORT DE GESTION**  
**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

**POUR LES EXERCICES CLOS LES**  
**31 DÉCEMBRE 2016 ET 2015**

## RAPPORT DE GESTION

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. (le « rapport de gestion »). Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et englobent l'ensemble de ses filiales d'exploitation indépendantes.

Le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de la Société ont été approuvés par le conseil d'administration le 16 mars 2017. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants et les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, en comparaison de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 et les notes y afférentes.

Le rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Ces déclarations comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, la conjoncture économique et la situation des marchés, les prix de vente des produits, le coût des matières premières et les frais d'exploitation, les fluctuations des taux de change des devises et tout autre facteur auquel on réfère dans le présent document et dans les autres documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective contenues aux présentes afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers consolidés audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada ») Partie I. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle ainsi que les rapports trimestriels et annuels de la Société, en visitant le site Web de SEDAR au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la rubrique Investisseurs/Salle de presse du site Web de la Société au [www.stella-jones.com](http://www.stella-jones.com).

### NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones Inc. est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemin de fer nord-américains, ainsi que des poteaux destinés aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. Stella-Jones fabrique aussi du bois d'œuvre à usage résidentiel et des accessoires qu'elle distribue auprès de détaillants en vue d'applications extérieures, de même que des produits industriels, notamment des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, du bois pour les ponts et des produits à base de goudron de houille. Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

En date du 31 décembre 2016, la Société exploitait trente-six usines de traitement du bois, seize installations d'écorçage de poteaux et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont situées dans cinq provinces canadiennes et dix-neuf états américains, et sont complétées par un vaste réseau de distribution à l'échelle nord-américaine. En date du 31 décembre 2016, les effectifs de la Société s'élevaient à environ 1 930 employés.

Stella-Jones bénéficie de plusieurs atouts qui devraient contribuer à renforcer encore davantage le positionnement stratégique et l'avantage concurrentiel de la Société dans le secteur du traitement du bois. Notons, entre autres, la capacité de la Société à servir ses clients à partir de plusieurs usines, une situation financière solide qui permet à la Société de constituer des stocks de bois vert et de les faire sécher à l'air libre en prévision d'importants contrats à long terme, une source d'approvisionnement en bois stable et établie de longue date ainsi qu'un enregistrement pour la production et la vente de créosote, un produit de préservation du bois.

### NOTRE MISSION

Stella-Jones a pour objectif de s'élever au rang de chef de file en matière de performance dans l'industrie de la préservation du bois et d'être un modèle de société responsable, intègre et respectueuse de l'environnement.

C'est en accordant la priorité à la satisfaction de la clientèle, à une gamme de produits de base et à des marchés clés, tout en misant sur sa capacité d'innover et d'optimiser ses ressources, que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail stimulant, sécuritaire et respectueux de l'individu et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

### MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ou « BAIIA »), le résultat d'exploitation et les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois que ces mesures non conformes aux IFRS constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance.

**Rapprochement du BAIIA et du résultat d'exploitation avec le résultat net\***

	Périodes de trois mois closes les		Exercices clos les	
	31 déc. 2016	31 déc. 2015	31 déc. 2016	31 déc. 2015
(en millions de dollars)	\$	\$	\$	\$
Résultat net de la période	18,5	33,0	153,9	141,4
Plus :				
Charge d'impôts sur le résultat	5,4	10,5	61,5	61,6
Charges financières	4,2	4,8	17,9	17,1
Résultat d'exploitation	28,2	48,3	233,2	220,1
Dotation aux amortissements	8,8	6,2	31,6	23,3
BAIIA	36,9	54,5	264,8	243,4

\* Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre exactement au total indiqué.

**PRINCIPALES RÉALISATIONS DE 2016**

Stella-Jones a enregistré une solide performance au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016. La Société a poursuivi l'expansion de son réseau en réalisant plusieurs acquisitions stratégiques, tandis qu'au chapitre des activités d'exploitation, Stella-Jones a réalisé des ventes et un résultat net records. Stella-Jones a également généré de robustes flux de trésorerie qui ont permis à la Société de clore l'exercice avec une situation financière saine. La Société continuera à se concentrer sur l'exécution de sa stratégie d'exploitation axée sur l'expansion à l'échelle continentale dans ses marchés de base des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en demeurant à l'affût d'occasions attrayantes dans d'autres marchés pour ses produits en bois traité.

**Expansion du réseau****KMS et NPTW**

Le 21 décembre 2016, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par Bois KMS (GMI) Ltée (« KMS ») et Northern Pressure Treated Wood (N.P.T.W.) Ltd (« NPTW »). KMS et NPTW fabriquent des poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics dans leurs installations situées à Rivière-Rouge, au Québec, et à Kirkland Lake, en Ontario, respectivement.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 19,2 millions de dollars, excluant approximativement 1,0 million de dollars de frais liés à la transaction qui ont été comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante.

**Kisatchie**

Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des titres de participation de 440 Investments, LLC, la société mère de Kisatchie Treating, L.L.C., de Kisatchie Pole & Piling, L.L.C., de Kisatchie Trucking, LLC et de Kisatchie Midnight Express, LLC (collectivement, « Kisatchie »). Kisatchie fabrique des poteaux, des pilotis et des poutres en bois traité et exploite deux usines de traitement du bois situées à Converse et à Pineville, en Louisiane.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46,2 millions de dollars (35,7 millions de dollars US), excluant approximativement 873 000 \$ de frais liés à la transaction qui ont été comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

**Lufkin Creosoting**

Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des actions de Lufkin Creosoting Co., Inc. (« Lufkin Creosoting »). Lufkin Creosoting fabrique des poteaux et des poutres en bois traité à partir de son usine de traitement du bois de Lufkin, au Texas.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46,5 millions de dollars (35,9 millions de dollars US), excluant approximativement 978 000 \$ de frais liés à la transaction qui ont été comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

## Résultats d'exploitation

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les ventes ont atteint 1 838,4 millions de dollars, en hausse de 17,9 % par rapport aux ventes de 1 559,3 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Les acquisitions de Kisatchie et Lufkin Creosoting, conclues le 3 juin 2016, ont généré des ventes combinées de 43,5 millions de dollars, tandis que l'acquisition de Ram Forest Group Inc. et Ramfor Lumber Inc. (collectivement, « Ram »), conclue le 1<sup>er</sup> octobre 2015, a généré des ventes additionnelles de 91,5 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2016. Enfin, les acquisitions réalisées dans le sud-est des États-Unis au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2015 ont contribué aux ventes à hauteur de 21,8 millions de dollars. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 53,1 millions de dollars comparativement à l'exercice précédent. Si on exclut ces facteurs, les ventes ont progressé d'environ 69,1 millions de dollars, ou 4,4 %.

Le résultat d'exploitation de Stella-Jones pour l'ensemble de l'exercice a atteint 233,2 millions de dollars, soit 12,7 % des ventes, en 2016. Il s'agit d'une

progression de 6,0 % par rapport au résultat d'exploitation de 220,1 millions de dollars, ou 14,1 % des ventes, obtenu lors du précédent exercice. De ce fait, le résultat net pour l'exercice affiche une croissance de 8,9 % pour atteindre 153,9 millions de dollars, soit 2,22 \$ par action diluée, comparativement à un résultat net de 141,4 millions de dollars, ou 2,04 \$ par action diluée, un an plus tôt. La Société a dégagé un rendement des capitaux propres moyens de 15,9 % en 2016.

Stella-Jones a généré de robustes flux de trésorerie en 2016. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 268,9 millions de dollars, en hausse de 5,7 % par rapport à 254,3 millions de dollars en 2015. Ces fonds ont permis à la Société de réaliser des acquisitions stratégiques et d'investir dans son réseau, tout en maintenant une situation financière saine. Le ratio de la dette totale sur la capitalisation totale de Stella-Jones s'établissait à 0,40:1 au 31 décembre 2016, en léger recul par rapport à 0,42:1 affiché douze mois plus tôt. La Société a également accru le montant versé annuellement en dividendes pour une douzième année consécutive.

## DONNÉES FINANCIÈRES ANNUELLES CHOISIES (exercices clos les 31 décembre)

Résultat	2016	2015	2014
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$
Ventes	1 838,4	1 559,3	1 249,5
Résultat d'exploitation	233,2	220,1	155,7
Résultat net	153,9	141,4	103,8
Résultat de base par action ordinaire	2,22	2,05	1,51
Résultat dilué par action ordinaire	2,22	2,04	1,50

Situation financière	2016	2015	2014
(en millions de dollars)	\$	\$	\$
Actif courant	1 050,5	1 013,8	699,0
Actif total	1 962,0	1 778,9	1 289,0
Dette à long terme <sup>1</sup>	694,4	669,9	444,6
Passif total	935,5	865,4	596,8
Capitaux propres	1 026,4	913,5	692,3

<sup>1</sup> Y compris la partie courante.

**INDICATEURS CLÉS DE RENDEMENT (pour les exercices clos les 31 décembre)**

	2016	2015	2014
Marge d'exploitation <sup>1</sup>	12,7 %	14,1 %	12,5 %
Rendement sur les capitaux propres moyens <sup>2</sup>	15,9 %	17,6 %	16,4 %
Ratio du fonds de roulement <sup>3</sup>	8,57	6,36	8,33
Dette totale sur la capitalisation totale <sup>4</sup>	0,40:1	0,42:1	0,39:1
Dette totale sur le BAIIA <sup>5</sup>	2,62	2,75	2,52
Dividende par action	0,40 \$	0,32 \$	0,28 \$

<sup>1</sup> Résultat d'exploitation divisé par les ventes.

<sup>2</sup> Résultat net divisé par la moyenne arithmétique des capitaux propres du présent exercice et des capitaux propres du précédent exercice.

<sup>3</sup> Total de l'actif courant divisé par le total du passif courant.

<sup>4</sup> Dette à long terme (y compris la partie courante) divisée par la somme des capitaux propres et de la dette à long terme (y compris la partie courante).

<sup>5</sup> Dette à long terme (y compris la partie courante) divisée par le BAIIA.

**TAUX DE CHANGE**

Le tableau qui suit présente les taux de change applicables aux exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes.

\$ CA/\$ US	2016		2015	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,3792	1,2987	1,2272	1,2666
Deuxième trimestre	1,2886	1,2917	1,2389	1,2490
Troisième trimestre	1,3030	1,3117	1,2909	1,3345
Quatrième trimestre	1,3319	1,3427	1,3258	1,3840
Exercice financier	1,3257	1,3427	1,2707	1,3840

## SURVOL DE L'INDUSTRIE

### Traverses de chemin de fer

Comme le rapporte l'organisme *Railway Tie Association* (« RTA »), les achats de traverses de chemin de fer se sont élevés à 24,2 millions de traverses en 2016, ce qui représente un léger recul par rapport aux achats de 24,4 millions de traverses effectués en 2015. Le RTA calcule les achats effectués en se fondant sur l'écart entre la production mensuelle et l'évolution des stocks, à partir des données fournies par ses membres. Ainsi, l'augmentation des stocks de l'industrie, qui s'élevaient à 22,0 millions de traverses au 31 décembre 2016, signifie qu'il y a eu une baisse des achats dans la dernière portion de 2016. Par conséquent, le ratio des stocks par rapport aux ventes s'établissait à 0,91:1 au 31 décembre 2016, en hausse par rapport à un ratio de 0,77:1 douze mois plus tôt, et un niveau plus élevé que le ratio moyen de 0,78:1 des dix années précédentes.

Au cours de la dernière décennie, la volatilité des prix du carburant et la congestion constante sur les autoroutes ont incité de plus en plus les expéditeurs à privilégier le transport par rail, un mode de transport plus efficace sur le plan de la consommation de carburant, au détriment du camionnage. Ainsi, l'augmentation du volume de transport ferroviaire qui s'en est suivie, combinée au vieillissement de l'infrastructure, a engendré une hausse de la demande pour les produits et services liés à la modernisation et à l'expansion du réseau ferroviaire nord-américain, y compris les traverses de chemin de fer.

Selon les données publiées par l'Association of American Railroads, en raison du ralentissement de l'économie nord-américaine par rapport au précédent exercice, le trafic total sur les chemins de fer nord-américains a reculé de 4,5 % en 2016. Le volume des chargements de wagons a diminué de 7,2 % en raison principalement d'une baisse des expéditions de charbon, de pétrole et de produits pétroliers, tandis que le volume de remorques et de conteneurs intermodaux a fléchi de 1,5 % par rapport aux niveaux de 2015.

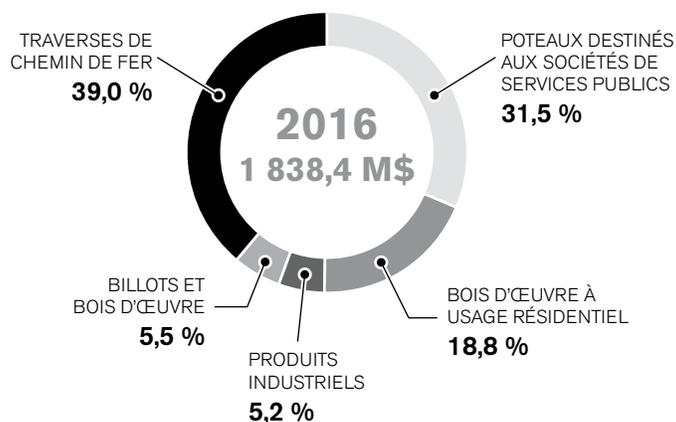
## RÉSULTATS D'EXPLOITATION

### Ventes

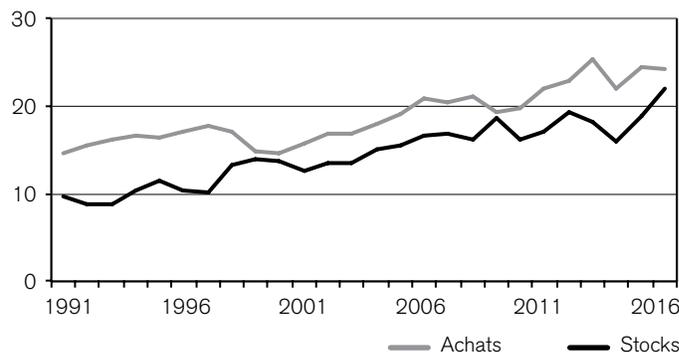
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les ventes ont atteint 1 838,4 millions de dollars, en hausse de 17,9 %, par rapport aux ventes de 1 559,3 millions de dollars réalisées lors de l'exercice précédent. Les acquisitions de Kisatchie et Lufkin Creosoting, conclues le 3 juin 2016, ont généré des ventes combinées de 43,5 millions de dollars, tandis que l'acquisition de Ram, conclue le 1<sup>er</sup> octobre 2015, a généré des ventes additionnelles de 91,5 millions de dollars au cours des neuf premiers mois de 2016. Enfin, les acquisitions réalisées dans le sud-est des États-Unis au cours de la deuxième moitié de l'exercice 2015 ont contribué aux ventes à hauteur de 21,8 millions de dollars. L'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, la monnaie de présentation de Stella-Jones, par rapport au dollar américain, a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains d'environ 53,1 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Si on exclut ces facteurs, les ventes ont progressé d'environ 69,1 millions de dollars, ou 4,4 %.

## RÉPARTITION DES VENTES PAR CATÉGORIES DE PRODUITS

(% des ventes)

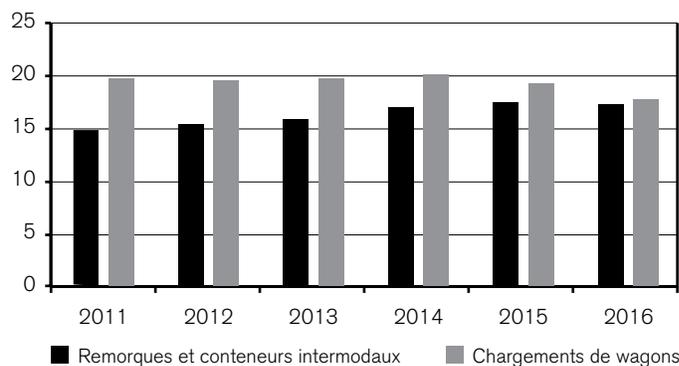


## ACHATS ET STOCKS DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER ANNUALISÉS (en millions de traverses)



Source : Railway Tie Association

## FRET TRANSPORTÉ SUR LES CHEMINS DE FER NORD-AMÉRICAINS (en millions d'unités)



Source : Association of American Railroads

### Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer se sont élevées à 716,2 millions de dollars pour l'exercice 2016, en hausse par rapport à celles de 709,7 millions de dollars réalisées en 2015. Si on exclut l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, les ventes de traverses de chemin de fer ont reculé d'environ 22,9 millions de dollars, ou 3,2 %, alors que la baisse de la demande de l'industrie dans la seconde moitié de l'exercice a contrebalancé la vigueur de la demande observée dans la première moitié de l'année. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 39,0 % des ventes totales de la Société en 2016.

### Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont atteint 579,2 millions de dollars en 2016, ce qui représente une hausse de 51,5 millions de dollars, soit 9,8 %, par rapport aux ventes de 527,7 millions de dollars réalisées en 2015. Si on exclut l'effet de conversion des devises et la contribution des acquisitions de Kisatchie, Lufkin Creosoting, de même que des entreprises acquises dans le sud-est des États-Unis dans la seconde moitié de 2015, les ventes ont reculé d'environ 24,8 millions de dollars, ou 4,7 %. Cette variation traduit une baisse des ventes de poteaux de distribution attribuable à une diminution de la demande liée aux programmes d'entretien dans certaines régions, tandis que les ventes de poteaux de transmission sont demeurées relativement stables. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 31,5 % des ventes totales de la Société en 2016.

### Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel ont totalisé 345,7 millions de dollars en 2016, en hausse par rapport à celles de 182,6 millions de dollars réalisées en 2015. Cette progression de 163,2 millions de dollars, ou 89,4 % reflète essentiellement les ventes additionnelles de 91,5 millions de dollars générées par l'acquisition de Ram durant les neuf premiers mois de 2016. Si on exclut ce facteur ainsi que l'effet de conversion résultant des fluctuations des devises, les ventes ont progressé de 68,5 millions de dollars, soit 37,6 %, en raison de la transition effectuée par la Société en vue d'offrir directement aux détaillants des services complets à valeur ajoutée plutôt que de se limiter, comme par le passé, à proposer des services de traitement du bois aux grossistes. Le bois d'œuvre à usage résidentiel a représenté 18,8 % des ventes de Stella-Jones en 2016.

### Produits industriels

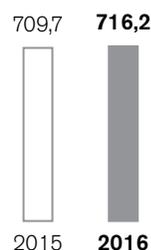
Les ventes de produits industriels se sont élevées à 96,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2016, comparativement à 97,3 millions de dollars en 2015. Ce recul est principalement attribuable au calendrier des commandes de produits destinés au secteur ferroviaire aux États-Unis, en partie contrebalancé par l'effet de conversion des devises. Les produits industriels ont représenté 5,2 % des ventes en 2016.

### Billots et bois d'œuvre

Les ventes de billots et de bois d'œuvre se sont chiffrées à 100,8 millions de dollars en 2016, en hausse par rapport à 42,0 millions de dollars en 2015. Cette augmentation est attribuable à l'ajout des activités d'achat et de revente de bois d'œuvre réalisées dans le cadre des efforts d'approvisionnement visant à répondre aux besoins de bois d'œuvre à usage résidentiel, de même qu'à la planification des activités de récolte du bois. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 5,5 % des ventes de la Société en 2016.

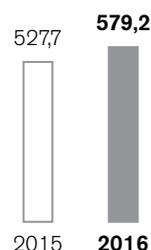
### VENTES DE TRAVERSES DE CHEMIN DE FER

(en millions de \$)



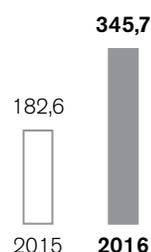
### VENTES DE POTEAUX DESTINÉS AUX SOCIÉTÉS DE SERVICES PUBLICS

(en millions de \$)



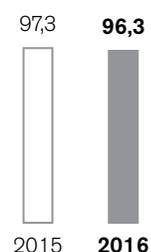
### VENTES DE BOIS D'ŒUVRE À USAGE RÉSIDENTIEL

(en millions de \$)



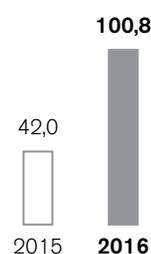
### VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS

(en millions de \$)



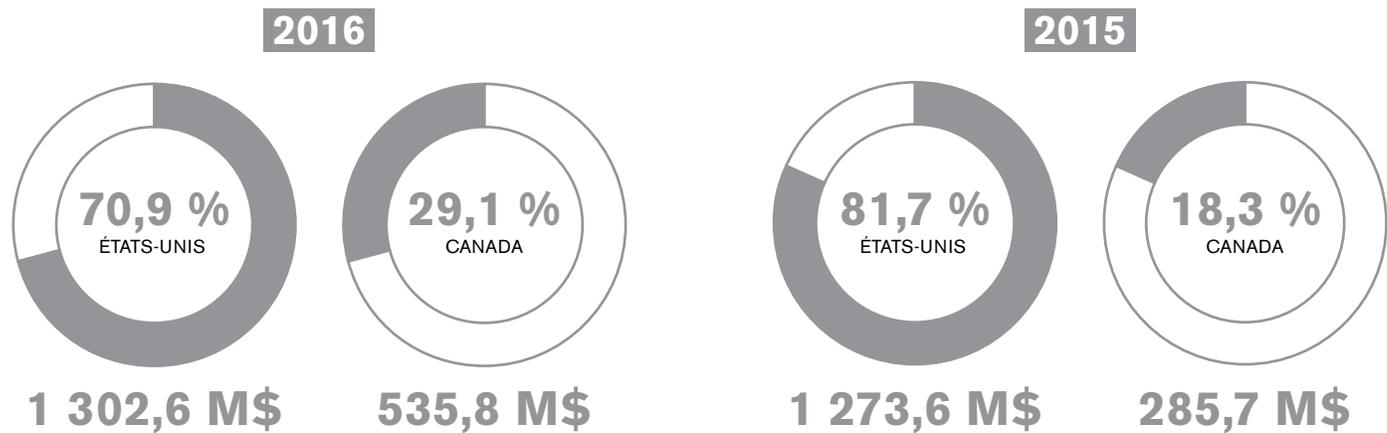
### VENTES DE BILLOTS ET BOIS D'ŒUVRE

(en millions de \$)



## RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES VENTES

(% des ventes)



Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 302,6 millions de dollars, ou 70,9 % des ventes, en 2016, ce qui représente une augmentation de 29,0 millions de dollars, ou 2,3 %, par rapport à 2015. Cette hausse, par rapport à l'exercice précédent, découle principalement d'une augmentation du taux utilisé pour convertir les ventes libellées en dollars américains et de la contribution des acquisitions de Kisatchie et Lufkin Creosoting. Si on exclut ces facteurs, les ventes ont reculé en raison d'une baisse des ventes de traverses de chemin de fer durant la seconde moitié de l'exercice et d'une baisse des ventes de poteaux de distribution attribuable à une diminution de la demande liée aux programmes d'entretien dans certaines régions.

Les ventes sur le marché canadien ont augmenté de 250,1 millions de dollars, soit 87,5 %, pour atteindre 535,8 millions de dollars en 2016, ce qui représente 29,1 % des ventes totales de Stella-Jones. La variation est attribuable à une augmentation des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel découlant de l'acquisition de Ram et à la transition effectuée par la Société en vue d'offrir directement aux détaillants des services complets à valeur ajoutée plutôt que de se limiter, comme par le passé, à proposer des services de traitement du bois aux grossistes.

### Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, s'est élevé à 1 504,6 millions de dollars, soit 81,8 % des ventes, en 2016. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 1 252,0 millions de dollars, ou 80,3 % des ventes, en 2015. Cette augmentation, en dollars absolus, est essentiellement attribuable à un accroissement du niveau d'activité commerciale pour l'ensemble de l'exercice, aux acquisitions d'entreprises ainsi qu'à une hausse du taux moyen utilisé pour convertir les coûts libellés en dollars américains. Exprimée en pourcentage des ventes, l'augmentation est essentiellement attribuable à une plus grande proportion des ventes à faible marge de billots et de bois d'œuvre, à une composition des ventes moins avantageuse cette année comparativement à l'exercice 2015 et à un affaiblissement des prix de vente dans certaines régions. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par des économies d'échelle générées par l'accroissement des volumes dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La dotation aux amortissements a totalisé 31,6 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, contre 23,3 millions de dollars un an plus tôt. L'augmentation sur douze mois est principalement attribuable à la dotation

aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles des acquisitions réalisées en 2016, et de celles de Ram pour l'exercice complet, ainsi qu'à l'application d'un taux de change moyen plus élevé aux fins de conversion de la dotation aux amortissements libellée en dollars US.

En conséquence, le bénéfice brut s'est établi à 333,7 millions de dollars, soit 18,2 % des ventes, en 2016, contre 307,3 millions de dollars, ou 19,7 % de ventes, en 2015.

### Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 95,0 millions de dollars en 2016, soit 5,2 % des ventes, comparativement à des frais de 85,6 millions de dollars, ou 5,5 % des ventes, en 2015. Cette variation en termes monétaires est principalement attribuable à des frais de vente supplémentaires d'environ 6,0 millions de dollars liés à l'élargissement de la présence de la Société dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, à une hausse de 2,9 millions de dollars de la charge liée aux régimes de participation aux résultats ainsi qu'à une hausse des salaires et indemnités de départ d'environ 2,3 millions de dollars. Ces éléments ont été en partie contrebalancés par une réduction de la charge pour unités d'actions incessibles. Les frais de vente et d'administration engagés cette année comprennent également des frais d'acquisition d'environ 2,9 millions de dollars directement liés aux achats d'entreprises effectués au cours de l'exercice 2016, tandis que lors du précédent exercice, les frais de vente et d'administration comprenaient des frais d'acquisition d'environ 1,5 million de dollars.

### Autres pertes, montant net

Le montant net de 5,5 millions de dollars des autres pertes subies par Stella-Jones pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 englobe principalement une provision finale pour restauration de site de 5,2 millions de dollars en lien avec un site non exploité. En 2015, le montant net de 1,7 million de dollars des autres pertes était essentiellement lié à un ajustement de la provision pour restauration de sites de 1,8 million de dollars.

Le risque de la Société lié aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations des devises découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes et de la dette à long terme libellée en dollars américains détenue par sa société canadienne. Stella-Jones U.S. Holding Corporation (« SJ Holding »), la filiale américaine en propriété exclusive de la Société, est un établissement étranger dont la monnaie fonctionnelle diffère de celle de la Société et les gains et pertes de change sur conversion de ses états financiers sont reportés aux capitaux propres. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées à partir d'établissements canadiens. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et l'achat de certains biens et services en dollars américains. La Société pourrait également avoir recours à des contrats de change à terme pour l'achat de dollars américains dans le cadre des achats importants de biens et services qui ne sont pas naturellement couverts.

### Charges financières

Les charges financières pour l'exercice 2016 se sont élevées à 17,9 millions de dollars, en hausse par rapport aux 17,1 millions de dollars engagés en 2015. L'augmentation des charges financières est attribuable à une hausse des emprunts sur douze mois par suite des acquisitions réalisées, ainsi qu'à l'incidence de la conversion de la devise locale sur les charges financières relatives aux emprunts de la Société libellés en dollars américains.

### Résultat avant impôts et charge d'impôts

Stella-Jones a généré un résultat avant impôts de 215,4 millions de dollars, soit 11,7 % des ventes, en 2016. Il s'agit d'une augmentation de 6,1 % par rapport au résultat avant impôts de 203,0 millions de dollars, ou 13,0 % des ventes, réalisé lors du précédent exercice. L'augmentation, d'un exercice sur l'autre, du résultat avant impôts est attribuable à une augmentation du bénéfice brut, en partie contrebalancée par une hausse des frais de vente et d'administration. Exprimée en pourcentage des ventes, la baisse reflète essentiellement une diminution du bénéfice brut exprimé en pourcentage des ventes.

La charge d'impôts sur le résultat de Stella-Jones a totalisé 61,5 millions de dollars en 2016, ce qui représente un taux d'imposition effectif de 28,5 %. En 2015, la charge d'impôts sur le résultat s'était établie à 61,6 millions de dollars, ce qui équivalait à un taux d'imposition effectif de 30,3 %. La baisse du taux d'imposition effectif pour 2016 est attribuable principalement à une répartition plus avantageuse des revenus imposables entre les différentes juridictions fiscales au sein desquelles la Société exerce ses activités.

### Résultat net

Le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 a atteint 153,9 millions de dollars, soit 2,22 \$ par action diluée, comparativement à un résultat net de 141,4 millions de dollars, ou 2,04 \$ par action diluée, lors de l'exercice 2015. Il s'agit d'une hausse du résultat net de 8,9 % par rapport à l'exercice précédent.

## ACQUISITION D'ENTREPRISES

### KMS et NPTW

Le 21 décembre 2016, la Société a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par KMS et NPTW. KMS et NPTW fabriquent des poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics dans leurs installations situées à Rivière-Rouge, au Québec, et à Kirkland Lake, en Ontario, respectivement.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 19,2 millions de dollars, excluant approximativement 1,0 million de dollars de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante.

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer les états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition.

(les données tabulaires sont présentées en millions de dollars)		\$
<b>Actif acquis</b>		
Stocks		4,6
Immobilisations corporelles		10,3
Goodwill		5,2
Actifs d'impôt différé		0,2
		20,3
<b>Passifs repris</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer		0,1
Provision pour restauration de sites		0,9
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>		<b>19,3</b>
<b>Contrepartie transférée</b>		
Trésorerie		19,2
Contrepartie à payer		0,1
<b>Contrepartie transférée</b>		<b>19,3</b>

Le goodwill est amortissable et déductible à des fins fiscales canadiennes et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des unités génératrices de trésorerie (« UGT »), telles que définies dans les conventions comptables de la Société. Dans le cas des acquisitions de KMS et NPTW, le goodwill a été attribué aux usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

### Kisatchie

Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des titres de participation de 440 Investments, LLC, la société mère de Kisatchie. Kisatchie fabrique des poteaux, des pilotis et des poutres en bois traité et exploite deux usines de traitement du bois situées à Converse et à Pineville, en Louisiane.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46,2 millions de dollars (35,7 millions de dollars US), excluant approximativement 873 000 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer les états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains et convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

(les données tabulaires sont présentées en millions de dollars)		\$
<b>Actifs acquis</b>		
Trésorerie acquise		2,6
Créances		5,3
Stocks		12,9
Frais payés d'avance		0,2
Immobilisations corporelles		21,2
Relations clients		6,9
Goodwill		17,5
		66,6
<b>Passifs repris</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer		1,7
Dette à long terme		8,8
Passifs d'impôt différé		0,1
Provision pour restauration de sites		1,1
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>		<b>54,9</b>
<b>Contrepartie transférée</b>		
Trésorerie		46,2
Billet à payer non garanti		7,8
Contrepartie à payer		0,9
<b>Contrepartie transférée</b>		<b>54,9</b>

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier des relations clients amorties à un taux dégressif de 20,0 %. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent notamment la croissance des ventes d'un exercice sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des UGT, telles que définies dans les conventions comptables de la Société. Dans le cas de l'acquisition de Kisatchie, le goodwill a été attribué aux usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante, d'un billet à payer non garanti de 9,1 millions de dollars (7,1 millions de dollars US) et a pris en charge un billet à payer garanti par le terrain de l'usine de Pineville ayant un solde de 5,7 millions de dollars US. Le billet à payer non garanti porte intérêt à 1,4 %, est payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1,5 million de dollars US en juin 2019 et 2020 et 4,5 millions de dollars US en juin 2021. Ce billet à payer non garanti a été comptabilisé à une juste valeur de 7,8 millions de dollars (6,1 millions de dollars US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,0 %. Le billet à payer garanti porte intérêt à 5,8 %, est payable en versements trimestriels de 162 000 \$ US jusqu'en juillet 2028 et a été comptabilisé à une juste valeur de 8,8 millions de dollars (6,8 millions de dollars US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 4,0 %.

### Lufkin Creosoting

Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des actions de Lufkin Creosoting. Lufkin Creosoting fabrique des poteaux et des poutres en bois traité à partir de son usine de traitement du bois de Lufkin, au Texas.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46,5 millions de dollars (35,9 millions de dollars US), excluant approximativement 978 000 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous la rubrique « Frais de vente et d'administration ».

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer les états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains et convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

(les données tabulaires sont présentées en millions de dollars)	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Trésorerie acquise	1,1
Créances	19,7
Stocks	5,3
Immobilisations corporelles	16,2
Relations clients	10,3
Goodwill	23,7
	76,3
<b>Passifs repris</b>	
Comptes créditeurs et charges à payer	13,8
Passifs d'impôt différé	9,4
Provision pour restauration de sites	0,8
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>52,3</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	46,5
Billet à payer non garanti	7,8
Contrepartie à recevoir	(2,0)
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>52,3</b>

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier des relations clients amorties au taux dégressif de 20,0 %. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'un exercice sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est non amortissable et est non déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des UGT, telles que définies dans les conventions comptables de la Société. Dans le cas de l'acquisition de Lufkin Creosoting, le goodwill a été attribué aux usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et d'un billet à payer non garanti de 9,1 millions de dollars (7,1 millions de dollars US) portant intérêt à 1,4 % et payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1,5 million de dollars US en juin 2019 et 2020 et 4,5 millions de dollars US en juin 2021. Le billet à payer non garanti a été évalué à une juste valeur de 7,8 millions de dollars (6,1 millions de dollars US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,0 %.

## ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 17 janvier 2017, la Société a réalisé un placement privé de 150,0 millions de dollars US auprès d'investisseurs américains. Aux termes de ce placement privé, Stella-Jones Inc. a conclu une convention d'achat de billets prévoyant l'émission par Stella-Jones d'un billet de premier rang série A de 75,0 millions de dollars US portant intérêt à 3,54 % et payable en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2024 et d'un billet de premier rang série B de 75,0 millions de dollars US portant intérêt à 3,81 % et payable en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2027. Les billets sont non garantis et le produit tiré de leur émission a été affecté au remboursement d'une partie de la facilité de crédit renouvelable engagée. Les billets ont été désignés comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers.

Le 3 février 2017, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 26 février 2022, de sa facilité de crédit renouvelable engagée, comme le prévoit la cinquième entente de crédit amendée et mise à jour datée du 26 février 2016, et amendée le 18 mai 2016. Outre la modification apportée à l'échéance de la facilité de crédit renouvelable engagée, toutes les autres conditions de l'entente de crédit demeurent inchangées.

## RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de traverses de chemin de fer, de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre à usage industriel sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d'approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d'entretien estivaux. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l'automne et à l'hiver, on observe une diminution de l'activité et, par conséquent,

les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés.

En 2016, les revenus et le résultat net de la Société ont enregistré une croissance robuste au cours des trois premiers trimestres, par rapport à l'exercice précédent, alors que les résultats du quatrième trimestre ont été principalement touchés par une baisse des ventes de traverses de chemin de fer. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des huit derniers trimestres de la Société, y compris le dernier exercice complet :

### 2016

Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	421,0	563,1	512,6	341,7	1 838,4
Résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles <sup>1</sup>	61,7	89,9	76,3	36,9	264,8
Résultat d'exploitation <sup>1</sup>	54,6	83,2	67,3	28,2	233,2
Résultat net de la période	35,0	54,7	45,7	18,5	153,9
Résultat par action ordinaire					
De base	0,51	0,79	0,66	0,27	2,22
Dilué	0,51	0,79	0,66	0,27	2,22

### 2015

Pour les trimestres clos le	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
(en millions de dollars, sauf les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	340,7	428,1	433,1	357,5	1 559,3
Résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles <sup>1</sup>	53,3	66,6	68,8	54,5	243,4
Résultat d'exploitation <sup>1</sup>	47,6	61,1	62,9	48,3	220,1
Résultat net de la période	30,1	38,9	39,3	33,0	141,4
Résultat par action ordinaire					
De base	0,44	0,56	0,57	0,48	2,05
Dilué	0,43	0,56	0,57	0,48	2,04

<sup>1</sup> Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont des mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction considère toutefois qu'elles constituent des informations utiles aux fins de comparaison avec d'autres entreprises de son secteur d'activité, puisqu'elles présentent des résultats financiers en rapport avec les pratiques de l'industrie, sans tenir compte des charges hors caisse ni des structures de capitaux. Le résultat d'exploitation et le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles peuvent facilement être conciliés avec le résultat net présenté aux états financiers consolidés établis selon les IFRS, puisqu'il n'y a pas d'ajustement en raison d'éléments inhabituels ou non récurrents.

Note : Les chiffres étant arrondis, la somme des résultats trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l'ensemble de l'exercice.

### Résultats du quatrième trimestre

Les ventes se sont élevées à 341,7 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2016, contre 357,5 millions de dollars lors de la même période en 2015. Les acquisitions ont contribué aux ventes à hauteur d'environ 19,5 millions de dollars, tandis que l'effet de conversion résultant des fluctuations de la valeur du dollar canadien, par rapport au dollar américain, a augmenté la valeur des ventes libellées en dollars américains de 1,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Si on exclut ces facteurs, les ventes ont reculé d'environ 36,4 millions de dollars, ou 10,2 %.

Les ventes de traverses de chemin de fer ont atteint 113,1 millions de dollars, contre 147,5 millions de dollars lors du précédent exercice. Ce recul traduit une baisse de la demande pour les traverses de chemin de fer vers la fin de l'exercice. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont chiffrées à 144,6 millions de dollars, en hausse de 11,7 % par rapport aux ventes de 129,5 millions de dollars réalisées l'an dernier. Si on exclut les acquisitions, les ventes ont fléchi d'environ 3,6 millions de dollars en raison de légères baisses des ventes de poteaux de distribution et de transmission. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont atteint 44,6 millions de dollars, en hausse par rapport à celles de 40,1 millions de dollars réalisées lors du précédent exercice, grâce à la vigueur de la demande du marché et à une hausse des ventes directes auprès des détaillants. Les ventes de produits industriels se sont établies à 15,3 millions de dollars, en baisse par rapport à celles de 23,6 millions de dollars réalisées un an plus tôt, en raison d'un recul des ventes de produits destinés au secteur ferroviaire. Enfin, les ventes de billots et de bois d'œuvre se sont chiffrées à 24,1 millions de dollars, contre 16,7 millions de dollars lors du précédent exercice, en raison du synchronisme des activités d'achat et de vente de bois d'œuvre ainsi que de la planification des activités de récolte du bois.

Le bénéfice brut s'est établi à 52,0 millions de dollars, soit 15,2 % des ventes, au quatrième trimestre de 2016, contre 69,3 millions de dollars, ou 19,4 % des ventes, au quatrième trimestre de 2015. Cette baisse en dollars absolus, tout comme en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à une diminution du niveau d'activité commerciale au chapitre des ventes de traverses de chemin de fer ainsi qu'à une composition des ventes moins avantageuse. Compte tenu des facteurs qui ont influé sur le bénéfice brut, le résultat d'exploitation s'est établi à 28,2 millions de dollars, soit 8,2 % des ventes, au quatrième trimestre de l'exercice 2016, contre 48,3 millions de dollars, ou 13,5 % des ventes, au quatrième trimestre de 2015. Le résultat net de la période a atteint 18,5 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action diluée, comparativement à 33,0 millions de dollars, ou 0,48 \$ par action diluée, lors de l'exercice précédent.

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majeure partie des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir des répercussions importantes sur leur valeur. Ainsi, au 31 décembre 2016, la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, comparativement au 31 décembre 2015 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change » à la page 15) a pour conséquence de réduire la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

#### Actif

Au 31 décembre 2016, l'actif total et l'actif courant atteignaient respectivement 1,96 milliard de dollars et 1,05 milliard de dollars, en hausse par rapport à 1,78 milliard de dollars et 1,01 milliard de dollars, respectivement au 31 décembre 2015. Ces augmentations sont essentiellement attribuables aux

acquisitions, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des éléments d'actif détenus aux États-Unis.

La valeur des créances est demeurée relativement stable et se chiffrait à 160,8 millions de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 159,9 millions de dollars au 31 décembre 2015, alors que l'échéancier des créances non commerciales a été en partie contrebalancé par l'impact de la baisse du niveau d'activité commerciale au quatrième trimestre de 2016, par rapport au précédent exercice, et l'incidence de la conversion de la devise locale sur les créances libellées en dollars américains.

La valeur des stocks atteignait 854,7 millions de dollars au 31 décembre 2016, en hausse comparativement à 804,5 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cette augmentation est attribuable essentiellement aux acquisitions d'entreprises réalisées au cours de l'exercice, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion de la devise locale sur les stocks détenus aux États-Unis.

En raison des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente ne soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement. De plus, d'importants stocks de matière première et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Toutefois, les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec certains clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer ses besoins en stocks. La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que sa facilité de crédit disponible sont suffisants pour lui permettre de faire face à ses besoins en fonds de roulement dans l'avenir prévisible.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 467,0 millions de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 375,5 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cette augmentation est essentiellement attribuable aux acquisitions d'entreprises (47,7 millions de dollars) et aux achats d'immobilisations corporelles pour l'exercice (63,2 millions de dollars), en partie contrebalancés par l'incidence de la conversion de la devise locale sur les immobilisations corporelles détenues aux États-Unis et une dotation aux amortissements de 15,8 millions de dollars.

La valeur des immobilisations incorporelles atteignait 146,3 millions de dollars au 31 décembre 2016. Les immobilisations incorporelles comprennent les relations clients, la valeur actualisée des ententes de non-concurrence, l'enregistrement de la créosote, les droits de coupe, le bois sur pied et un contrat de location de terrain à prix de faveur. Au 31 décembre 2015, la valeur des immobilisations incorporelles se chiffrait à 140,9 millions de dollars. L'augmentation sur douze mois découle principalement des acquisitions d'entreprises réalisées (18,2 millions de dollars) et les achats d'immobilisations incorporelles (6,4 millions de dollars), en partie contrebalancés par l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur des immobilisations incorporelles libellées en dollars américains ainsi qu'une dotation aux amortissements de 15,8 millions de dollars pour 2016.

Au 31 décembre 2016, la valeur du goodwill s'élevait à 285,6 millions de dollars, en hausse comparativement à 245,7 millions de dollars un an plus tôt. Cette augmentation du goodwill reflète les acquisitions d'entreprises réalisées (45,5 millions de dollars), en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion de la devise locale sur la valeur du goodwill libellé en dollars américains.

## Passif

Au 31 décembre 2016, le total du passif de Stella-Jones atteignait 935,5 millions de dollars, en hausse par rapport à 865,4 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cette variation reflète principalement l'augmentation de la dette totale, comme il est expliqué plus loin, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion de la devise locale sur le passif libellé en dollars américains.

La valeur du passif courant s'établissait à 122,7 millions de dollars au 31 décembre 2016, en baisse par rapport à 159,5 millions de dollars un an plus tôt. Cette variation est essentiellement attribuable à une diminution de 54,0 millions de dollars de la partie courante de la dette à long terme à la suite du remboursement à l'échéance, le 1<sup>er</sup> avril 2016, d'une débenture non garantie, subordonnée et non convertible de 25,0 millions de dollars US, ainsi que d'une débenture non garantie et non convertible de 10,0 millions de dollars US. Ce facteur a été en partie contrebalancé par une augmentation de 23,4 millions de dollars des comptes créditeurs et charges à payer.

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, s'élevait à 694,4 millions de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 669,9 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cette augmentation traduit essentiellement une hausse des emprunts afin de financer les acquisitions réalisées en 2016, en partie contrebalancée par l'incidence de la conversion de la devise locale sur la dette à long terme libellée en dollars américains. Au 31 décembre 2016, un montant de 112,5 millions de dollars était disponible en vertu de la facilité de crédit renouvelable engagée de 772,1 millions de dollars (575,0 millions de dollars US) de la Société.

## Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1,03 milliard de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 913,5 millions de dollars au 31 décembre 2015. Cette hausse est attribuable au résultat net de 153,9 millions de dollars dégagé au cours de l'exercice, en partie contrebalancé par des versements de dividendes sur les actions ordinaires totalisant 27,7 millions de dollars et une variation défavorable de 15,7 millions de dollars de la valeur du cumul des autres éléments du résultat global découlant de l'incidence des fluctuations des devises.

## LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les exercices indiqués :

### Résumé des flux de trésorerie (exercices clos les 31 décembre)

	2016	2015
(en millions de dollars)	\$	\$
Activités d'exploitation	<b>181,8</b>	6,8
Activités de financement	<b>(9,5)</b>	98,3
Activités d'investissement	<b>(175,6)</b>	(99,6)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	<b>(3,3)</b>	5,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début	<b>7,0</b>	1,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture	<b>3,7</b>	7,0

Les activités, acquisitions et dépenses en immobilisations corporelles de la Société sont principalement financées par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, par la dette à long terme ainsi que par l'émission d'actions ordinaires. La Société prévoit dépenser entre 30,0 millions de dollars et 35,0 millions de dollars en immobilisations au cours du prochain exercice, dont la moitié sera dédiée à l'amélioration de la productivité et le reste servira à soutenir les activités d'exploitation. La facilité de crédit renouvelable engagée de la Société est mise à sa disposition pour une durée de cinq ans et est, par conséquent, classée comme dette à long terme.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 268,9 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, en hausse de 5,7 % par rapport à 254,3 millions de dollars en 2015. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation du résultat net pour l'exercice.

Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 30,1 millions de dollars en 2016. Cette variation s'explique principalement par une augmentation de 39,9 millions de dollars des stocks découlant de la constitution de stocks vers la fin de l'exercice en prévision de l'exercice 2017. En 2015, les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie avaient réduit les liquidités de 168,2 millions de dollars, en raison principalement d'une augmentation des stocks de 153,4 millions de dollars.

Les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés ont réduit encore davantage les liquidités de 18,6 millions de dollars et 38,3 millions de dollars, respectivement, en 2016, contre 16,7 millions de dollars et 62,6 millions de dollars, respectivement, un an auparavant. L'augmentation des intérêts versés est principalement attribuable à une hausse des emprunts sur douze mois, tandis que la diminution des impôts sur le résultat payés sur le résultat reflète une baisse du solde des impôts sur le résultat à recouvrer au 31 décembre 2016.

En conséquence, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont élevés à 181,8 millions de dollars en 2016, contre 6,8 millions de dollars en 2015.

Les activités de financement ont réduit les liquidités de 9,5 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Cette utilisation de liquidités s'explique principalement par le versement de dividendes sur les actions ordinaires d'un montant total de 27,7 millions de dollars, en partie contrebalancé par une augmentation nette de 11,6 millions de dollars de la dette à long terme. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les activités de financement avaient généré des liquidités de 98,3 millions de dollars, en raison essentiellement d'une augmentation nette de 117,4 millions de dollars de la dette à long terme, en partie contrebalancée par le versement de dividendes sur les actions ordinaires d'un montant total de 22,1 millions de dollars.

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 175,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2016. Les acquisitions d'entreprises ont donné lieu à un décaissement de 107,3 millions de dollars, tandis que les achats d'immobilisations corporelles ont nécessité un investissement de 63,2 millions de dollars, y compris 30,5 millions de dollars pour la construction de nouvelles installations d'écorage et de traitement des poteaux à Cameron, au Wisconsin. Lors de l'exercice 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement avaient réduit les liquidités de 99,6 millions de dollars en raison des acquisitions d'entreprises (62,6 millions de dollars) et des achats d'immobilisations corporelles (37,4 millions de dollars).

## OBLIGATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 31 décembre 2016 :

	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	1 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
(en millions de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	101,1	101,1	101,1	–	–	–
Obligations liées à la dette à long terme	694,4	773,9	25,2	53,3	689,6	5,8
Contrats de swap de taux d'intérêt	0,4	0,1	0,7	(0,2)	(0,4)	–
Paiements minimaux en vertu d'obligations liées à des contrats de location simple	–	85,5	24,1	32,4	14,1	14,9
Ententes de non-concurrence	8,0	8,5	2,2	2,9	2,7	0,7
Total	803,9	969,1	153,3	88,4	706,0	21,4

Note : Les chiffres ayant été arrondis, la somme des montants peut s'avérer légèrement différente des totaux présentés.

## RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 31 décembre 2016, le capital-actions de la Société était constitué de 69 303 307 actions ordinaires émises et en circulation (69 137 356 au 31 décembre 2015). Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 :

Exercice clos le 31 déc. 2016	Nombre d'actions (en milliers)
Solde au début de l'exercice	69 137
Régime d'options d'achat d'actions	139
Régimes d'achat d'actions des employés	27
Solde à la clôture de l'exercice	69 303

Au 16 mars 2017, le capital-actions de la Société était constitué de 69 310 710 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 31 décembre 2016, le nombre d'options en circulation en vue d'acquiescer des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 55 000 (194 000 au 31 décembre 2015), dont 31 000 pouvaient être exercées (158 000 au 31 décembre 2015). Au 16 mars 2017, le nombre d'options en circulation était de 55 000, dont 31 000 d'entre elles pouvaient être exercées.

## DIVIDENDES

Le conseil d'administration de Stella-Jones a déclaré les dividendes trimestriels suivants au cours de l'exercice 2016 :

- 0,10 \$ par action ordinaire payable le 29 avril 2016 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 1<sup>er</sup> avril 2016.
- 0,10 \$ par action ordinaire payable le 28 juin 2016 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 6 juin 2016.
- 0,10 \$ par action ordinaire payable le 23 septembre 2016 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 septembre 2016.
- 0,10 \$ par action ordinaire payable le 21 décembre 2016 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 2 décembre 2016.

Le 16 mars 2017, soit après la clôture de l'exercice, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action ordinaire payable le 28 avril 2017 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 3 avril 2017.

La déclaration de dividendes futurs ainsi que leurs montants et dates de versement continueront d'être évalués par le conseil d'administration de la Société en tenant compte des clauses restrictives contenues dans les documents de prêt de la Société ainsi qu'en fonction de son rendement financier et de ses besoins en liquidités. La Société ne peut garantir les montants ni les dates de versement de tels dividendes dans le futur.

## ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société fait face, à l'occasion, à des réclamations et des poursuites dans le cours normal de ses activités. La direction ne peut, à l'heure actuelle, déterminer avec exactitude l'issue de ces procédures, mais à son avis, celles-ci ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière ou sur les résultats d'exploitation de la Société.

La Société a émis des garanties totalisant 28,9 millions de dollars (38,0 millions de dollars en 2015) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La direction de la Société ne croit pas que ces garanties seront exigibles et n'a donc enregistré aucune provision relative aux garanties dans les états financiers consolidés.

Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens, ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des états américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et les rejets d'effluents d'eaux usées. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Cependant, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

### Activités d'exploitation

Les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics que produit la Société sont des composantes essentielles des infrastructures nord-américaines de transport et de services publics. Ces infrastructures doivent faire l'objet d'un entretien régulier, ce qui crée une demande relativement constante pour les principaux produits de Stella-Jones. En période de croissance économique, la Société peut également profiter d'un accroissement de la demande découlant de l'expansion des réseaux ferroviaires et de télécommunication.

Compte tenu des conditions actuelles du marché, la direction s'attend à un recul des ventes dans les principales catégories de produits de Stella-Jones durant la première moitié de 2017, comparativement à l'exercice 2016. Elle prévoit toutefois une progression dans la seconde moitié de l'année par rapport à la période correspondante de 2016. La composition des ventes et la baisse des prix dans certaines régions auront des répercussions négatives sur les marges opérationnelles.

Dans la catégorie des traverses de chemin de fer, les sociétés de chemin de fer nord-américaines continueront d'entretenir le réseau ferroviaire continental du fait que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes. Compte tenu de la vigueur de la demande pour les traverses de chemin de fer durant la première moitié de 2016, la Société anticipe un fléchissement de la demande en 2017, par rapport aux niveaux des douze mois précédents. En outre, la baisse des prix dans la catégorie des traverses de chemin de fer aura pour effet de réduire le montant des ventes et aura une répercussion négative sur les marges opérationnelles.

Dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la demande générée par les programmes d'entretien régulier demeure relativement stable au fil du temps. Après avoir observé un ralentissement de la demande en 2016, la Société s'attend à un retour graduel à la normale dans la seconde moitié de l'exercice 2017. Les marges opérationnelles pour cette catégorie de produits devraient aussi reculer en raison de la répartition géographique des ventes.

Dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, la Société prévoit continuer à profiter de la demande soutenue générée par les projets de nouvelles constructions et de rénovation extérieure dans les marchés résidentiels et commerciaux en Amérique du Nord.

### Liquidités

Au 31 décembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et ses obligations contractuelles. Par ailleurs, au 31 décembre 2016, un montant de 112,5 millions de dollars était disponible en vertu de la facilité de crédit renouvelable engagée de 772,1 millions de dollars (575,0 millions de dollars US) de la Société.

Les créances sont demeurées relativement stables en 2016 alors que l'échéancier des créances non commerciales a été en partie contrebalancé par l'impact de la baisse du niveau d'activité commerciale au quatrième trimestre de 2016, par rapport au précédent exercice, et l'incidence de la conversion de la devise locale sur les créances libellées en dollars américains. La direction estime que toutes les créances inscrites à son état de la situation financière sont entièrement recouvrables puisque ses principaux clients, essentiellement des exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie 1, de grands détaillants et des fournisseurs de services publics de grande envergure, ont une bonne solvabilité et peu d'antécédents de défaut de paiement.

Les stocks ont augmenté en 2016 en raison des acquisitions d'entreprises réalisées durant l'exercice, en partie contrebalancées par l'incidence de la conversion de la devise locale sur les stocks détenus aux États-Unis. Afin d'assurer l'efficacité des activités de traitement, puisque le bois séché à l'air permet de réduire les cycles de traitement, la rotation des stocks a toujours été relativement lente. Néanmoins, la direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est rajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

## RISQUES ET INCERTITUDES

### Conjoncture économique

Les difficultés qu'éprouvent certains marchés mondiaux du crédit, le ralentissement des économies et l'incertitude qui règne parmi les clients pourraient avoir une incidence négative sur les marchés que dessert la Société dans l'ensemble de ses secteurs d'activités. En outre, certaines conditions économiques négatives pourraient toucher une grande partie ou même la totalité des marchés qu'elle dessert en même temps, ce qui réduirait la demande pour ses produits et aurait une incidence négative sur ses résultats d'exploitation. Ce contexte économique pourrait également avoir des répercussions sur la situation financière d'un ou de plusieurs fournisseurs clés de la Société, ce qui affecterait sa capacité à s'approvisionner en matières premières et composantes afin de répondre à la demande des clients pour ses produits.

### Dépendance à l'égard de clients importants

La Société dépend de clients importants pour une grande partie de ses ventes et la perte d'un ou de plusieurs de ces clients importants pourrait entraîner une chute importante de sa rentabilité. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, les dix plus importants clients de la Société ont représenté environ 48,9 % de ses ventes. Durant cette même période, les deux clients les plus importants de la Société ont représenté respectivement environ 15,3 % et 9,4 % de ses ventes totales.

### Disponibilité et coût des matières premières

La direction estime que la Société pourrait être touchée par des fluctuations éventuelles des prix du bois. Bien que la Société ait obtenu des licences de coupe à long terme et qu'elle tire profit de ses relations bien établies avec des propriétaires forestiers privés et d'autres fournisseurs, rien ne garantit que ces licences seront respectées ou renouvelées au moment de leur expiration, ni que les fournisseurs continueront à fournir du bois adéquat à la Société.

En outre, il n'existe qu'un nombre limité de fournisseurs de certains produits de préservation utilisés par la Société dans son processus de production, ce qui réduit la disponibilité de sources d'approvisionnement de rechange dans l'éventualité de pénuries imprévues ou d'une perturbation de la production. Bien que la Société atténue ce risque en recherchant et en identifiant des fournisseurs de rechange à l'extérieur de son réseau d'approvisionnement habituel, rien ne garantit qu'elle sera en mesure d'assurer l'approvisionnement de toutes les matières requises pour fabriquer ses produits.

### Risque lié à l'environnement

La Société est assujettie à divers lois et règlements en matière d'environnement, dont ceux portant sur les rejets dans l'air et dans l'eau, les émissions de substances dangereuses et toxiques et la remise en état de sites contaminés. Ces lois et règlements sur l'environnement exigent que la Société obtienne divers permis, inscriptions, licences et autres approbations en matière d'environnement et qu'elle effectue des inspections et des essais de conformité et respecte les délais concernant les exigences de communication afin de pouvoir faire fonctionner ses installations de fabrication et d'exploitation.

La conformité avec ces lois et règlements sur l'environnement continuera d'avoir une incidence sur les activités de la Société en lui imposant des frais d'exploitation et d'entretien ainsi que des dépenses en immobilisations nécessaires. L'omission de s'y conformer peut engendrer des mesures d'application civiles ou pénales susceptibles d'entraîner, entre autres, le paiement d'amendes substantielles, souvent calculées quotidiennement, ou dans des cas extrêmes, l'interruption ou la suspension des activités à l'installation visée.

Aux termes des divers lois et règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et locaux, la Société, en qualité de propriétaire, de locataire ou d'exploitant, est susceptible d'être tenue responsable des frais d'enlèvement de contaminants ou de remise en état des sols se trouvant sur ses sites. Les frais de remise en état et autres frais nécessaires au nettoyage ou traitement des sites contaminés peuvent être considérables. Toutefois, dans certains cas, la Société bénéficie d'indemnités de la part d'anciens propriétaires de ses sites. La présence de contaminants sur les sites de la Société ou en provenance de ceux-ci pourrait la rendre responsable envers des tiers ou des instances gouvernementales pour des lésions corporelles, l'endommagement de biens ou tout préjudice causé à l'environnement, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société de vendre ou de louer ses biens immobiliers, ou de contracter des emprunts en offrant ces biens en garantie.

La possibilité que des changements importants soient apportés aux lois et aux règlements en matière d'environnement constitue un autre facteur de risque pour la Société. Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir l'issue et la nature de ces changements, ceux-ci pourraient faire augmenter de façon importante les dépenses en immobilisations et les frais engagés par la Société pour que ses installations visées se conforment à ces changements.

Bien que, par le passé, la Société ait été partie à des litiges en matière d'environnement, notamment des réclamations pour préjudices physiques et pour diminution de la valeur de propriétés, les résultats et les coûts associés n'ont pas été importants. Toutefois, aucune garantie ne peut être donnée que ce sera toujours le cas à l'avenir, étant donné que les résultats des différends sur les questions d'ordre environnemental et les décisions rendues sur les litiges en environnement restent imprévisibles.

Les activités de la Société se sont développées et son image s'est renforcée en grande partie grâce à sa production et sa livraison constante de produits de grande qualité, tout en maintenant un niveau élevé de responsabilité face à la protection de l'environnement. Les revendications des autorités réglementaires ou des communautés locales à l'égard de pratiques irresponsables en matière d'environnement pourraient porter atteinte à la réputation de la Société. Une publicité défavorable découlant de violations réelles ou perçues des lois et règlements sur l'environnement pourrait avoir un effet négatif sur la fidélité de la clientèle, contribuer à réduire la demande, affaiblir la confiance du marché et, en dernier ressort, entraîner une réduction du cours des actions de la Société. Ces effets négatifs pourraient être ressentis même si les allégations n'étaient pas fondées et que la Société ne soit pas tenue responsable.

### Risques liés aux acquisitions

Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société prévoit acquérir d'autres entreprises complémentaires lorsque ces transactions se justifieront sur le plan économique et stratégique. Rien ne garantit que la Société réussira à gérer de façon efficace l'intégration d'autres entreprises qu'elle pourrait acquérir. Si les synergies prévues ne sont pas réalisées ou si la Société ne réussit pas à intégrer les nouvelles entreprises à son réseau existant, les activités de la Société, ses résultats d'exploitation, sa rentabilité et sa situation financière pourraient en souffrir de manière importante. La Société pourrait également engager des coûts et mobiliser l'attention de son équipe de direction pour des acquisitions potentielles qui pourraient ne jamais être réalisées.

En outre, bien que la Société procède à des vérifications diligentes à l'égard de ses acquisitions, une entreprise acquise pourrait avoir des obligations qui ne soient découvertes par la Société qu'une fois l'acquisition réalisée et pour lesquelles la Société pourrait devenir responsable. De telles obligations pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation, la rentabilité et la situation financière de la Société.

### Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

### Couvertures d'assurance

La Société maintient une assurance sur les biens, une assurance risques divers, une assurance responsabilité civile générale et une assurance contre les accidents du travail, mais ces couvertures pourraient ne pas couvrir la totalité des risques liés aux dangers associés à ses activités et elles sont assujetties à des restrictions, notamment des franchises et une couverture de responsabilité maximale. La Société peut engager des pertes qui dépassent les limites ou la couverture de ses polices d'assurance, y compris des obligations et des mesures correctives dans le cadre du respect des lois sur l'environnement. En outre, à l'occasion, divers types d'assurances pour les sociétés qui exercent leurs activités dans le même secteur que la Société n'étaient pas offertes selon des conditions acceptables sur le plan commercial ou, dans certains cas, n'étaient pas offertes du tout. À l'avenir, la Société pourrait ne pas être en mesure d'obtenir le même niveau de couverture dont elle bénéficie actuellement et les primes qu'elle verse pour sa couverture pourraient augmenter de façon importante.

### Risques de change

La Société s'expose aux risques de change en raison de ses exportations de biens fabriqués au Canada. La Société s'efforce d'atténuer ces risques en achetant des biens et services en dollars américains. La Société peut également avoir recours à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars américains. Le recours à de telles opérations de couverture peut comporter des risques spéciaux, notamment le défaut possible de l'autre partie à l'opération et le manque de liquidité. Compte tenu de ces risques, il existe une possibilité que le recours à des opérations de couverture puisse entraîner des pertes supérieures à celles qui se seraient réalisées sans recours aux opérations de couverture.

### Fluctuations des taux d'intérêt

Au 31 décembre 2016, une portion d'environ 33,8 % de la dette à long terme de la Société était à taux d'intérêt variables, exposant ainsi la Société au risque de taux d'intérêt. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêts sur sa dette à long terme. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. Les intérêts débiteurs sur la dette sont ajustés pour y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt. Cependant, si les taux d'intérêt augmentent, les obligations liées au service de la dette visant la dette à taux d'intérêt variable de la Société augmenteront même si le montant emprunté demeure le même, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités, les résultats d'exploitation, la rentabilité et la situation financière de la Société.

### Risques de crédit des clients

L'état de la situation financière de la Société comporte un niveau élevé de créances clients. Cette valeur est répartie entre les nombreux contrats et clients. Les créances clients de la Société comportent un élément de risque de crédit dans l'éventualité du non-respect des obligations de la contrepartie. Bien que la Société réduise ce risque en traitant majoritairement avec des exploitants de lignes de chemin de fer de catégorie 1 ainsi qu'avec des sociétés de services publics et de télécommunications, et d'autres grandes entreprises, rien ne garantit que les créances seront payées dans les délais voulus, si tant est qu'elles le soient.

### Influence de Stella Jones International S.A.

Au 31 décembre 2016, Stella Jones International S.A. (« SJ International ») détenait ou contrôlait 26 572 836 actions ordinaires de la Société, ce qui représentait environ 38,3 % des actions ordinaires en circulation. Par conséquent, en raison de sa participation en actions, SJ International a la possibilité d'exercer une influence sur l'ensemble des questions soumises aux actionnaires à des fins d'approbation, y compris, sans limitation, l'élection et la destitution des administrateurs, la modification des statuts constitutifs et des règlements administratifs et l'approbation de tout regroupement d'entreprises. Il est possible que les intérêts de SJ International ne soient pas, dans tous les cas, alignés avec ceux des autres actionnaires.

## INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

La Société recourt à des instruments dérivés afin d'obtenir une couverture économique visant à atténuer divers facteurs de risque. La juste valeur de ces instruments s'entend du prix dont conviendraient des parties consentantes n'ayant aucun lien de dépendance et agissant en toute liberté et en pleine connaissance de cause. La juste valeur de ces instruments dérivés est déterminée à partir des prix sur des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. Lorsqu'aucun prix de marché n'est disponible, des techniques d'évaluation sont utilisées, notamment l'analyse des flux de trésorerie actualisés. La technique d'évaluation intègre l'ensemble des facteurs devant être pris en compte dans l'établissement d'un prix, y compris le propre risque de crédit de la Société, de même que le risque de crédit de la contrepartie.

### Gestion des risques liés aux taux d'intérêt

Les risques liés aux taux d'intérêt correspondent au risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. La Société contracte des emprunts aussi bien à taux fixe qu'à taux variable. La gestion des risques a pour objectif de minimiser la possibilité que les fluctuations des taux d'intérêt aient des répercussions négatives sur les flux de trésorerie de la Société. La Société conclut des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa dette à court et à long terme. Au 31 décembre 2016, la Société avait de nombreux contrats de swap de taux d'intérêt comme couverture d'emprunts de 378,5 millions de dollars et dont les dates d'échéance s'échelonnent de juin 2017 à décembre 2021. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et désignés comme couverture de flux de trésorerie. Au 31 décembre 2016, le ratio des emprunts à taux fixe et à taux variable s'établissait à 66,25 % et 33,75 %, respectivement, incluant l'incidence des positions de swap de taux d'intérêt (58,5 % et 42,5 %, respectivement, au 31 décembre 2015).

### Gestion des risques liés aux taux de change

Les résultats financiers de la Société sont publiés en dollars canadiens, alors qu'une partie de ses activités au Canada est réalisée en dollars US. Les risques liés aux taux de change correspondent au risque de répercussions des fluctuations des taux de change sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie. La gestion des risques par la Société a pour objectif de réduire les risques de flux de trésorerie découlant des flux de trésorerie libellés en devises étrangères. Lorsque la couverture naturelle des ventes et des achats ne s'apparie pas, la Société recourt à des contrats de change à terme pour couvrir ses rentrées et sorties nettes de fonds en dollars US. Au 31 décembre 2016, la Société avait un contrat de change à terme de soixante mois pour la vente de 500 000 \$ US par mois. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et n'étaient pas admissibles à la comptabilité de couverture.

### Gestion des risques liés aux prix du diesel et du pétrole

Les risques liés aux prix du diesel et du pétrole correspondent au risque de fluctuations des flux de trésorerie futurs en raison de l'évolution des prix du diesel et du pétrole. Afin de gérer son exposition aux prix du diesel et du pétrole et aider à atténuer la volatilité des flux de trésorerie opérationnels, la Société recourt à des contrats dérivés sur marchandise reposant sur le prix du *New York Harbor Ultra Low Sulfur Diesel Heating Oil* dans le but de réduire le risque de fluctuation des prix de ces produits de base. Au 31 décembre 2016, la Société avait des contrats de couverture de produits de base pour 5,3 millions de gallons de diesel et de pétrole couvrant respectivement environ 44,4 % et 5,7 % des achats anticipés de diesel et de pétrole de la Société pour les exercices 2017 et 2018. Ces instruments sont présentés à leur juste valeur et n'ont pas été désignés comme couverture aux fins comptables.

## PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales conventions comptables utilisées par la Société sont décrites à la Note 2 des états financiers consolidés audités du 31 décembre 2016 et 2015.

La Société établit ses états financiers consolidés conformément aux IFRS telles qu'elles sont publiées par l'IASB et le Manuel CPA Canada, Partie I.

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés de l'actif et du passif ainsi que sur la divulgation d'éléments d'actif et de passif éventuels aux dates des états financiers, de même que sur le montant des produits et des charges déclarés au cours des périodes visées. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la dépréciation du goodwill et la dépréciation des actifs non courants. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état du consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

## CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a adopté la norme révisée suivante, ainsi que toutes les modifications subséquentes, au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ce changement a été effectué conformément aux dispositions transitoires applicables.

### IAS 1 – Présentation des états financiers

En 2014, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* (les « modifications d'IAS 1 »). Les modifications d'IAS 1 donnent des indications sur l'exercice du jugement dans l'établissement des états financiers et des informations à fournir. L'adoption de cette norme révisée n'a pas eu d'incidence importante sur ses états financiers consolidés de la Société.

### Incidence des nouvelles normes comptables publiées mais non encore entrées en vigueur

#### IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

Le 29 janvier 2016, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*. Les modifications apportées visent à clarifier IAS 7 dans le but d'améliorer l'information sur les activités de financement qu'une entité fournit aux utilisateurs d'états financiers. Les modifications d'IAS 7 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence d'IAS 7 sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 ») qui remplacera IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit un modèle de classement et d'évaluation, un modèle unique de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues et une quasi-refonte de la méthode de la comptabilité de couverture. Basé sur des principes, le nouveau modèle unique de classement des actifs financiers est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie et sur le modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de l'actif financier. Il donne aussi lieu à un modèle unique de dépréciation qui sera appliqué à tous les instruments financiers, ce qui exigera une constatation plus opportune des pertes de crédit attendues. De plus, il modifie le risque de crédit propre d'une entité pour les passifs que l'entité a choisi d'évaluer à la juste valeur, de sorte que les profits réalisés sur ces passifs et découlant de la détérioration du risque de crédit propre de l'entité ne seront plus portés en résultat net. IFRS 9, dont l'application doit se faire de manière rétrospective, entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et peut être adoptée de façon anticipée. Par ailleurs, les dispositions relatives aux variations du risque de crédit propre d'une entité peuvent être adoptées séparément de façon anticipée sans rien changer au traitement comptable des instruments financiers. La Société procède actuellement à l'évaluation de l'incidence éventuelle que la nouvelle norme pourrait avoir sur ses états financiers consolidés.

### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients**

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. En septembre 2015, l'IASB a publié une modification d'IFRS 15 qui reporte d'un an à 2018 la date d'entrée en vigueur. L'application anticipée d'IFRS 15 est toujours permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

### **IFRS 16 – Contrats de location**

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*, et les interprétations relatives aux contrats de location : IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application anticipée étant permise aux entreprises qui adoptent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## **CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés ou transmis en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, la conception et l'efficacité des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 31 décembre 2016, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus et opèrent de manière efficace.

## **CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de la conception et de l'efficacité opérationnelle de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que par le premier vice-président et chef des finances de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le premier vice-président et chef des finances ont conclu que la conception et l'efficacité opérationnelle des CIIF étaient adéquates au 31 décembre 2016.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

## **CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**

La Société n'a apporté aucun changement à la conception des CIIF durant la période s'échelonnant du 1<sup>er</sup> octobre 2016 au 31 décembre 2016 ayant eu, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur les CIIF de la Société.

## PERSPECTIVES

Les traverses de chemin de fer et les poteaux destinés aux sociétés de services publics que produit la Société sont des composantes essentielles des infrastructures nord-américaines de transport et de services publics. Ces infrastructures doivent faire l'objet d'un entretien régulier, ce qui crée une demande relativement constante pour les produits de Stella-Jones. En période de croissance économique, la Société peut également profiter d'un accroissement de la demande découlant de l'expansion des réseaux ferroviaires et de télécommunication.

Compte tenu des conditions actuelles du marché, la direction s'attend à un recul des ventes dans les principales catégories de produits de Stella-Jones durant la première moitié de 2017, comparativement à l'exercice 2016. Elle prévoit toutefois une progression dans la seconde moitié de l'année par rapport à la période correspondante de 2016. La composition des ventes et la baisse des prix dans certaines régions auront des répercussions négatives sur les marges opérationnelles.

Dans la catégorie des traverses de chemin de fer, les sociétés de chemin de fer nord-américaines continueront d'entretenir le réseau ferroviaire continental du fait que les exploitants cherchent constamment à optimiser l'efficacité de leurs lignes. Compte tenu de la vigueur de la demande pour les traverses de chemin de fer durant la première moitié de 2016, la Société anticipe un fléchissement de la demande en 2017, par rapport aux niveaux des douze mois précédents. En outre, la baisse des prix dans la catégorie des traverses de chemin de fer aura pour effet de réduire le montant des ventes et aura une répercussion négative sur les marges opérationnelles.

Dans la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, la demande générée par les programmes d'entretien régulier demeure relativement stable au fil du temps. Après avoir observé un ralentissement de la demande en 2016, la Société s'attend à un retour graduel à la normale dans la seconde moitié de l'exercice 2017. Les marges opérationnelles pour cette catégorie de produits devraient aussi reculer en raison de la répartition géographique des ventes.

Dans la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel, la Société prévoit continuer à profiter de la demande soutenue générée par les projets de nouvelles constructions et de rénovation extérieure dans les marchés résidentiels et commerciaux en Amérique du Nord.

Stella-Jones est l'un des plus importants fournisseurs nord-américains de produits industriels en bois traité et, de ce fait, compte mettre à profit la force de son réseau continental afin d'obtenir une part plus importante du volume de sa clientèle actuelle dans les marchés des traverses de chemin de fer et des poteaux destinés aux sociétés de services publics, tout en demeurant à l'affût d'occasions de marché dans l'ensemble des catégories de produits. La Société poursuivra également ses efforts pour accroître la productivité de ses opérations dans l'ensemble de l'organisation.

À court terme, la Société prend les mesures nécessaires afin d'ajuster ses niveaux de production, optimiser la productivité de ses activités et réduire ses coûts dans l'ensemble de l'organisation. Par ailleurs, la Société continuera à se concentrer sur l'intégration de ses récentes acquisitions et l'augmentation de la cadence de production de sa nouvelle usine de Cameron, au Wisconsin. La génération de liquidités et le maintien de la prudence dans l'utilisation de l'effet de levier demeurent des priorités pour la direction. Les robustes flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation serviront à réduire la dette, à investir dans le fonds de roulement ainsi que dans les immobilisations corporelles et à maintenir une politique de dividende optimale au profit des actionnaires.

À long terme, la vision stratégique de la Société, axée sur l'expansion à l'échelle continentale, reste intacte du fait que la direction estime que les facteurs fondamentaux de chaque catégorie de produits demeurent robustes. La situation financière solide de Stella-Jones lui permettra de poursuivre sa recherche d'occasions d'élargir encore davantage sa présence dans ses principaux marchés. Ces occasions devront répondre à ses exigences rigoureuses en matière d'investissement, offrir des opportunités de réaliser des synergies et créer de la valeur pour les actionnaires.

Le 16 mars 2017

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS



Le 31 décembre 2016 et 2015

## Déclaration de responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

La responsabilité des états financiers consolidés contenus dans le présent rapport annuel incombe à la direction. Ces états financiers consolidés ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière. Au besoin, la direction a porté des jugements et fait des estimations sur l'issue de faits et d'opérations, en tenant compte de leur importance relative. La direction est aussi responsable de tous les autres renseignements contenus dans le rapport annuel ainsi que de leur concordance, s'il y a lieu, avec ceux présentés dans les états financiers consolidés.

La Société maintient un système de contrôles internes qui lui procure l'assurance raisonnable que ses registres financiers sont fiables et que son actif est protégé de manière adéquate. Les états financiers consolidés ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. les auditeurs indépendants de la Société, qui ont émis leur rapport.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière. Il est secondé pour ce faire par le comité d'audit, dont tous les cinq membres sont des administrateurs indépendants. Le comité d'audit rencontre de temps à autre les membres de la direction et les auditeurs indépendants afin d'examiner les états financiers et tout élément se rapportant à l'audit. Les auditeurs indépendants de la Société peuvent, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit. Les états financiers consolidés ont été examinés par le comité d'audit, qui en a recommandé l'approbation au conseil d'administration.

Handwritten signature of Brian McManus in black ink.

Brian McManus  
Le président et chef de la direction

Handwritten signature of Éric Vachon in black ink.

Éric Vachon, CPA, CA  
Le premier vice-président et chef des finances

Saint-Laurent (Québec)  
Le 16 mars 2017

# RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT



Aux actionnaires de Stella-Jones Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Stella-Jones Inc. et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2016 et 2015 et les états consolidés des variations des capitaux propres, du résultat net, du résultat global et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Stella-Jones Inc. et de ses filiales aux 31 décembre 2016 et 2015, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

*PricewaterhouseCoopers s.c.r.l./s.e.n.c.r.l.<sup>1</sup>*

Montréal (Québec)

Le 16 mars 2017

<sup>1</sup> FCPA, Auditrice, CA, permis de comptabilité publique n° A116853.

Aux 31 décembre 2016 et 2015  
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2016	2015
		\$	\$
<b>ACTIF</b>			
<b>Actif courant</b>			
Trésorerie		2 267	2 681
Trésorerie soumise à des restrictions	4	1 452	4 292
Créances	5	160 755	159 862
Instruments financiers dérivés	17	1 739	—
Stocks	6	854 652	804 478
Frais payés d'avance		23 934	27 543
Impôts sur le résultat à recouvrer		5 720	14 987
		<b>1 050 519</b>	<b>1 013 843</b>
<b>Actif non courant</b>			
Immobilisations corporelles	7	467 035	375 534
Immobilisations incorporelles	8	146 264	140 936
Goodwill	8	285 592	245 696
Instruments financiers dérivés	17	5 056	832
Autres actifs		7 492	2 058
		<b>1 961 958</b>	<b>1 778 899</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passif courant</b>			
Comptes créditeurs et charges à payer	9	101 142	77 766
Partie courante de la dette à long terme	10	6 919	60 874
Partie courante des provisions et autres passifs non courants	11	14 590	20 840
		<b>122 651</b>	<b>159 480</b>
<b>Passif non courant</b>			
Dette à long terme	10	687 466	609 007
Passifs d'impôt différé	14	101 827	78 564
Provisions et autres passifs non courants	11	16 480	10 655
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	15	6 753	7 153
Instruments financiers dérivés	17	363	538
		<b>935 540</b>	<b>865 397</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions	12	219 119	216 474
Surplus d'apport		258	503
Résultats non distribués		672 620	546 402
Cumul des autres éléments du résultat global		134 421	150 123
		<b>1 026 418</b>	<b>913 502</b>
		<b>1 961 958</b>	<b>1 778 899</b>
Engagements et éventualités	16		
Événements postérieurs à la date de clôture	21		

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,



Tom A. Bruce Jones, C.B.E.  
Administrateur



George J. Bunze, CPA, CMA  
Administrateur

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015  
(en milliers de dollars canadiens)

## Cumul des autres éléments du résultat global

	Capital- actions	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Impact de la conversion de devises étrangères	Conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investis- sement net	Gains sur couverture de flux de trésorerie non constatés	Total	Capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	213 858	954	427 834	89 682	(40 607)	550	49 625	692 271
<b>Résultat global</b>								
Résultat net de l'exercice	—	—	141 377	—	—	—	—	141 377
Autres éléments du résultat global	—	—	(720)	157 410	(56 577)	(335)	100 498	99 778
<b>Résultat global de l'exercice</b>	—	—	140 657	157 410	(56 577)	(335)	100 498	241 155
Dividendes sur les actions ordinaires	—	—	(22 089)	—	—	—	—	(22 089)
Exercice d'options sur actions	1 629	(506)	—	—	—	—	—	1 123
Régime d'achat d'actions des employés	987	—	—	—	—	—	—	987
Rémunération fondée sur des actions (note 12)	—	55	—	—	—	—	—	55
	2 616	(451)	(22 089)	—	—	—	—	(19 924)
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	216 474	503	546 402	247 092	(97 184)	215	150 123	913 502
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	216 474	503	546 402	247 092	(97 184)	215	150 123	913 502
<b>Résultat global</b>								
Résultat net de l'exercice	—	—	153 898	—	—	—	—	153 898
Autres éléments du résultat global	—	—	9	(23 968)	4 652	3 614	(15 702)	(15 693)
<b>Résultat global de l'exercice</b>	—	—	153 907	(23 968)	4 652	3 614	(15 702)	138 205
Dividendes sur les actions ordinaires	—	—	(27 689)	—	—	—	—	(27 689)
Exercice d'options sur actions	1 479	(401)	—	—	—	—	—	1 078
Régime d'achat d'actions des employés	1 166	—	—	—	—	—	—	1 166
Rémunération fondée sur des actions (note 12)	—	156	—	—	—	—	—	156
	2 645	(245)	(27 689)	—	—	—	—	(25 289)
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>219 119</b>	<b>258</b>	<b>672 620</b>	<b>223 124</b>	<b>(92 532)</b>	<b>3 829</b>	<b>134 421</b>	<b>1 026 418</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action ordinaire)

	Note	2016	2015
		\$	\$
<b>Ventes</b>		<b>1 838 353</b>	1 559 334
<b>Charges</b>			
Coût des ventes		<b>1 504 639</b>	1 252 031
Frais de vente et d'administration		<b>94 962</b>	85 583
Autres pertes, montant net		<b>5 509</b>	1 668
	13	<b>1 605 110</b>	1 339 282
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>233 243</b>	220 052
<b>Charges financières</b>	13	<b>17 859</b>	17 090
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>215 384</b>	202 962
<b>Charge d'impôts sur le résultat</b>			
Exigibles	14	<b>47 526</b>	51 359
Différés	14	<b>13 960</b>	10 226
		<b>61 486</b>	61 585
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>153 898</b>	141 377
<b>Résultat de base par action ordinaire</b>	12	<b>2,22</b>	2,05
<b>Résultat dilué par action ordinaire</b>	12	<b>2,22</b>	2,04

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015  
(en milliers de dollars canadiens)

	2016	2015
	\$	\$
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>153 898</b>	141 377
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>Éléments qui pourraient être subséquentment reclassés au résultat net</b>		
Variation nette des gains (pertes) à la conversion des états financiers des établissements étrangers	<b>(26 863)</b>	164 401
Impôts sur la variation nette des gains (pertes) à la conversion des états financiers des établissements étrangers	<b>2 895</b>	(6 991)
Variation des gains (pertes) à la conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers	<b>7 291</b>	(65 849)
Impôts sur la variation des gains (pertes) à la conversion des dettes à long terme désignées comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers	<b>(2 639)</b>	9 272
Variation des gains (pertes) sur la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>4 897</b>	(422)
Impôts sur la variation des gains (pertes) sur la juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	<b>(1 283)</b>	87
<b>Éléments qui ne seront pas subséquentment reclassés au résultat net</b>		
Variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<b>40</b>	(1 014)
Impôts sur la variation des écarts actuariels sur les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	<b>(31)</b>	294
	<b>(15 693)</b>	99 778
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>138 205</b>	241 155

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015  
(en milliers de dollars canadiens)

	Note	2016	2015
		\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux</b>			
<b>Activités d'exploitation</b>			
Résultat net de l'exercice		153 898	141 377
Ajustements pour			
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	7	15 784	12 402
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	8	15 803	10 932
Perte à la cession d'actifs		313	473
Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi		(228)	490
Rémunération fondée sur des actions	12	156	55
Gains sur instruments financiers dérivés		(1 242)	–
Charges financières		17 859	17 090
Impôts sur le résultat	14	47 526	51 359
Impôts sur le résultat différés	14	13 960	10 226
Charge pour unités d'actions incessibles		5 538	8 914
Autres		(498)	1 012
		<b>268 869</b>	<b>254 330</b>
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie et autres			
Créances		21 017	(1 551)
Stocks		(39 858)	(153 388)
Frais payés d'avance		3 117	(3 095)
Impôts sur le résultat à recouvrer		(499)	(119)
Comptes créditeurs et charges à payer		5 785	(7 453)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		2 038	435
Provisions et autres passifs non courants		(21 676)	(3 027)
		<b>(30 076)</b>	<b>(168 198)</b>
Intérêts versés		(18 648)	(16 742)
Impôts sur le résultat payés		(38 317)	(62 639)
		<b>181 828</b>	<b>6 751</b>
<b>Activités de financement</b>			
Augmentation des coûts de financement différés		(1 051)	(204)
Augmentation de la dette à long terme		70 738	130 026
Remboursement de la dette à long terme		(59 176)	(12 628)
Ententes de non-concurrence à payer		5 452	1 084
Dividendes sur les actions ordinaires		(27 689)	(22 089)
Produit de l'émission d'actions ordinaires		2 244	2 110
		<b>(9 482)</b>	<b>98 299</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Diminution (augmentation) des autres actifs		952	(154)
Acquisition d'entreprises	4	(107 305)	(62 644)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(6 381)	(2 008)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(63 212)	(37 363)
Produit de la cession d'actifs		346	2 564
		<b>(175 600)</b>	<b>(99 605)</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice</b>		<b>(3 254)</b>	<b>5 445</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>		<b>6 973</b>	<b>1 528</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>		<b>3 719</b>	<b>6 973</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## 1 NATURE DES ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Stella-Jones Inc. (la « Société ») est un chef de file dans la production et la commercialisation de produits en bois traité sous pression. La Société fournit des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants de chemin de fer nord-américains, ainsi que des poteaux aux sociétés de services publics d'électricité et aux entreprises de télécommunications à l'échelle du continent. Stella-Jones Inc. fabrique aussi du bois d'œuvre à usage résidentiel et des accessoires qu'elle distribue auprès de détaillants en vue d'applications extérieures, de même que des produits industriels, notamment des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction, du bois pour les ponts et des produits à base de goudron de houille. La Société possède des usines de traitement et des installations d'écorçage de poteaux au Canada et aux États-Unis, et elle vend ses produits principalement dans ces deux pays. Son siège social est situé au 3100, boulevard de la Côte-Vertu, à Saint-Laurent, au Québec (Canada). La Société est constituée selon la Loi canadienne sur les sociétés par actions et ses actions ordinaires sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole SJ.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### Mode de présentation

La Société établit ses états financiers selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada, Partie I.

Ces états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration le 16 mars 2017.

### Base d'évaluation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés selon le principe du coût historique, sauf en ce qui concerne les instruments financiers dérivés et certains passifs non courants qui sont évalués à la juste valeur. La Société a appliqué de la même manière les mêmes conventions comptables pour toutes les périodes présentées, à l'exception des nouvelles normes récemment adoptées.

### Périmètre de consolidation

#### Filiales

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales en propriété exclusive. La Société détient 100 % des titres de participation de ses filiales. Les filiales en importance sont les suivantes :

Filiale	Société mère	Pays de constitution
Stella-Jones U.S. Holding Corporation (« SJ Holding »)	Stella-Jones Inc.	États-Unis
Stella-Jones Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
McFarland Cascade Holdings, Inc. (« McFarland »)	Stella-Jones Corporation	États-Unis
Cascade Pole and Lumber Company	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
McFarland Cascade Pole & Lumber Company	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
Canadalux S.à.r.l.	Stella-Jones Inc.	Luxembourg
Stella-Jones CDN Finance Inc.	Stella-Jones Inc.	Canada
Stella-Jones U.S. Finance II Corporation	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Stella-Jones U.S. II LLC	Stella-Jones U.S. Holding Corporation	États-Unis
Kisatchie Midnight Express, LLC	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis
Lufkin Creosoting Co., Inc.	McFarland Cascade Holdings, Inc.	États-Unis

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Périmètre de consolidation (suite)

#### Filiales (suite)

Le 3 juin 2016, la Société a complété l'acquisition des titres de participation de 440 Investments, LLC, la société mère de Kisatchie Treating, L.L.C., de Kisatchie Pole & Peeling, L.L.C., de Kisatchie Trucking, LLC et de Kisatchie Midnight Express, LLC. Elle a également complété l'acquisition des actions de Lufkin Creosoting Co., Inc.

Le 9 juin 2016, 440 Investments, LLC, Kisatchie Treating, L.L.C., Kisatchie Pole & Peeling, L.L.C. et Kisatchie Trucking ont fusionné avec McFarland, la société survivante.

La Société contrôle une entité lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui peuvent actuellement être exercés ou convertis sont pris en compte pour évaluer si la Société contrôle une autre entité. Les comptes des filiales sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle et cessent de l'être dès que la Société cesse de détenir le contrôle.

#### Acquisition d'entreprises

L'acquisition des filiales de la Société est comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée lors de l'acquisition d'une filiale consiste en la juste valeur des actifs transférés, des passifs repris et de la participation émise par le groupe. La contrepartie transférée inclut également la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés. Les actifs identifiables acquis ainsi que les passifs et les passifs éventuels repris lors de l'acquisition d'une filiale sont évalués initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition.

L'excédent de l'ensemble de la contrepartie transférée, de la juste valeur de toute participation ne donnant pas le contrôle de la société acquise et de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans la société acquise sur la juste valeur des actifs nets identifiables et des passifs repris est comptabilisé dans le goodwill. Si le coût d'acquisition est moins élevé que la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement dans l'état consolidé du résultat net. Les opérations et les soldes intersociétés ainsi que les profits non réalisés découlant d'opérations entre sociétés sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées. Les méthodes comptables des filiales ont été modifiées lorsque cela est nécessaire pour les rendre conformes aux méthodes adoptées par la Société.

#### Conversion des monnaies étrangères

- a) Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation  
Les éléments des états financiers de chacune des entités de la Société sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie de présentation de la Société.
- b) Transactions en monnaie étrangère  
Les transactions en monnaie étrangère sont converties dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date des transactions. Les ventes et les charges libellées en monnaie étrangère sont converties au cours moyen mensuel. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours en vigueur à la date de clôture. Les écarts de conversion découlant du règlement de transactions en monnaie étrangère et de la conversion des actifs et des passifs monétaires qui ne sont pas libellés dans la monnaie fonctionnelle sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, au poste « Autres pertes, montant net », à l'exception des couvertures de flux de trésorerie admissibles qui sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et différées dans les capitaux propres, au poste « Cumul des autres éléments du résultat global ».

Les actifs et les passifs non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, à l'exception des écarts de change résultant de la conversion de placements disponibles à la vente et des écarts de change résultant de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net, qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les actifs et passifs non monétaires en monnaie étrangère qui sont évalués au coût sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change historique.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Conversion des monnaies étrangères (suite)

c) Établissements étrangers

Les états financiers des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société sont convertis au cours en vigueur à la date de clôture dans le cas des actifs et des passifs, et au cours moyen mensuel de l'exercice, dans le cas des ventes et des charges. Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les capitaux propres, au poste « Cumul des autres éléments du résultat global ».

d) Couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers

Les écarts de change résultant de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour autant que la couverture soit efficace, et sont présentés dans les capitaux propres. Si la couverture se révèle inefficace, ces écarts de change sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net. Lors de la sortie de l'élément couvert d'un investissement net étranger (la filiale), le montant cumulé comptabilisé dans les capitaux propres doit être reclassé à l'état consolidé du résultat net, car il fait partie du profit ou de la perte résultant de la sortie.

### Constatation des ventes

Les revenus provenant de la vente de produits sont constatés lorsque l'entité a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, que l'entité ne continue ni à être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, ni dans le contrôle effectif des biens cédés, que le montant des revenus peut être évalué de façon fiable, qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité et que les coûts engagés ou à engager concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable. Les revenus sont présentés, déduction faite des rabais et des ristournes, des retours et des provisions pour retours ainsi que des réclamations pour produits endommagés.

La Société offre également le traitement de produits du bois qui appartiennent à des tierces parties. Les revenus associés à ces services de traitement sont constatés lorsque le service est rendu.

### Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des fonds en caisse, des soldes bancaires et de placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

### Trésorerie soumise à des restrictions

La trésorerie soumise à des restrictions consiste en un montant déposé en fidéicomis et qui sera utilisé pour des fins de dépense en immobilisations.

### Créances

Les créances représentent les montants que doivent les clients en contrepartie des produits vendus ou pour des services rendus dans le cadre de l'activité courante. Les créances sont classées comme actifs courants si le paiement est exigible dans un an, tout au plus. Les créances sont initialement comptabilisées à la juste valeur et, par la suite, mesurées au coût amorti, déduction faite de la provision pour créances douteuses.

### Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués au plus faible du coût moyen pondéré et de la valeur de réalisation nette et comprennent les coûts des matières premières et de la main-d'œuvre directe ainsi que les frais généraux de fabrication. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts d'emprunt engagés au cours de la période de construction, diminué du cumul des amortissements. La Société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en ses parties principales et amortit séparément chacune de ces parties. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en utilisant des taux basés sur la durée d'utilité estimative des actifs.

	Durée d'utilité
Immeubles	de 7 à 60 ans
Équipement de production	de 5 à 60 ans
Matériel roulant	de 3 à 20 ans
Matériel de bureau	de 2 à 10 ans

Les valeurs résiduelles et la durée d'utilité des immobilisations corporelles sont revues à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et ajustées, le cas échéant.

### Charges financières

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés au titre des charges financières dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les coûts d'emprunt attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs admissibles sont incorporés dans le coût de ces actifs, jusqu'à ce qu'ils soient pratiquement prêts pour l'utilisation prévue.

### Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont constatées au coût et amorties sur leur durée d'utilité. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont enregistrées au coût et ne sont pas amorties. Le mode d'amortissement ainsi que l'estimation de la durée d'utilité des immobilisations incorporelles sont révisés sur une base annuelle.

	Mode	Durée d'utilité
Relations clients	Amortissement linéaire	3 à 12 ans
Relations clients	Amortissement dégressif	6 % à 20 %
Ententes de non-concurrence	Amortissement linéaire	2 à 5 ans
Enregistrement de la créosote	–	Indéterminée

Le bois sur pied est comptabilisé au coût, diminué du cumul des amortissements fondé sur les volumes de bois coupé. Au Canada, la Société détient des droits de coupe perpétuels pour lesquels les coûts de planification et de préparation de sites géographiques précis sont capitalisés jusqu'au début des récoltes. Les montants d'amortissement sont imputés aux résultats en fonction du pourcentage des volumes de bois coupé sur les volumes estimatifs de bois devant être coupé sur les sites identifiés.

Les droits de coupe sont comptabilisés au coût, diminué du cumul des amortissements fondé sur les volumes de bois coupé. Les montants d'amortissement sont imputés aux résultats en fonction du pourcentage des volumes de bois coupé sur les volumes estimatifs sur une période de quarante ans, et sont portés en diminution du coût historique.

La dépense d'amortissement est comptabilisée à l'état du résultat net, au poste « Coût des ventes ».

L'enregistrement de la créosote est soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation possible.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### **Goodwill**

Dans le contexte d'une acquisition, le goodwill représente l'excédent de la contrepartie transférée sur la juste valeur de la quote-part de la Société des actifs nets identifiables, des passifs et des passifs éventuels de la société acquise et de la juste valeur de la participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise à la date d'acquisition. Le goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation annuel; il est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les pertes de valeur du goodwill ne sont pas reprises. Pour les besoins du test de dépréciation, le goodwill est affecté aux unités génératrices de trésorerie (les « UGT ») ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises ayant créé le goodwill. La Société définit les UGT comme étant soit les usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois résidentiel ou les usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer.

### **Dépréciation**

Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur recouvrable de l'actif est inférieure à la valeur comptable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur de l'actif, diminuée des coûts de la vente et de sa valeur d'utilité. La Société évalue, sauf pour le goodwill, les pertes de valeur qui pourraient faire l'objet de reprises lorsque les événements ou les circonstances le justifient.

### *Actifs non financiers*

Les actifs non financiers à durée d'utilité déterminée, comme les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, font l'objet de tests de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Les actifs non courants qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation annuel. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (soit la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT concerné). La perte de valeur comptabilisée correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. Pour les besoins du test de dépréciation, les actifs sont regroupés de manière à former le plus petit regroupement identifiable qui génère des flux de trésorerie indépendants de ceux générés par d'autres actifs (UGT). Les actifs non financiers autres que le goodwill qui ont subi une dépréciation font l'objet d'un examen en vue d'une reprise possible à chaque date de clôture.

### **Contrats de location**

La Société loue certaines immobilisations corporelles.

Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme contrats de location simple. Les paiements dans le cadre d'un contrat de location simple, déduction faite de tout incitatif à la location reçu du bailleur, sont passés en charges dans l'état consolidé du résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Les contrats de location d'immobilisations corporelles aux termes desquels la Société conserve la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété sont classés comme contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés au début de la location à la juste valeur de l'immobilisation corporelle louée ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, selon la moins élevée des deux.

Les paiements au titre de la location-financement sont ventilés entre le passif et la charge financière de manière à maintenir un taux constant sur le solde du passif. Les obligations liées à la location, déduction faite des charges financières, sont prises en compte dans la dette à long terme. La partie des frais financiers correspondant aux intérêts est comptabilisée en charges dans l'état consolidé du résultat net sur la durée du contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde du passif pour chaque période.

Le montant amortissable d'un actif loué est réparti sur chaque période comptable de la période d'utilisation escomptée sur une base systématique et cohérente avec la politique d'amortissement appliquée par la Société aux actifs amortissables dont elle est la propriétaire. Si l'on a la certitude raisonnable que la Société deviendra la propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, la période d'utilisation attendue est la durée d'utilité de l'actif, sinon l'actif est amorti sur la plus courte des durées entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

### **Actifs non courants détenus en vue de la vente**

Les actifs non courants sont classés comme actifs détenus en vue de la vente si leur valeur comptable peut être recouvrée principalement dans le cadre d'une opération de vente et qu'une vente est hautement probable. Ils sont inscrits au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente lorsque leur valeur comptable peut être recouvrée principalement dans le cadre d'une opération de vente plutôt que par utilisation continue.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Provisions

Les provisions relatives à la restauration des sites, ainsi que les autres provisions, sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite découlant d'événements passés, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant peut être évalué de façon fiable. Lorsqu'il est attendu que la totalité ou une partie de la dépense nécessaire à l'extinction d'une provision sera remboursée par une autre partie, le remboursement doit être inscrit comme un actif distinct à l'état consolidé de la situation financière seulement si l'entité a la quasi-certitude de recevoir ce remboursement.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses attendues que l'on pense nécessaires pour éteindre l'obligation. Cette valeur actualisée est établie au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif. L'augmentation de la provision résultant de l'écoulement du temps est comptabilisée dans les « Charges financières ».

La Société considère comme partie courante des provisions une obligation dont le règlement est prévu à l'intérieur des douze prochains mois.

### *Obligations liées à la restauration de sites*

Les obligations liées à la restauration de sites sont liées à la valeur actualisée des dépenses futures estimatives associées aux obligations de restauration de certaines propriétés. La Société examine régulièrement les dépenses estimatives futures liées à la restauration de sites et comptabilise les révisions et les charges de désactualisation relatives aux obligations actuelles au poste « Autres pertes, montant net », à l'état consolidé du résultat net.

L'obligation est réévaluée, à chaque date de clôture, pour tenir compte des changements des taux d'actualisation et de l'estimation des montants, de la durée et des coûts du travail devant être effectué.

### Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sauf s'ils se rapportent à des éléments qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres.

### *Impôts exigibles*

La charge d'impôts exigibles est établie d'après le résultat de la période visée après ajustement pour tenir compte des éléments qui ne sont pas imposables ou pas déductibles. Les ajustements de la charge d'impôts pour les années précédentes sont également enregistrés dans la charge d'impôts exigibles. Les impôts exigibles sont calculés selon les taux d'imposition régis par des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture. La direction revoit périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard des situations pour lesquelles les règlements fiscaux applicables prêtent à interprétation. Au besoin, des provisions sont inscrites en fonction des montants qui devraient être payés aux autorités fiscales. Durant l'exercice, le calcul de la provision d'impôt est basé sur une estimation du taux d'imposition annuel.

### *Impôts différés*

Les impôts différés sont comptabilisés selon la méthode du report variable au titre des différences temporaires survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers consolidés. Les impôts différés sont calculés sur une base non actualisée aux taux d'imposition régis par des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés seulement dans la mesure où il est probable qu'ils seront recouverts.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont classés dans l'actif et le passif non courant.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire autorisant la compensation d'un actif d'impôt exigible avec un passif d'impôt exigible et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale sur la même entité imposable ou sur différentes entités imposables là où ces dernières ont l'intention de régler le montant net.

Des actifs et des passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés pour les différences temporaires générées par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif acquis dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### **Avantages postérieurs à l'emploi**

#### *Programme d'avantages postérieurs à l'emploi*

La Société offre un programme de soins de santé postérieurs à l'emploi à certains retraités. Pour avoir droit à ces avantages, l'employé doit habituellement demeurer en service jusqu'à l'âge de la retraite et travailler durant une période minimale. Les coûts prévus de ces avantages sont comptabilisés à partir de la date à laquelle les services rendus par le membre du personnel ont commencé à générer des droits aux prestations en vertu du régime jusqu'à la date à laquelle des services supplémentaires rendus par le membre du personnel ne généreront pas un montant significatif de droits aux prestations supplémentaires. Les écarts actuariels découlant des écarts entre résultats et prévisions et des changements d'hypothèses actuarielles sont imputés ou portés au crédit des autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Le coût des avantages futurs gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service, à partir des hypothèses économiques et démographiques les plus probables de la direction.

#### *Régimes de retraite à prestations définies*

La Société comptabilise les obligations et les coûts connexes des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées et les meilleures estimations de la direction à l'égard du rendement des placements, de l'indexation des salaires, de l'âge de retraite des employés et des taux d'actualisation relatifs aux obligations. Les coûts des services passés sont comptabilisés en résultat net lorsqu'ils sont engagés.

Les réévaluations, qui comprennent les écarts actuariels, le rendement réel des actifs du régime (excluant la composante coût financier) et la variation, le cas échéant, de l'effet du plafond de l'actif, sont comptabilisées en autres éléments du résultat global. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont comptabilisés immédiatement aux résultats non distribués, sans être reclassés aux états consolidés du résultat net des périodes suivantes.

### **Rémunération et autres paiements fondés sur des actions**

La Société gère des régimes de rémunération fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres ou en trésorerie, aux termes desquels elle reçoit des services des employés en contrepartie d'instruments de capitaux propres de la Société ou de paiements en trésorerie.

#### *Rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres*

La Société comptabilise les options sur actions attribuées à des membres du personnel selon la méthode de la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération pour les options attribuées est évaluée à la juste valeur à la date de l'attribution selon le modèle d'évaluation de Black-Scholes, et elle est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net sur la période d'acquisition des droits des options attribuées, le crédit correspondant étant porté au surplus d'apport. Chaque tranche d'une attribution de rémunération fondée sur des actions dont l'acquisition est graduelle est considérée comme une attribution distincte assortie d'une date d'acquisition et d'une juste valeur différentes. Toute contrepartie payée lors de l'exercice des options sur actions est créditée au capital-actions et la charge de rémunération correspondante est comptabilisée au surplus d'apport.

#### *Rémunération fondée sur des actions réglée en trésorerie*

La Société a des unités d'actions incessibles (« UAI ») et elle évalue le passif engagé et la charge de rémunération à la juste valeur au moyen du modèle d'évaluation de Black-Scholes. La charge de rémunération est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net sur les périodes d'acquisition des droits. Jusqu'au règlement du passif, sa juste valeur est réévaluée à chaque date de clôture et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés du résultat net.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir les flux de trésorerie ont expiré ou ont été transférés, et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif transféré. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à échéance.

Les actifs et les passifs financiers sont compensés et le solde net est présenté à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Au moment de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes selon les fins pour lesquelles elle a acquis les instruments :

- a) Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net : Un actif ou un passif financier est classé dans cette catégorie s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme. Les dérivés sont aussi classés dans cette catégorie sauf s'ils sont désignés comme couvertures. Les contrats de swap de taux d'intérêt, les contrats de change à terme et les contrats dérivés sur marchandises sont considérés par la Société comme instruments financiers dérivés et, si nécessaire, ils sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie (voir e) ci-dessous).

Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur et ultérieurement évalués aussi à la juste valeur. Les coûts de transactions sont passés en charges dans l'état consolidé du résultat net. Les gains et les pertes résultant des variations de la juste valeur sont présentés dans l'état consolidé du résultat net avec les autres gains et pertes, dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les actifs et les passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont classés comme courants sauf pour la partie classée comme non courante que l'entité s'attend à recouvrer ou à régler plus de douze mois après la date de clôture.

- b) Placements disponibles à la vente : Les placements disponibles à la vente sont les instruments financiers non dérivés qui sont désignés dans cette catégorie ou qui ne sont pas classés dans d'autres catégories.

Les placements disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transactions et ultérieurement évalués à la juste valeur. Les gains ou les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les placements disponibles à la vente sont classés comme non courants, sauf si le placement vient à échéance dans les douze mois ou si la direction prévoit s'en départir dans les douze mois.

Les produits d'intérêts provenant des placements disponibles à la vente sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés dans les produits d'intérêts, dans l'état consolidé du résultat net. Les dividendes sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont comptabilisés au résultat net dans les autres gains et pertes dès qu'est établi le droit de la Société d'en recevoir le paiement. Lorsqu'un placement disponible à la vente est vendu ou déprécié, le montant cumulé des gains ou pertes est transféré du cumul des autres éléments du résultat global à l'état consolidé du résultat net, et intégré aux autres gains et pertes.

- c) Prêts et créances : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société se composent de débiteurs, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et ils sont inclus dans l'actif courant en raison de la courte durée à courir jusqu'à leur échéance.

Les prêts et créances sont initialement comptabilisés au montant que la Société s'attend à recevoir, moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué d'une provision pour pertes de valeur, si nécessaire.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Instruments financiers (suite)

- d) Passifs financiers au coût amorti : Les passifs financiers au coût amorti comprennent les comptes créditeurs et charges à payer, la dette bancaire et la dette à long terme. Les comptes créditeurs et charges à payer sont initialement comptabilisés au montant devant être payé moins, lorsqu'elle est significative, une décote pour ramener ce montant à la juste valeur. Ultérieurement, les comptes créditeurs et charges à payer sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La dette bancaire et la dette à long terme sont initialement comptabilisées à la juste valeur, après déduction des coûts de transactions engagés, et elles sont ultérieurement évaluées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les passifs financiers sont classés dans le passif courant si le paiement est exigible dans les douze mois. Autrement, ils sont présentés dans le passif non courant.

- e) Instruments financiers dérivés : La Société se sert de dérivés sous la forme de contrats de swap de taux d'intérêt pour gérer les risques liés à ses emprunts à taux variables, de contrats de change à terme afin de limiter son exposition aux variations du dollar américain et de contrats dérivés sur marchandises afin de limiter son exposition aux variations des prix du diesel et du pétrole. Tous les dérivés classés comme détenus à des fins de transaction sont présentés à l'état consolidé de la situation financière et classés comme des éléments courants ou non courants selon les modalités contractuelles de l'instrument, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation sont inclus à l'état consolidé du résultat net. Tous les dérivés se qualifiant pour la comptabilité de couverture sont présentés à l'état consolidé de la situation financière et classés comme des éléments courants ou non courants selon les modalités contractuelles de l'instrument, et les gains et les pertes résultant de la réévaluation sont inclus dans les autres éléments du résultat global.

### Transactions de couverture

Dans le cadre de sa stratégie de couverture, la Société considère des contrats de change à terme afin de limiter son exposition au risque de variation des entrées de trésorerie liées aux ventes en dollars américains de ses installations canadiennes. Elle considère également des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire l'incidence des variations de taux d'intérêt sur son endettement à court terme et sa dette à long terme. Ces contrats sont traités comme des couvertures de flux de trésorerie à des fins comptables et ne sont pas désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les instruments financiers dérivés efficaces détenus à des fins de couverture de flux de trésorerie sont constatés à leur juste valeur, et les variations de la juste valeur liées à la partie efficace de la couverture sont constatées dans les autres éléments du résultat global. Les variations de la juste valeur liées à la partie non efficace de la couverture sont immédiatement portées à l'état consolidé du résultat net. Les variations de la juste valeur des contrats de change à terme et des contrats de swap de taux d'intérêt constatées dans les autres éléments du résultat global sont respectivement reclassées aux postes « Ventes » et « Charges financières » à l'état consolidé du résultat net des périodes au cours desquelles les flux de trésorerie constituant les éléments couverts influent sur le résultat.

Lorsqu'un instrument dérivé n'est plus admissible à titre de couverture efficace, ou lorsque l'instrument de couverture est vendu ou liquidé avant son échéance, la comptabilité de couverture, s'il y a lieu, cesse d'être prospectivement appliquée. Le cumul des autres éléments du résultat global liés à des couvertures par contrats de change à terme ou par contrats de swap de taux d'intérêt qui cessent d'être efficaces est respectivement reclassé à titre d'écart de change et de charges financières dans l'état consolidé du résultat net des périodes au cours desquelles les flux de trésorerie constituant les éléments couverts influent sur le résultat. En outre, si les éléments couverts sont vendus ou liquidés avant l'échéance, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée, et le cumul des autres éléments du résultat global connexe est alors reclassé dans l'état consolidé du résultat net.

La Société a désigné une partie de sa dette à long terme libellée en dollars américains comme une couverture de son investissement net dans un établissement étranger. Les écarts de change liés à une dette désignée comme une couverture d'un investissement net dans un établissement étranger sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Résultat par action

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société pour la période par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Selon cette méthode, le résultat par action est calculé comme si les options avaient été exercées au début de la période (ou au moment de leur émission, si celle-ci a eu lieu plus tard) et comme si les fonds obtenus de l'exercice des options avaient servi à acheter des actions ordinaires de la Société à leur cours moyen pour la période.

### Information sectorielle

Les secteurs d'exploitation sont présentés de la même manière que l'information interne est fournie au principal décideur de l'exploitation. Le principal décideur de l'exploitation, qui est responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance de ces secteurs, a été identifié comme étant l'équipe de haute direction, laquelle prend les décisions stratégiques et opérationnelles.

### Changement de méthodes comptables

La Société a adopté la norme modifiée qui suit, ainsi que toutes les modifications subséquentes, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

### IAS 1 – Présentation des états financiers

En 2014, l'IASB a publié des modifications d'IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de donner des indications sur l'exercice du jugement dans l'établissement des états financiers et des informations à fournir. L'adoption de cette nouvelle norme comptable n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

### Incidence des nouvelles normes comptables publiées mais non encore entrées en vigueur

#### IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui précise la méthode et le moment de la comptabilisation des produits des activités ordinaires, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. IFRS 15 annule et remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. En septembre 2015, l'IASB a publié une modification d'IFRS 15 qui reporte d'un an à 2018 la date d'entrée en vigueur. L'application anticipée d'IFRS 15 est toujours permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IFRS 16 – Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui remplace IAS 17 *Contrats de location*, et les interprétations relatives aux contrats de location : IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location*. La norme entre en vigueur pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application anticipée étant permise aux entreprises qui adoptent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

#### IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie

Le 29 janvier 2016, l'IASB a publié des modifications d'IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie* dans le but d'améliorer l'information sur les activités de financement qu'une entité fournit aux utilisateurs d'états financiers. Les modifications d'IAS 7 entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence d'IAS 7 sur ses états financiers consolidés.

## 2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### Incidence des nouvelles normes comptables publiées mais non encore entrées en vigueur (suite)

#### **IFRS 9 - Instruments financiers**

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9 *Instruments financiers* (« IFRS 9 ») qui remplacera IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 introduit un modèle de classement et d'évaluation, un modèle unique de dépréciation basé sur les pertes de crédit attendues et une quasi-refonte de la méthode de la comptabilité de couverture. Basé sur les principes, le nouveau modèle unique de classement des actifs financiers est fondé sur les caractéristiques des flux de trésorerie et sur le modèle économique dans lequel s'inscrit la détention de l'actif financier. Il donne aussi lieu à un modèle unique de dépréciation qui sera appliqué à tous les instruments financiers, ce qui exigera une constatation plus opportune des pertes de crédit attendues. De plus, il modifie le risque de crédit propre d'une entité pour les passifs que l'entité a choisi d'évaluer à la juste valeur, de sorte que les profits réalisés sur ces passifs et découlant de la détérioration du risque de crédit propre de l'entité ne seront plus portés en résultat net. IFRS 9, dont l'application doit se faire de manière rétrospective, entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et peut être adoptée de façon anticipée. Par ailleurs, les dispositions relatives aux variations du risque de crédit propre d'une entité peuvent être adoptées séparément de façon anticipée sans rien changer au traitement comptable des instruments financiers. La Société procède actuellement à l'évaluation de l'incidence éventuelle que la nouvelle norme pourrait avoir sur ses états financiers consolidés.

## 3 ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur les montants des ventes et des charges de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la dépréciation du goodwill, la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris et la dépréciation des actifs non courants. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'acquisitions d'entreprises, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges, le taux d'impôt sur le résultat et le taux d'escompte. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et l'écart peut être important. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net dès qu'ils sont déterminés.

## 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES

- a) Le 21 décembre 2016, la Société a complété l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans le cadre des activités menées par Bois KMS (GMI) Ltée (« KMS ») et Northern Pressure Treated Wood (N.P.T.W.) Ltd (« NPTW »). KMS et NPTW fabriquent des poteaux en bois traité destinés aux sociétés de services publics dans leurs installations situées à Rivière-Rouge, au Québec, et à Kirkland Lake, en Ontario, respectivement, et ont été acquises pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 19 249 \$, excluant approximativement 1 048 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ». La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante.

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Stocks	4 584
Immobilisations corporelles	10 308
Goodwill	5 160
Actifs d'impôt différé	274
	20 326
<b>Passifs repris</b>	
Comptes créditeurs et charges à payer	79
Provision pour restauration de sites	937
	937
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>19 310</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	19 249
Contrepartie à payer	61
	19 310
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>19 310</b>

Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales canadiennes et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

Durant la période allant du 21 décembre au 31 décembre 2016, aucune vente n'a été enregistrée aux états financiers consolidés. Les informations financières pour la période close le 31 décembre 2016, sur une base pro forma, considérant les acquisitions de KMS et NPTW comme si elles avaient eu lieu en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne peuvent être estimées car la direction ne possède pas suffisamment d'informations financières sur la période de douze mois.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

- b) Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des titres de participation de 440 Investments, LLC, la société mère de Kisatchie Treating, L.L.C., de Kisatchie Pole & Piling, L.L.C., de Kisatchie Trucking, LLC et de Kisatchie Midnight Express, LLC (collectivement, « Kisatchie »). Kisatchie fabrique des poteaux, des pilotis et des poutres en bois traité et exploite deux usines de traitement du bois situées à Converse et à Pineville, en Louisiane, et a été acquise pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46 153 \$ (35 659 \$ US), excluant approximativement 873 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ».

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains, puis convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Trésorerie acquise	2 628
Créances	5 312
Stocks	12 930
Frais payés d'avance	150
Immobilisations corporelles	21 217
Relations clients	6 860
Goodwill	17 523
	66 620
<b>Passifs repris</b>	
Comptes créditeurs et charges à payer	1 680
Dette à long terme	8 775
Passifs d'impôt différé	63
Provision pour restauration de sites	1 195
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>54 907</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	46 153
Billet à payer non garanti	7 838
Contrepartie à payer	916
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>54 907</b>

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier des relations clients, amorties à un taux dégressif de 20,00 %. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante, d'un billet à payer non garanti de 9 128 \$ (7 052 \$ US) et a pris en charge un billet à payer garanti par le terrain de l'usine de Pineville ayant un solde de 5 685 \$ US. Le billet à payer non garanti porte intérêt à 1,41 % et est payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1 500 \$ US en juin 2019 et 2020 et de 4 500 \$ US en juin 2021. Ce billet à payer non garanti a été comptabilisé à une juste valeur de 7 838 \$ (6 056 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,00 %. Le billet à payer garanti porte intérêt à 5,76 %, est payable en versements trimestriels de 162 \$ US jusqu'en juillet 2028 et a été comptabilisé à une juste valeur de 8 775 \$ (6 780 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 4,00 %.

Durant la période allant du 3 juin au 31 décembre 2016, les ventes et le résultat net des usines de Converse et Pineville étaient respectivement de 25 324 \$ et de 431 \$. Les informations financières pour la période close le 31 décembre 2016, sur une base pro forma, considérant l'acquisition de Kisatchie comme si elle avait eu lieu en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne peuvent être estimées car la direction ne possède pas suffisamment d'informations financières sur les cinq premiers mois de l'année.

- c) Le 3 juin 2016, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition des actions de Lufkin Creosoting Co., Inc. (« Lufkin Creosoting »). Lufkin Creosoting fabrique des poteaux et des poutres en bois traité à partir de son usine de traitement du bois de Lufkin, au Texas et a été acquise pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à environ 46 503 \$ (35 929 \$ US), excluant approximativement 978 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ».

La détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris présentée plus bas est provisoire et est basée sur les meilleures estimations de la direction ainsi que sur l'information disponible au moment de préparer ces états financiers consolidés. Cette détermination de la juste valeur devrait être complétée dans les douze mois suivant l'acquisition et, conséquemment, certains changements significatifs pourraient être apportés principalement aux immobilisations incorporelles, au goodwill et aux impôts différés.

Le tableau suivant présente un résumé des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains, puis convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Trésorerie acquise	1 074
Créances	19 734
Stocks	5 261
Immobilisations corporelles	16 244
Relations clients	10 290
Goodwill	23 701
	76 304
<b>Passifs repris</b>	
Comptes créditeurs et charges à payer	13 777
Passifs d'impôt différé	9 421
Provision pour restauration de sites	842
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>52 264</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	46 503
Billet à payer non garanti	7 838
Contrepartie à recevoir	(2 077)
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>52 264</b>

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier des relations clients, amorties à un taux dégressif de 20,00 %. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est non amortissable et est non déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et d'un billet à payer non garanti de 9 128 \$ (7 052 \$ US) portant intérêt à 1,41 %, et payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1 500 \$ US en juin 2019 et 2020 et de 4 500 \$ US en juin 2021. Le billet à payer non garanti a été évalué à une juste valeur de 7 838 \$ (6 056 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,00 %.

Durant la période allant du 3 juin au 31 décembre 2016, les ventes et la perte nette de l'usine de Lufkin étaient respectivement de 18 154 \$ et de 176 \$. Les informations financières pour la période close le 31 décembre 2016, sur une base pro forma, considérant l'acquisition de Lufkin Creosoting comme si elle avait eu lieu en date du 1<sup>er</sup> janvier 2016, ne peuvent être estimées car la direction ne possède pas suffisamment d'informations financières sur les cinq premiers mois de l'année.

- d) Le 4 décembre 2015, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans les installations de traitement du bois de United Wood Treating Company, Inc. (« United Wood ») situées à Whitmire, en Caroline du Sud. Ces installations fabriquent, vendent et distribuent des poteaux destinés aux sociétés de services publics, de même que des pilotis pour constructions maritimes et ont été acquises pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à 11 708 \$ (8 761 \$ US), excluant approximativement 158 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés en 2015 dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ».

Le tableau suivant présente la répartition finale des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Aucun ajustement significatif n'a été fait en ce qui a trait à la détermination de la juste valeur provisoire. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains, puis convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Créances	1 018
Stocks	3 761
Immobilisations corporelles	6 044
Relations clients	1 069
Goodwill	2 034
	13 926
<b>Passifs repris</b>	
Passifs d'impôt différé	399
Provision pour restauration de sites	65
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>13 462</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	11 708
Billet à payer non garanti	1 754
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>13 462</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier les relations clients, amorties à un taux dégressif de 6,00 %. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et d'un billet à payer non garanti. Le billet à payer non garanti de 1 939 \$ (1 451 \$ US) porte intérêt à 1,68 %, est payable en trois versements annuels égaux et a été évalué à une juste valeur de 1 754 \$ en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %.

- e) Le 1<sup>er</sup> octobre 2015, la Société a conclu l'acquisition des actions de Ram Forest Group Inc. et de Ramfor Lumber Inc. (collectivement « Ram »). Par l'intermédiaire de ses filiales en propriété exclusive, Ram Forest Products Inc. et Trent Timber Treating Ltd., Ram Forest Group fabrique et vend des produits en bois traité sous pression ainsi que des accessoires au secteur de la vente au détail de matériaux de construction. Ram Forest Products Inc. et Trent Timber Treating Ltd. exploitent des usines de traitement du bois situées respectivement à Gormley et Peterborough, en Ontario. Ramfor Lumber est une entité d'achat de bois qui dessert Ram Forest Products et Trent Timber Treating.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à 45 204 \$ et comprend un montant de 4 292 \$ déposé en fidéicommiss et devant servir à des dépenses en immobilisations aux usines de Gormley et Peterborough. Le décaissement exclut approximativement 991 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés en 2015 dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ». De plus, la Société a comptabilisé un solde de prix d'achat de 5 430 \$.

Le tableau suivant présente la répartition finale des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Aucun ajustement significatif n'a été fait en ce qui a trait à la détermination de la juste valeur provisoire.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Créances	7 765
Stocks	12 047
Autres actifs	1 514
Immobilisations corporelles	17 690
Relations clients	21 300
Goodwill	6 026
	66 342
<b>Passifs repris</b>	
Comptes créditeurs et charges à payer	3 269
Dette bancaire	9 839
Passifs d'impôt différé	6 892
	19 999
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>46 342</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	40 912
Solde de prix d'achat	5 430
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>46 342</b>

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier les relations clients ayant une durée d'utilité de douze ans. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill n'est pas amortissable ni déductible à des fins fiscales canadiennes et représente la valeur économique future associée à l'accroissement du réseau de distribution, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

En date de l'acquisition, un montant de 4 292 \$ a été déposé en fidéicommis aux fins de dépenses en immobilisations. La Société doit investir ce montant sur des projets d'investissement particuliers avant le 1<sup>er</sup> avril 2017 sinon le solde restant des fonds en fidéicommis sera remis au vendeur. La direction estime que les investissements seront complétés avant l'échéance.

Au 31 décembre 2015, la Société avait comptabilisé une contrepartie à payer de 317 \$ pour un ajustement du fonds de roulement net. Le 22 mars 2016, la contrepartie à payer a été remboursée.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et d'un solde de prix d'achat de 5 800 \$. Ce paiement différé ne porte aucun intérêt et sera versé, à la date anniversaire de la transaction : 2 900 \$ en 2016, 500 \$ en 2017, 800 \$ en 2018, 800 \$ en 2019 et 800 \$ en 2020. Le solde du prix d'achat a été comptabilisé comme dette à long terme à une juste valeur de 5 430 \$ calculée en utilisant un taux d'intérêt de 2,91 %.

- f) Le 1<sup>er</sup> septembre 2015, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs d'exploitation utilisés dans les installations de traitement du bois de Treated Materials Co., Inc. (« Treated Materials ») situées à Rison, en Arkansas. Ces installations fabriquent, vendent et distribuent des poteaux destinés aux sociétés de services publics et ont été acquises pour des raisons de synergies.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à 5 393 \$ (4 052 \$ US), excluant approximativement 142 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés en 2015 dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ».

Le tableau suivant présente la répartition finale des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Aucun ajustement significatif n'a été fait en ce qui a trait à la détermination de la juste valeur provisoire. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains, puis convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Créances	1 080
Stocks	1 651
Immobilisations corporelles	5 253
Contrat de location de terrain à prix de faveur	1 062
Goodwill	683
	9 729
<b>Passifs repris</b>	
Passifs d'impôt différé	459
Provision pour restauration de sites	602
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>8 668</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	5 393
Billet à payer non garanti	3 275
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>8 668</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 4 ACQUISITION D'ENTREPRISES (SUITE)

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier un contrat de location de terrain à prix de faveur. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et d'un billet à payer non garanti. Le billet à payer non garanti de 3 993 \$ (3 000 \$ US) ne porte pas intérêt, est payable en cinq versements égaux échelonnés sur une période de cinq ans et a été évalué à une juste valeur de 3 275 \$ en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %.

- g) Le 7 avril 2015, par l'entremise d'une filiale américaine en propriété exclusive, la Société a conclu l'acquisition de certains actifs de McCormick Piling and Lumber Co. (« McCormick »), un fournisseur de poteaux en bois non traité. McCormick exploite une installation d'écorçage de poteaux située à Warren, en Oregon. Cette acquisition renforce les opérations d'approvisionnement en bois de la Société.

Le décaissement total associé à l'acquisition s'élève à 4 685 \$ (3 752 \$ US), excluant approximativement 226 \$ de frais liés à la transaction et comptabilisés en 2015 dans l'état consolidé du résultat net sous « Frais de vente et d'administration ».

Le tableau suivant présente la répartition finale des actifs acquis, des passifs repris et de la contrepartie transférée à la juste valeur à la date d'acquisition. Aucun ajustement significatif n'a été fait en ce qui a trait à la détermination de la juste valeur provisoire. La transaction a d'abord été effectuée en dollars américains, puis convertie en dollars canadiens à la date d'acquisition.

	\$
<b>Actifs acquis</b>	
Créances	701
Stocks	1 486
Immobilisations corporelles	726
Relations clients	849
Goodwill	3 151
	6 913
<b>Passifs repris</b>	
Passifs d'impôt différé	81
<b>Total des actifs nets acquis et des passifs repris</b>	<b>6 832</b>
<b>Contrepartie transférée</b>	
Trésorerie	4 685
Billet à payer non garanti – douze mois	1 342
Billet à payer non garanti – vingt-quatre mois	805
<b>Contrepartie transférée</b>	<b>6 832</b>

L'évaluation des immobilisations incorporelles, effectuée par la Société, a permis d'identifier les relations clients. La durée d'utilité attribuée aux relations clients est de trois ans. Les hypothèses importantes utilisées dans la détermination des immobilisations incorporelles, telles que définies par la direction, incluent la croissance des ventes d'une année sur l'autre, le taux d'actualisation et la marge sur le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. Le goodwill est amortissable et est déductible à des fins fiscales américaines et représente la valeur économique future associée à l'amélioration du réseau d'approvisionnement, à la main-d'œuvre acquise et aux synergies avec les activités de la Société. Le goodwill a été attribué à une UGT définie comme usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel.

La Société a financé l'acquisition au moyen de sa facilité de crédit renouvelable engagée existante et de deux billets à payer non garantis. Le premier billet à payer non garanti de 1 429 \$ (1 144 \$ US) portant intérêt au taux de 0,48 % et ayant été évalué à une juste valeur de 1 342 \$ a été remboursé en un seul versement en avril 2016. Le second billet à payer non garanti de 928 \$ (743 \$ US) porte intérêt au taux de 0,48 %, est payable en un seul versement en avril 2017 et a été évalué à une juste valeur de 805 \$, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 5 CRÉANCES

	2016	2015
	\$	\$
Créances clients	142 801	155 332
Moins : Provision pour créances douteuses	(268)	(178)
Créances clients, montant net	142 533	155 154
Autres créances	18 222	4 708
	160 755	159 862

Au 31 décembre 2016, une tranche des créances clients de 58 556 \$ (47 640 \$ en 2015) était en souffrance mais n'avait pas été dépréciée.

Le classement par échéance des créances clients s'établit comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Courantes	83 976	107 514
En souffrance – de 1 à 30 jours	40 129	34 439
En souffrance – de 31 à 60 jours	6 311	8 036
En souffrance – de plus de 60 jours	12 385	5 343
	142 801	155 332

## 6 STOCKS

	2016	2015
	\$	\$
Matières premières	554 142	541 102
Produits finis	300 510	263 376
	854 652	804 478

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Immeubles	Équipement de production	Matériel roulant	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>						
Coût	29 852	70 131	223 930	13 485	12 590	349 988
Cumul des amortissements	—	(10 483)	(45 401)	(6 774)	(5 723)	(68 381)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>29 852</b>	<b>59 648</b>	<b>178 529</b>	<b>6 711</b>	<b>6 867</b>	<b>281 607</b>
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015</b>						
Valeur comptable nette d'ouverture	29 852	59 648	178 529	6 711	6 867	281 607
Acquisition d'entreprises	7 372	6 268	13 698	2 282	93	29 713
Entrées	1 428	1 571	29 144	1 092	2 076	35 311
Sorties	—	—	(145)	(333)	(444)	(922)
Dotations aux amortissements	—	(2 233)	(6 927)	(2 313)	(929)	(12 402)
Dotations aux amortissements incluse dans les stocks	—	(179)	(480)	(293)	(381)	(1 333)
Écarts de change	3 955	9 869	28 373	1 039	324	43 560
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>42 607</b>	<b>74 944</b>	<b>242 192</b>	<b>8 185</b>	<b>7 606</b>	<b>375 534</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>						
Coût	42 607	88 980	298 481	18 167	14 461	462 696
Cumul des amortissements	—	(14 036)	(56 289)	(9 982)	(6 855)	(87 162)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>42 607</b>	<b>74 944</b>	<b>242 192</b>	<b>8 185</b>	<b>7 606</b>	<b>375 534</b>
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016</b>						
Valeur comptable nette d'ouverture	42 607	74 944	242 192	8 185	7 606	375 534
Acquisition d'entreprises	3 788	7 623	25 173	10 863	295	47 742
Entrées	270	18 740	42 001	2 456	5 031	68 498
Sorties	—	—	(83)	(576)	—	(659)
Dotations aux amortissements	—	(2 541)	(8 584)	(3 511)	(1 148)	(15 784)
Dotations aux amortissements incluse dans les stocks	—	(193)	(544)	(455)	(523)	(1 715)
Écarts de change	(684)	(1 347)	(4 678)	138	(10)	(6 581)
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>45 981</b>	<b>97 226</b>	<b>295 477</b>	<b>17 100</b>	<b>11 251</b>	<b>467 035</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>						
Coût	45 981	113 768	360 079	30 001	19 736	569 565
Cumul des amortissements	—	(16 542)	(64 602)	(12 901)	(8 485)	(102 530)
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>45 981</b>	<b>97 226</b>	<b>295 477</b>	<b>17 100</b>	<b>11 251</b>	<b>467 035</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

Les immobilisations incorporelles consistent en des relations clients, des ententes de non-concurrence, des droits de coupe, du bois sur pied, un contrat de location de terrain à prix de faveur et un enregistrement de la créosote.

Les relations clients comprennent des ententes à long terme avec certains clients et les relations d'affaires existantes. Le coût d'acquisition a été établi en fonction des avantages futurs associés à ces relations.

Le coût d'acquisition des ententes de non-concurrence a été établi en fonction des paiements futurs actualisés, à un taux qui se situe entre 2,90 % et 5,00 %.

### Tests de dépréciation du goodwill

Aux fins du test de dépréciation, le goodwill est attribué à des UGT qui reflètent la façon dont est effectué le suivi pour les besoins de gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT repose sur le calcul de la juste valeur diminuée des frais de vente. Ce calcul utilise des projections des flux de trésorerie fondées sur des budgets financiers portant sur une période de cinq ans et dressés d'après les prévisions des revenus et des charges les plus récentes approuvées par la haute direction. Les projections de flux de trésorerie au-delà de cinq ans reposent sur les prévisions de la direction et supposent un taux de croissance ne dépassant pas la croissance du produit intérieur brut des pays concernés. Les projections de flux de trésorerie après impôt sont actualisées selon un taux d'actualisation après impôt effectif de 8,00 %. On suppose que les taux de croissance réels se maintiendront à un pourcent pour une période indéfinie pour la plupart des activités puisque la plupart des produits sont des marchandises (la croissance du volume est censée être compensée par des baisses de prix réelles). Les hypothèses ayant servi au calcul de la juste valeur diminuée des frais de vente tiennent compte de la conjoncture économique actuelle.

La valeur comptable du goodwill est attribuée aux UGT suivantes :

UGT	2016	2015
	\$	\$
Usines spécialisées dans le traitement des poteaux destinés aux sociétés de services publics et du bois d'œuvre à usage résidentiel	<b>134 291</b>	89 740
Usines spécialisées dans le traitement des traverses de chemin de fer	<b>151 301</b>	155 956
	<b>285 592</b>	245 696

### Tests de dépréciation des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

L'enregistrement de la créosote est la seule immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée. Cet enregistrement procure à la Société le droit de fabriquer et d'importer de la créosote à son usine de Memphis au Tennessee. La politique d'approvisionnement de la créosote de la Société est de fabriquer une portion de ses besoins et d'acheter le reste sur le marché. Il en résulte que l'enregistrement de la créosote procure l'avantage de pouvoir fabriquer la créosote, ce qui est plus économique que d'acheter sur le marché. De plus, la caractéristique d'importation de l'enregistrement permet de négocier des prix plus avantageux lorsque la Société s'approvisionne sur le marché.

La valeur recouvrable de l'enregistrement de la créosote repose sur le calcul de la valeur d'utilité. Ce calcul utilise des projections des flux de trésorerie fondées sur des budgets financiers portant sur une période de cinq ans et dressés d'après les prévisions des produits et des charges les plus récentes approuvées par la haute direction. Les projections de flux de trésorerie au-delà de cinq ans reposent sur les prévisions de la direction et supposent un taux de croissance ne dépassant pas la croissance du produit intérieur brut des pays concernés. Les projections de flux de trésorerie avant impôts sont actualisées selon un taux d'actualisation avant impôts effectif de 8,00 %. On suppose que les taux de croissance réels se maintiendront à un pourcent pour une période indéfinie pour la plupart des activités puisque la plupart des produits sont des marchandises (la croissance du volume est censée être compensée par les baisses de prix réelles).

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur comptable nette des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Immobilisations incorporelles						Goodwill
	Droits de coupe	Relations clients	Ententes de non-concurrence	Autres	Enregistrement de la créosote	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>							
Coût	7 951	99 766	8 162	7 359	36 230	159 468	195 015
Cumul des amortissements	(1 244)	(35 188)	(7 519)	(5 192)	—	(49 143)	—
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>6 707</b>	<b>64 578</b>	<b>643</b>	<b>2 167</b>	<b>36 230</b>	<b>110 325</b>	<b>195 015</b>
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015</b>							
Valeur comptable nette d'ouverture	6 707	64 578	643	2 167	36 230	110 325	195 015
Acquisition d'entreprises	—	22 149	—	1 062	—	23 211	12 803
Entrées	—	—	1 706	302	—	2 008	—
Sorties	(1 000)	—	—	(1 073)	—	(2 073)	—
Dotations aux amortissements	—	(10 375)	(557)	—	—	(10 932)	—
Dotations aux amortissements incluse dans les stocks	(128)	—	—	(376)	—	(504)	—
Écarts de change	—	11 634	233	42	6 992	18 901	37 878
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>5 579</b>	<b>87 986</b>	<b>2 025</b>	<b>2 124</b>	<b>43 222</b>	<b>140 936</b>	<b>245 696</b>
<b>Au 31 décembre 2015</b>							
Coût	6 821	141 262	11 601	7 606	43 222	210 512	245 696
Cumul des amortissements	(1 242)	(53 276)	(9 576)	(5 482)	—	(69 576)	—
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>5 579</b>	<b>87 986</b>	<b>2 025</b>	<b>2 124</b>	<b>43 222</b>	<b>140 936</b>	<b>245 696</b>
<b>Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016</b>							
Valeur comptable nette d'ouverture	5 579	87 986	2 025	2 124	43 222	140 936	245 696
Acquisition d'entreprises	—	18 244	—	—	—	18 244	45 476
Entrées	—	—	6 051	330	—	6 381	—
Dotations aux amortissements	—	(14 349)	(1 454)	—	—	(15 803)	—
Dotations aux amortissements incluse dans les stocks	(213)	—	—	(473)	—	(686)	—
Écarts de change	—	(1 513)	27	(33)	(1 289)	(2 808)	(5 580)
<b>Valeur comptable nette de clôture</b>	<b>5 366</b>	<b>90 368</b>	<b>6 649</b>	<b>1 948</b>	<b>41 933</b>	<b>146 264</b>	<b>285 592</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>							
Coût	6 821	156 576	17 413	7 903	41 933	230 646	285 592
Cumul des amortissements	(1 455)	(66 208)	(10 764)	(5 955)	—	(84 382)	—
<b>Valeur comptable nette</b>	<b>5 366</b>	<b>90 368</b>	<b>6 649</b>	<b>1 948</b>	<b>41 933</b>	<b>146 264</b>	<b>285 592</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 9 COMPTES CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	2016	2015
		\$	\$
Comptes fournisseurs		31 770	25 183
Montants à payer à des parties liées	19	632	110
Charges à payer		39 507	39 300
Autres montants à payer		29 233	13 173
		<b>101 142</b>	<b>77 766</b>

## 10 DETTE À LONG TERME

	Note	2016	2015
		\$	\$
Facilité de crédit renouvelable engagée	10(a)	646 487	585 690
Billet à payer non garanti	10(b)	10 872	14 460
Billet à payer garanti	10(c)	8 682	—
Billet à payer non garanti	10(d)	8 265	—
Billet à payer non garanti	10(e)	8 265	—
Billet à payer non garanti	10(f)	4 143	4 964
Billet à payer non garanti	10(g)	2 776	3 484
Solde de prix d'achat	10(h)	2 701	5 430
Billet à payer non garanti	10(i)	1 214	1 816
Billet à payer non garanti	10(j)	980	942
Billet à payer non garanti	10(k)	—	1 558
Débeture non garantie, subordonnée et non convertible	10(k)	—	34 600
Débeture non garantie et non convertible	10(k)	—	13 840
Billet à payer non garanti	10(k)	—	3 110
		<b>694 385</b>	<b>669 894</b>
Frais de financement reportés		—	(13)
		<b>694 385</b>	<b>669 881</b>
Moins la partie courante de la dette à long terme		6 919	60 887
Moins la partie courante des frais de financement reportés		—	(13)
Total partie courante de la dette à long terme		<b>6 919</b>	<b>60 874</b>
		<b>687 466</b>	<b>609 007</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 10 DETTE À LONG TERME (SUITE)

- a) Le 26 février 2016, la Société et SJ Holding, en qualité d'emprunteurs, ont conclu une entente d'amendement afin de modifier et mettre à jour la quatrième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée existante datée du 3 mars 2015. L'entente amendée (la cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée) rend disponible une facilité de crédit renouvelable engagée pour une période de cinq ans et augmente la capacité d'emprunt de 450 000 \$ US à 500 000 \$ US pour les deux premières années de l'entente. Par la suite, la facilité de crédit renouvelable engagée sera réduite à 450 000 \$ US pour la troisième année et sera finalement réduite à 350 000 \$ US pour les quatrième et cinquième années. L'entente amendée inclut également une option accordéon permettant aux emprunteurs de demander une augmentation de la facilité de crédit renouvelable engagée pouvant atteindre 200 000 \$ US, sous réserve des conditions habituelles. La facilité de crédit renouvelable engagée est rendue disponible à la Société et SJ Holding par un syndicat de prêteurs bancaires et viendra à d'échéance le 26 février 2021. Les emprunts sont disponibles sous forme de prêts au taux préférentiel des banques canadiennes, d'acceptations bancaires (« BA »), de prêts au taux préférentiel des banques américaines, de prêts au taux LIBOR en dollars américains et de lettres de crédit. La fourchette des marges sur les taux d'intérêt varie entre 0,00 % et 1,25 % selon une grille de prix pour les prêts aux taux préférentiels canadien et américain. La fourchette des marges sur les taux d'intérêt varie entre 1,00 % et 2,25 % selon une grille de prix pour les prêts BA et LIBOR et les frais pour les lettres de crédit.

La cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée prévoit que celle-ci est non garantie et sujette à engagement, envers le syndicat bancaire, de ne consentir aucune sûreté à l'exception des sûretés permises.

Afin de maintenir en place la facilité de crédit renouvelable engagée, la Société doit respecter des engagements à faire, des engagements à ne pas faire, des obligations d'information et des ratios financiers dont le ratio de la dette totale sur le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») devant ne pas excéder 3,50:1 et le ratio de couverture des intérêts devant être égal ou supérieur à 3,00:1. Au 31 décembre 2016, la Société respectait tous ses engagements, obligations et ratios. En outre, les ententes bancaires prises par la Société ne lui permettent pas de verser des dividendes dont le total au cours d'une année donnée est supérieur à 50,00 % du résultat net consolidé de la Société de l'exercice précédent si le ratio de la dette totale sur le BAIIA est supérieur à 3,25:1. Si le ratio de la dette totale sur le BAIIA est inférieur à 3,25:1, aucune restriction n'est imposée au paiement de dividendes, dans la mesure où la Société se conforme par ailleurs aux modalités de sa convention de crédit.

Au 31 décembre 2016, les emprunts des entités canadiennes libellés en dollars américains s'élevaient à 516 206 \$, dont 514 254 \$ (383 000 \$ US) étaient entièrement désignés comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger.

La Société conclut des contrats de swaps de taux d'intérêt afin de fixer une partie des taux variables applicables à la dette et ainsi réduire l'impact des fluctuations des taux d'intérêt. Le détail des contrats de swaps de taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2016 est décrit à la Note 17, « Instruments financiers ».

Le 18 mai 2016, la Société et SJ Holding, en qualité d'emprunteurs, ont conclu une entente d'amendement afin de modifier et mettre à jour la cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable datée du 26 février 2016. L'entente amendée (la première entente d'amendement à la cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée) augmente la facilité de crédit renouvelable engagée de 75 000 \$ US en exerçant en partie l'option accordéon de 200 000 \$ US. Par conséquent, la facilité de crédit renouvelable engagée passe de 500 000 \$ US à 575 000 \$ US pour les deux premières années de l'entente. L'augmentation a été accordée par le syndicat bancaire sous les mêmes conditions que la cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée. Cette disponibilité de crédit additionnelle a été utilisée pour financer en partie les acquisitions de Kisatchie et de Lufkin Creosoting ainsi que pour les besoins de fonds de roulement.

Le 26 février 2016, la Société s'est engagée dans des ententes de prêts à demande avec deux banques faisant partie du syndicat bancaire qui rend disponible la facilité de crédit renouvelable engagée. Les prêts à demande rendent disponible du financement à hauteur de 50 000 \$ US selon les conditions de la cinquième entente amendée de la facilité de crédit renouvelable engagée. Cet endettement, si requis par la Société, serait présenté sous la rubrique des passifs courants, car les banques ont l'option de demander un remboursement des prêts en tout temps. Au 31 décembre 2016, aucun montant n'était tiré sur ces prêts à demande.

- b) Aux termes de l'acquisition d'une entreprise datée du 22 mai 2014, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 15 466 \$ (14 169 \$ US) portant intérêt au taux de 1,93 %. Le billet est payable en cinq versements annuels égaux, incluant les intérêts, de 3 000 \$ US, jusqu'en mai 2019. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 13 426 \$ (12 301 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.

**10 DETTE À LONG TERME (SUITE)**

- c) Aux termes de l'acquisition de Kisatchie, la Société a pris en charge un billet à payer garanti par un terrain de l'usine de Pineville, ayant un solde de 5 685 \$ US portant intérêt au taux de 5,76 %. Le billet est payable en versements trimestriels, incluant les intérêts, de 163 \$ US, jusqu'en juillet 2028. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 8 775 \$ (6 780 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 4,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- d) Aux termes de l'acquisition de Kisatchie, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 9 128 \$ (7 052 \$ US) portant intérêt au taux de 1,41 %. Le billet est payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1 500 \$ US en juin 2019 et 2020 et 4 500 \$ US en juin 2021. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 7 838 \$ (6 056 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- e) Aux termes de l'acquisition de Lufkin Creosoting, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 9 128 \$ (7 052 \$ US) portant intérêt au taux de 1,41 %. Le billet est payable en trois versements, incluant les intérêts, de 1 500 \$ US en juin 2019 et 2020 et 4 500 \$ US en juin 2021. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 7 838 \$ (6 056 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 5,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- f) Aux termes de l'acquisition d'une entreprise datée du 7 décembre 2011, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 6 574 \$ (6 507 \$ US) portant intérêt au taux de 2,67 %. Le billet est payable en dix versements annuels égaux, incluant les intérêts, de 750 \$ US, jusqu'en décembre 2021. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 5 322 \$ (5 268 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- g) Aux termes de l'acquisition de Treated Materials, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 3 993 \$ (3 000 \$ US) sans intérêt. Le billet est payable en cinq versements annuels égaux de 600 \$ US, jusqu'en septembre 2020. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 3 275 \$ (2 460 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- h) Aux termes de l'acquisition de Ram, la Société a comptabilisé un solde de prix d'achat de 5 800 \$ ne portant aucun intérêt. Le solde de prix d'achat est payable à la date anniversaire de la transaction d'un montant de 2 900 \$ en octobre 2016, 500 \$ en octobre 2017 et 800 \$ en octobre 2018, 2019 et 2020, respectivement. Le solde de prix d'achat a été initialement constaté à une juste valeur de 5 430 \$ en utilisant un taux d'intérêt de 2,91 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.

Le solde de prix d'achat est garanti par cinq lettres de crédit irrévocables correspondant aux versements et ayant les mêmes dates d'échéance.

- i) Aux termes de l'acquisition de United Wood, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 1 939 \$ (1 451 \$ US) portant intérêt au taux de 1,68 %. Le billet est payable en trois versements annuels égaux, incluant les intérêts, de 500 \$ US, jusqu'en décembre 2018. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 1 754 \$ (1 312 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- j) Aux termes de l'acquisition de McCormick, la Société a endossé un billet à payer non garanti de 928 \$ (743 \$ US) portant intérêt au taux de 0,48 %. Le billet est payable dans sa totalité en avril 2017. Le billet a été initialement constaté à une juste valeur de 805 \$ (645 \$ US) en utilisant un taux d'intérêt effectif de 7,00 %. L'écart entre la valeur nominale et la juste valeur du billet est désactualisé selon un taux effectif sur la durée du billet.
- k) Ces dettes ont été remboursées en 2016 selon les ententes respectives.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 10 DETTE À LONG TERME (SUITE)

l) Les obligations de remboursement de la dette à long terme se présentent comme suit pour les cinq prochains exercices et par la suite :

	Capital \$
2017	8 094
2018	7 532
2019	10 861
2020	6 910
2021	659 308
Par la suite	4 853
	697 558
Ajustement de la juste valeur	(3 173)
	694 385

m) La juste valeur globale de la dette à long terme de la Société a été estimée à 694 385 \$ au 31 décembre 2016 (669 894 \$ en 2015) selon l'actualisation des flux de trésorerie futurs selon les taux d'intérêt offerts à la Société pour des émissions comportant des modalités et des échéances moyennes similaires.

## 11 PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS

	Provisions			Autres passifs non courants			
	Restauration de sites	Autres	Total	UAI	Ententes de non- concurrence à payer		Total
					à payer	Total	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	8 916	3 048	11 964	8 049	953	9 002	20 966
Entrées	2 165	1 791	3 956	8 914	1 706	10 620	14 576
Acquisition d'entreprises	634	—	634	—	—	—	634
Renversement de provisions	(456)	(312)	(768)	—	—	—	(768)
Paiements	(1 426)	(574)	(2 000)	(3 744)	(622)	(4 366)	(6 366)
Désactualisation des intérêts	—	—	—	—	32	32	32
Écarts de change	1 808	327	2 135	—	286	286	2 421
<b>Solde au 31 décembre 2015</b>	11 641	4 280	15 921	13 219	2 355	15 574	31 495
Entrées	5 121	785	5 906	10 951	5 936	16 887	22 793
Acquisition d'entreprises	2 974	—	2 974	—	—	—	2 974
Renversement de provisions	(62)	(858)	(920)	—	—	—	(920)
Paiements	(2 954)	(455)	(3 409)	(21 214)	(598)	(21 812)	(25 221)
Désactualisation des intérêts	—	—	—	—	127	127	127
Écarts de change	(233)	(88)	(321)	—	143	143	(178)
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>	<b>16 487</b>	<b>3 664</b>	<b>20 151</b>	<b>2 956</b>	<b>7 963</b>	<b>10 919</b>	<b>31 070</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 11 PROVISIONS ET AUTRES PASSIFS NON COURANTS (SUITE)

Analyse des provisions et des autres passifs non courants.

	2016	2015
	\$	\$
Partie courante		
Provisions	10 785	8 077
Autres passifs non courants	3 805	12 763
Total partie courante	14 590	20 840
Partie non courante		
Provisions	9 366	7 844
Autres passifs non courants	7 114	2 811
Total partie non courante	16 480	10 655
	31 070	31 495

### Provisions

#### *Restauration de sites*

Les obligations liées à la restauration de sites représentent les estimations de flux de trésorerie actualisés relatives aux coûts futurs de restauration environnementale de sites de traitement anciens et actuels sur une période allant de un à dix-sept ans. Ces flux de trésorerie actualisés ont été évalués à l'aide d'un taux avant impôts de 1,36 % reflétant l'appréciation actuelle par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ce passif.

Au 31 décembre 2016, une provision totale de 16 487 \$ (11 641 \$ en 2015) pour restauration de sites a été comptabilisée pour supporter les efforts de conformité en cours, dont un montant de 2 974 \$ est relatif à Kisatchie, Lufkin Creosoting, KMS et NPTW.

### Autres passifs non courants

#### *Unités d'actions incessibles*

La Société a un plan incitatif à long terme, pour certains membres clés de la direction, selon lequel des UAI peuvent être octroyées, à la condition que la Société atteigne un rendement du capital investi de 12,50 %. Lorsque cette condition est respectée, le nombre d'UAI octroyées est établi selon un pourcentage du salaire des membres de la direction, divisé par le cours moyen de l'action ordinaire de la Société sur le TSX pour les cinq jours précédant immédiatement la date de l'octroi.

Les UAI sont des actions fictives à valeur entière, payables en espèces au troisième anniversaire de la date d'octroi pour autant que le membre de la direction soit encore à l'emploi de la Société. Le montant à payer sera calculé en multipliant le nombre d'UAI par le cours moyen de l'action ordinaire de la Société sur le TSX pour les six mois précédant la date anniversaire.

Les UAI octroyées le 25 mars 2013 ont atteint leur date anniversaire le 25 mars 2016 et ont été entièrement payées.

Le 17 mars 2014, le 16 mars 2015 et le 21 mars 2016, la Société a octroyé à certains membres clés de la direction un nombre total de 107 721 UAI, selon le régime incitatif à long terme.

Le 6 mai 2013, dans le cadre d'une entente incitative de cinq ans et conformément au plan incitatif à long terme de Stella-Jones Inc., la Société a octroyé 400 000 UAI au président et chef de la direction (le « président »), avec le 6 mai 2016 comme date d'acquisition des droits. Dans l'éventualité que le président quitte volontairement la Société avant le cinquième anniversaire de l'entente incitative, l'entente prévoit que tout montant qui lui a été payé devra être remboursé à la Société. Dans le cas où le président est dans l'obligation d'abandonner ses fonctions avant le cinquième anniversaire de l'entente incitative pour cause d'invalidité à long terme ou de mortalité, il aura droit au prorata du paiement. La charge de rémunération sera comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net sur une période de cinq ans. Le 6 mai 2016, un montant de 19 106 \$, qui représente la totalité des UAI, a été payé. La différence entre le montant payé et la dépense comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net a été enregistrée comme frais payés d'avance et sera amortie sur la période restante de deux ans.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 CAPITAL-ACTIONS

	2016	2015
Nombre d'actions ordinaires en circulation à l'ouverture de l'exercice*	69 137	68 949
Régime d'options d'achat d'actions*	139	165
Régimes d'achat d'actions des employés*	27	23
Nombre d'actions ordinaires en circulation à la clôture de l'exercice*	69 303	69 137

\* Le nombre d'actions ordinaires est exprimé en milliers.

a) Le capital-actions comprend ce qui suit :

Autorisé

Actions privilégiées en nombre illimité pouvant être émises en série

Actions ordinaires en nombre illimité

b) Résultat par action

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action ordinaire et du résultat dilué par action ordinaire :

	2016	2015
<b>Résultat net se rapportant aux actions ordinaires</b>	<b>153 898 \$</b>	141 377 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation*	69 215	69 018
Effet dilutif des options d'achat d'actions*	16	135
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation*	69 231	69 153
<b>Résultat de base par action ordinaire**</b>	<b>2,22 \$</b>	2,05 \$
<b>Résultat dilué par action ordinaire**</b>	<b>2,22 \$</b>	2,04 \$

\* Le nombre d'actions est exprimé en milliers.

\*\* Le résultat de base et le résultat dilué par action ordinaire sont présentés en dollars par action.

c) Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions (le « régime ») à l'intention des administrateurs, des membres de la direction et des employés, en vertu duquel le conseil d'administration ou un comité nommé à cette fin (le « comité ») pourra, de temps à autre, attribuer aux administrateurs, aux membres de la direction ou aux employés de la Société, des options d'achat d'actions ordinaires selon le nombre, les modalités et les prix d'exercice que le conseil d'administration ou ce comité pourra déterminer. Le but de ce régime est de garantir à la Société et à ses actionnaires les avantages incitatifs inhérents à la propriété d'actions par les administrateurs, les membres de la direction et les employés de la Société.

Le nombre total d'actions ordinaires à l'égard desquelles des options pourront être attribuées est de 4 800 000, et aucun détenteur d'options ne pourra détenir des options d'achat d'actions ordinaires excédant 5,00 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation. Le prix d'exercice d'une option ne sera pas inférieur au cours de clôture des actions ordinaires sur le TSX le dernier jour de transactions précédant immédiatement la date à laquelle l'option est attribuée, et la durée de l'option sera fixée par le conseil d'administration ou le comité et ne pourra dépasser 10 ans. Dans le cas d'un employé, les options seront inaccessibles et caduques 30 jours ou 180 jours suivant la date de cessation de l'emploi auprès de la Société, selon les circonstances de la cessation d'emploi, et dans le cas d'un administrateur qui n'est pas un employé de la Société, elles le deviendront 30 jours ou 180 jours suivant la date à laquelle le détenteur d'options cesse d'être un administrateur de la Société, selon les circonstances.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Le tableau suivant présente la variation du nombre d'options en circulation en vertu du régime :

	2016		2015	
	Nombre d'options*	Prix moyen pondéré d'exercice**	Nombre d'options*	Prix moyen pondéré d'exercice**
		\$		\$
<b>En circulation à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>194</b>	<b>15,35</b>	329	8,00
Exercées	(139)	7,75	(165)	6,82
Attribuées	–	–	30	49,01
<b>En circulation à la clôture de l'exercice</b>	<b>55</b>	<b>34,57</b>	194	15,35
<b>Options pouvant être exercées à la clôture de l'exercice</b>	<b>31</b>	<b>28,59</b>	158	9,72

Les options suivantes étaient en circulation en vertu du régime au 31 décembre 2016 :

Date d'attribution	Options en circulation		Options pouvant être exercées		Échéance
	Nombre d'options*	Prix d'exercice**	Nombre d'options*	Prix d'exercice**	
		\$		\$	
Août 2007	10	9,90	10	9,90	Août 2017
Mai 2013	15	22,13	9	22,13	Mai 2023
Novembre 2015	30	49,01	12	49,01	Novembre 2025
	<b>55</b>		<b>31</b>		

\* Le nombre d'options est exprimé en milliers.

\*\* Le prix d'exercice est présenté en dollars par option.

### d) Rémunération fondée sur des actions

La Société inscrit une charge correspondant à la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées en vertu du régime en utilisant le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes. Ce modèle permet d'établir la juste valeur des options d'achat d'actions attribuées et de l'amortir au résultat net sur la période d'acquisition. Aucune option n'avait été octroyée en 2016. En 2016, la charge se rapportant à la rémunération fondée sur des actions amortie au résultat net s'élevait à 156 \$ (55 \$ en 2015).

### e) Régimes d'achat d'actions des employés

Le nombre total d'actions ordinaires réservées pour les deux régimes d'achat d'actions des employés de la Société s'élève à 1 000 000.

En vertu du premier régime, les employés qui résident au Canada peuvent acheter des actions ordinaires de la Société à un prix équivalant à 90,00 % de la valeur du marché. Les employés qui détiennent des actions ordinaires en vertu du régime d'achat d'actions des employés pendant les dix-huit mois suivant la date d'acquisition reçoivent des actions ordinaires supplémentaires de la Société d'une valeur équivalant à 10,00 % du montant de leurs cotisations faites à la date d'acquisition. En 2016, 13 271 actions ordinaires (10 709 en 2015) ont été émises aux employés résidant au Canada, à un prix moyen de 39,50 \$ par action (37,72 \$ en 2015).

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 12 CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

### e) Régimes d'achat d'actions des employés (suite)

En vertu du deuxième régime, les employés qui résident aux États-Unis peuvent acheter des actions ordinaires de la Société à un prix équivalant à la valeur du marché. Les employés qui détiennent des actions ordinaires en vertu du régime d'achat d'actions des employés pendant les dix-huit mois suivant la date d'acquisition reçoivent des actions ordinaires supplémentaires de la Société d'une valeur équivalant à 10,00 % du montant de leurs cotisations faites à la date d'acquisition. En 2016, 13 680 actions ordinaires (12 877 en 2015) ont été émises aux employés résidant aux États-Unis, à un prix moyen de 43,11 \$ par action (41,89 \$ en 2015).

Au 31 décembre 2016, le nombre total d'actions ordinaires émises en vertu de ces régimes s'élevait à 857 187 (830 236 en 2015), ce qui représente une valeur au marché de 37 356 \$, basée sur le prix de l'action sur le TSX au 31 décembre 2016 de 43,58 \$.

## 13 CLASSEMENT DES CHARGES PAR NATURE

	2016	2015
	\$	\$
Matières premières et consommables	1 252 578	1 047 648
Charges au titre des avantages du personnel	141 839	109 796
Dotations aux amortissements	31 587	23 334
Autres charges engagées lors du processus de fabrication	44 767	43 755
Frais de transport	91 141	76 482
Autres frais	43 198	38 267
	1 605 110	1 339 282

	2016	2015
	\$	\$
<b>Charges au titre des avantages du personnel</b>		
Traitements, salaires et avantages	128 863	94 481
Options d'achat d'actions attribuées aux administrateurs et aux employés	156	55
UAI	5 538	8 914
Charges au titre des prestations de retraite	1 971	1 928
Régimes enregistrés de retraite collectifs	5 311	4 418
	141 839	109 796

Les charges au titre des avantages du personnel sont prises en compte dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration.

	2016	2015
	\$	\$
<b>Charges financières</b>		
Intérêts bancaires	14 760	10 771
Intérêts sur billet à payer et sur ententes de non-concurrence à payer	2 278	3 092
Intérêts sur débetures	821	3 227
	17 859	17 090

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	2016	2015
	\$	\$
<b>Impôts exigibles</b>		
Impôts exigibles sur le résultat de l'exercice	50 464	49 771
Ajustements au titre des exercices précédents	(2 938)	1 588
<b>Total de la charge d'impôts exigibles</b>	<b>47 526</b>	<b>51 359</b>
<b>Impôts différés</b>		
Naissance et renversement des écarts temporaires	11 020	11 330
Incidences de la différence des taux d'imposition	(225)	(391)
Ajustements au titre des exercices précédents	3 165	(713)
<b>Total des impôts différés</b>	<b>13 960</b>	<b>10 226</b>
<b>Charge d'impôts</b>	<b>61 486</b>	<b>61 585</b>

Le tableau qui suit présente un rapprochement du montant de l'impôt sur le résultat de la Société et du montant qui serait obtenu en multipliant le taux moyen pondéré d'impôt applicable par le résultat des entités consolidées :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>215 384</b>	<b>202 962</b>
Impôt calculé avec un taux national de 26,40 % ( 26,31 % en 2015) et appliqué aux résultats des filiales dans leurs pays respectifs	56 861	53 399
Incidence fiscale des éléments suivants :		
Différence des taux applicables aux filiales étrangères	14 074	16 482
Éléments de résultat non imposables	(6 999)	(6 935)
Dépenses non déductibles	475	1 238
Réévaluation des impôts différés – changement de taux	(225)	(391)
Ajustements au titre des exercices précédents	227	875
Réévaluation de l'impôt différé attribuable aux taux de change	8	(51)
Crédit de fabrication et de transformation	(2 935)	(3 032)
<b>Charge d'impôts</b>	<b>61 486</b>	<b>61 585</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

#### 14 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau qui suit présente une analyse des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Actifs d'impôt différé</b>		
Devant être recouverts dans plus de 12 mois	4 474	3 854
Devant être recouverts dans les 12 mois	12 473	13 190
<b>Passifs d'impôt différé</b>		
Devant être réglés dans plus de 12 mois	(118 318)	(95 608)
Devant être réglés dans les 12 mois	(456)	—
<b>Passifs d'impôt différé, montant net</b>	<b>(101 827)</b>	<b>(78 564)</b>

Le tableau qui suit présente l'évolution brute du compte d'impôt différé :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Aux 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(78 564)</b>	<b>(54 173)</b>
Comptabilisé à l'état du résultat net	(13 960)	(10 226)
Comptabilisé aux autres éléments du résultat global	(1 058)	2 647
Acquisition d'entreprises	(9 622)	(7 421)
Écarts de change	1 377	(9 391)
<b>Aux 31 décembre</b>	<b>(101 827)</b>	<b>(78 564)</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 14 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau qui suit présente l'évolution des actifs et des passifs d'impôt différé au cours de l'exercice, sans tenir compte de la compensation des soldes relatifs à la même administration fiscale :

	Réserves	Prestations de retraite différées	Perte cumulative	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs d'impôt différé</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	10 598	1 766	756	339	13 459
Comptabilisés à l'état du résultat net	1 529	21	(240)	(263)	1 047
Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	–	293	504	(84)	713
Acquisition d'entreprises	(104)	–	145	–	41
Écarts de change	1 563	203	–	18	1 784
<b>Au 31 décembre 2015</b>	13 586	2 283	1 165	10	17 044
Comptabilisés à l'état du résultat net	(1 205)	(40)	1 571	57	383
Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	–	(31)	(504)	29	(506)
Acquisition d'entreprises	310	–	–	–	310
Écarts de change	(237)	(47)	–	–	(284)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	12 454	2 165	2 232	96	16 947

	Immobilisations corporelles	Immobilisations incorporelles	Écart de change non réalisé sur la conversion de la dette long terme et des établissements étrangers	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs d'impôt différé</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2015</b>	(45 285)	(19 158)	(2 955)	(234)	(67 632)
Comptabilisés à l'état du résultat net	(10 216)	(527)	(502)	(28)	(11 273)
Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	–	–	1 778	156	1 934
Acquisition d'entreprises	(1 426)	(6 036)	–	–	(7 462)
Écarts de change	(7 403)	(3 772)	–	–	(11 175)
<b>Au 31 décembre 2015</b>	(64 330)	(29 493)	(1 679)	(106)	(95 608)
Comptabilisés à l'état du résultat net	(13 568)	919	(1 130)	(564)	(14 343)
Comptabilisés aux autres éléments du résultat global	–	–	760	(1 312)	(552)
Acquisition d'entreprises	(5 906)	(4 026)	–	–	(9 932)
Écarts de change	1 081	580	–	–	1 661
<b>Au 31 décembre 2016</b>	(82 723)	(32 020)	(2 049)	(1 982)	(118 774)

Des passifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés au titre des retenues d'impôt et autres impôts qui seraient exigibles relativement aux résultats non distribués de certaines filiales. Il n'est pas attendu que ces montants s'inversent dans un avenir prévisible. Les résultats non distribués totalisaient 318 721 \$ au 31 décembre 2016 (250 194 \$ en 2015).

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Pour ses installations canadiennes, la Société constate des dépenses pour plusieurs types d'avantages sociaux futurs. Des régimes collectifs d'assurance-vie, d'assurance de soins médicaux et dentaires et d'avantages complémentaires de retraite sont offerts à certains employés. La Société contribue à un régime interentreprises pour certains employés à salaire horaire et à trois régimes de retraite à prestations définies pour des salariés et certains employés non syndiqués à salaire horaire.

Pour ses installations américaines, McFarland, une filiale en propriété exclusive de la Société, contribue à deux régimes de retraite à prestations définies aux États-Unis.

Tous les autres employés actifs ont droit à un régime enregistré de retraite collectif auquel la Société cotise pour une valeur équivalente à une fois et demie la cotisation des employés. La cotisation de la Société ne peut dépasser 6,00 % du salaire annuel de base de l'employé. La dépense pour les avantages sociaux futurs a été comptabilisée comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Régime d'avantages sociaux aux retraités	166	200
Régimes de retraite à prestations définies	1 392	1 346
Cotisations au régime interentreprises	413	382
Cotisations aux régimes enregistrés de retraite collectifs	5 311	4 418

Le montant net présenté à l'état consolidé de la situation financière se détaille comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Passifs</b>		
Passif au titre des prestations constituées, inclus dans « Avantages postérieurs à l'emploi »	(4 534)	(4 826)
Obligation au titre des prestations constituées, incluse dans « Avantages postérieurs à l'emploi »	(2 219)	(2 327)
	(6 753)	(7 153)

- a) Le régime d'avantages sociaux aux retraités est sans capitalisation et, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2011, ce régime est fermé pour tout nouvel employé. Pour ce régime, la Société comptabilise son obligation au titre des prestations constituées au 31 décembre de chaque année. La plus récente évaluation actuarielle de ce régime a été faite au 1<sup>er</sup> juillet 2015 et la prochaine évaluation sera faite au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les tableaux qui suivent présentent les informations relatives au régime d'avantages sociaux des retraités de la Société, établies par des actuaires indépendants :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 327	2 298
Coût des services rendus au cours de l'exercice	71	107
Coût financier	95	93
Prestations versées	(66)	(65)
Écarts actuariels		
Écarts entre résultats et prévisions	(124)	(86)
Ajustements liés aux hypothèses démographiques	(114)	-
Ajustements liés aux hypothèses financières	30	(20)
Solde à la clôture de l'exercice	2 219	2 327
<b>Actif des régimes</b>		
Cotisations de l'employeur	66	65
Prestations versées	(66)	(65)
Juste valeur à la clôture de l'exercice	-	-
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>	<b>2 219</b>	<b>2 327</b>

Les hypothèses importantes sont les suivantes :

	2016	2015
	%	%
<b>Obligation au titre des prestations constituées aux 31 décembre</b>		
Taux d'actualisation	3,90	4,00
<b>Coût des prestations aux 31 décembre</b>		
Taux d'actualisation	4,00	3,90

Aux fins de l'évaluation, un taux de croissance annuelle du coût par employé des soins de santé couverts par les régimes de 6,50 % a été présumé pour 2015. Selon l'hypothèse retenue, ce taux devrait diminuer graduellement de 0,38 % par année pour atteindre 5,00 % en 2020. Une augmentation ou une diminution de 1,00 % de ce taux aurait l'incidence suivante :

	Hausse de 1 %	Baisse de 1 %
	\$	\$
Incidence sur l'obligation au titre des prestations constituées	60	(53)
Incidence sur le coût des prestations	3	(2)

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les éléments des coûts du régime d'avantages sociaux aux retraités comptabilisés au cours de l'exercice sont les suivants :

	2016	2015
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	71	107
Coût financier	95	93
<b>Coûts comptabilisés au titre du régime d'avantages sociaux aux retraités</b>	<b>166</b>	<b>200</b>

État consolidé du résultat global	2016	2015
	\$	\$
<b>Exercices clos les 31 décembre</b>		
Écarts actuariels	208	106
<b>Total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global avant impôts</b>	<b>208</b>	<b>106</b>

Cumul des écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	2016	2015
	\$	\$
Solde des écarts actuariels aux 1 <sup>er</sup> janvier	(351)	(429)
Écarts actuariels nets comptabilisés durant l'exercice, nets d'impôt	123	78
<b>Solde des écarts actuariels aux 31 décembre</b>	<b>(228)</b>	<b>(351)</b>

- b) Les régimes de retraite à prestations définies de la Société établissent les prestations de retraite en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen de fin de carrière. Les régimes de retraite à prestations définies de McFarland établissent les prestations de retraite en fonction du nombre d'années de service et d'un montant fixe payable mensuellement. La Société constate son obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur de l'actif des régimes aux fins de comptabilité au 31 décembre de chaque année.

Les évaluations actuarielles sont mises à jour tous les trois ans et les plus récentes évaluations effectuées pour les cinq régimes de retraite sont les suivantes :

	Date des dernières évaluations actuarielles
Régime 1 – Fonds de pension canadien	31 décembre 2013
Régime 2 – Fonds de pension canadien	31 décembre 2014
Régime 3 – Fonds de pension canadien	31 décembre 2015
Régime 4 – Fonds de pension américain	31 décembre 2015
Régime 5 – Fonds de pension américain	31 décembre 2015

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

L'information concernant les régimes de retraite à prestations définies de la Société, autre que celle concernant le régime de retraite à prestations définies interentreprises, est la suivante dans sa totalité :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>		
Solde à l'ouverture de l'exercice	27 545	24 105
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 009	937
Coût des services passés	—	86
Coût financier	1 099	945
Prestations versées	(2 730)	(693)
Écarts actuariels		
Écarts entre résultats et prévisions	778	777
Ajustements liés aux hypothèses démographiques	(172)	314
Ajustements liés aux hypothèses financières	443	(438)
Écarts de change	(532)	1 512
<b>Solde à la clôture de l'exercice</b>	<b>27 440</b>	<b>27 545</b>
<b>Actif des régimes</b>		
Juste valeur à l'ouverture de l'exercice	22 719	21 299
Revenu d'intérêts sur les actifs	680	598
Rendement des actifs excluant le revenu d'intérêts	1 133	(467)
Cotisations de l'employeur	1 468	1 165
Cotisations de l'employé	36	24
Effet du plafond des actifs	(263)	—
Prestations versées	(2 730)	(693)
Écarts de change	(137)	793
<b>Juste valeur à la clôture de l'exercice</b>	<b>22 906</b>	<b>22 719</b>
<b>Obligation au titre des prestations constituées</b>	<b>(4 534)</b>	<b>(4 826)</b>

Les montants de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice relativement aux régimes d'avantages sociaux du tableau ci-dessus comprennent les montants suivants qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	2016	2015
	\$	\$
Obligation au titre des prestations constituées	(12 716)	(13 817)
Juste valeur de l'actif des régimes	7 340	8 311
<b>Situation de capitalisation des régimes – Déficit</b>	<b>(5 376)</b>	<b>(5 506)</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Le pourcentage de l'actif des régimes est composé comme suit pour les exercices clos les 31 décembre :

	2016	2015
	%	%
Titres de participation cotés	55,00	40,00
Titres de créance cotés	43,00	58,00
Placements à court terme et trésorerie	2,00	2,00
	100,00	100,00

Les hypothèses moyennes pondérées importantes sont les suivantes :

	2016	2015
	%	%
<b>Obligation au titre des prestations constituées aux 31 décembre</b>		
Taux d'actualisation	3,90	4,00
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25	3,25
<b>Coût des prestations des exercices clos les 31 décembre</b>		
Taux d'actualisation	4,00	3,90

Les composantes des coûts du régime de retraite à prestations définies de la Société constatés au cours de l'exercice sont les suivantes :

	2016	2015
	\$	\$
Coûts des services rendus au cours de l'exercice, déduction faite des cotisations de l'employé	973	913
Coût financier	1 099	945
Revenu d'intérêts sur les actifs	(680)	(598)
Coût des services passés	—	86
<b>Coûts comptabilisés au titre des prestations définies</b>	<b>1 392</b>	<b>1 346</b>

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les cotisations prévues aux régimes de retraite à prestations définies sont de 1 401 \$.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 15 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

État consolidé du résultat global	2016	2015
	\$	\$
<b>Exercices clos les 31 décembre</b>		
Écarts actuariels	(168)	(1 120)
<b>Total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global avant impôts</b>	<b>(168)</b>	<b>(1 120)</b>
<b>Cumul des écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global</b>		
	\$	\$
Solde des écarts actuariels aux 1 <sup>er</sup> janvier	(3 039)	(2 241)
Écarts actuariels nets comptabilisés durant l'exercice, nets d'impôt	(114)	(798)
<b>Solde des écarts actuariels aux 31 décembre</b>	<b>(3 153)</b>	<b>(3 039)</b>

## 16 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

- a) La Société a émis des garanties de 28 880 \$ (37 952 \$ en 2015) en vertu de lettres de crédit et de diverses cautions de soumission et de garantie de bonne exécution. La direction de la Société ne croit pas probable que ces garanties seront exigibles et n'a donc enregistré aucune provision relative à celles-ci dans les états financiers consolidés.
- b) Les paiements minimaux exigibles dans l'avenir aux termes de contrats de location simple relatifs à des terrains, à de l'équipement et à du matériel roulant sont les suivants :

	\$
2017	24 095
2018	18 740
2019	13 681
2020	9 029
2021	5 101
Par la suite	14 854
	85 500

- c) Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements fédéraux et provinciaux canadiens ainsi qu'à ceux du gouvernement fédéral et des États américains en matière d'environnement qui régissent, entre autres, les émissions atmosphériques, la gestion des déchets et le rejet d'effluents. La Société prend des mesures pour se conformer à ces lois et règlements. Par contre, ces mesures sont soumises aux incertitudes relatives aux changements dans les exigences légales, à leur mise en application et au développement des procédés technologiques.
- d) La Société détient des contrats en vertu desquels des tiers concessionnaires qui exploitent certaines zones doivent assumer la responsabilité du reboisement. Si des tiers concessionnaires devaient faillir à leurs obligations, la Société devrait assumer la responsabilité des coûts futurs supplémentaires de reboisement, dont la valeur estimative est actuellement de 281 \$ (170 \$ en 2015). Advenant la réalisation d'une telle éventualité, les paiements nécessaires seront passés en charge dans la période au cours de laquelle ils ont été connus et ils ne sont pas inclus dans la provision pour reboisement.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

### Valeur comptable et juste valeur

La Société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et de ses passifs financiers courants se rapprochait de leur valeur comptable à la date de l'état consolidé de la situation financière étant donné que ces instruments arrivent à échéance à court terme. La juste valeur des créances non courantes et des passifs financiers de la Société portant intérêt se rapproche également de leur valeur comptable à moins d'indication contraire présentée ailleurs dans les états financiers consolidés.

La juste valeur des contrats de swaps de taux d'intérêt, des contrats de change à terme et des contrats dérivés sur marchandises ont été ajustés en fonction d'informations obtenues sur le marché. Le tableau qui suit présente un sommaire de la juste valeur des différents contrats détaillés dans la note ci-dessous :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Actif courant</b>		
Contrats de swap de taux d'intérêt	311	—
Contrats dérivés sur marchandises	1 428	—
	<b>1 739</b>	—
<b>Actif non courant</b>		
Contrats de swap de taux d'intérêt	4 989	832
Contrats dérivés sur marchandises	67	—
	<b>5 056</b>	832
<b>Passif non courant</b>		
Contrats de swap de taux d'intérêt	109	538
Contrats de change à terme	254	—
	<b>363</b>	538

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une partie à un instrument financier crée une perte financière à une contrepartie parce qu'elle n'est pas en mesure de s'acquitter de ses obligations. Au 31 décembre 2016, le risque de crédit de la Société consiste principalement en la valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions, les créances et les instruments financiers dérivés.

Le risque de crédit en relation avec la trésorerie et équivalents de trésorerie, la trésorerie soumise à des restrictions et les instruments financiers dérivés est minimisé en faisant affaire avec des institutions financières solvables.

L'importance de ce risque pour la Société dépend essentiellement des caractéristiques de chaque client. La direction de la Société est d'avis que ce risque est limité, car elle traite majoritairement avec des sociétés ferroviaires, de services publics et de télécommunications, ainsi qu'avec d'autres grandes entreprises.

La direction de la Société a établi une politique de crédit selon laquelle le profil de chaque nouveau client est étudié avant que les modalités habituelles de paiement et de livraison ne soient offertes. L'étude de crédit comprend l'examen des notations externes, lorsque disponibles, ainsi que des références prises auprès d'autres fournisseurs. Chaque client a une limite d'achat, qui représente un crédit maximal préautorisé par la direction. Une revue mensuelle de l'âge des créances est faite par la direction pour chaque point de vente. Les clients qui ne satisfont pas aux exigences de crédit à la suite de l'évaluation peuvent uniquement traiter avec la Société sur une base de prépaiement.

**17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)****Risque de crédit (suite)**

La Note 5 fournit des détails sur l'âge des créances et la provision pour créances douteuses aux 31 décembre 2016 et 2015. Le plus grand client de la Société avait des ventes représentant 15,30 % des ventes totales pour la période de douze mois se terminant le 31 décembre 2016 (10,10 % en 2015) et un solde des créances de 4 127 \$ au 31 décembre 2016 (799 \$ en 2015).

**Risque de prix**

La Société est exposée au risque de prix des marchandises sur le diesel et le pétrole. La Société utilise des contrats dérivés sur marchandises ayant pour référence le *New York Harbor Ultra Low Sulfur Diesel Heating Oil* pour gérer les flux monétaires associés à ces marchandises. La Société ne désigne pas ces dérivés comme couvertures de flux de trésorerie sur les achats prévus de diesel et pétrole. Les gains et les pertes résultant de ces instruments financiers dérivés sont imputés à l'état consolidé du résultat net sous « Autres pertes, montant net ». Au 31 décembre 2015, il n'y avait aucun contrat sur marchandises en place. Le tableau suivant présente un sommaire des contrats dérivés sur marchandises au 31 décembre 2016 :

				2016
Éléments couvert	Gallons	Entrée en vigueur	Échéance	Prix fixe payé
Diesel et pétrole	3 000 000*	Janvier 2017	Décembre 2017	1,50 \$ US
Diesel et pétrole	1 680 000*	Janvier 2017	Décembre 2017	1,65 \$ US
Diesel et pétrole	600 000*	Janvier 2018	Décembre 2018	1,72 \$ US

\* Représente une portion du volume annuel établi selon les besoins mensuels.

La juste valeur des contrats dérivés sur marchandises ci-haut basée sur les exigences en matière de règlement en trésorerie au 31 décembre 2016 représente un actif de 1 495 \$ duquel un actif de 1 428 \$ est présenté à l'actif courant et un actif de 67 \$ est présenté à l'actif non courant dans l'état consolidé de la situation financière. La juste valeur de ces instruments financiers a été établie en confirmant les valeurs au marché auprès de tierces parties au 31 décembre 2016. Ce type d'évaluation est de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, conformément à IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. La description de chaque niveau de cette hiérarchie est définie comme suit :

Niveau 1 : Les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques.

Niveau 2 : Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour les actifs ou les passifs, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).

Niveau 3 : Les données relatives aux actifs ou aux passifs qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité correspond au risque que la Société ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsque celles-ci seront exigibles. L'approche de la Société en matière de gestion des liquidités est de s'assurer qu'à long terme elle aura suffisamment de liquidités pour régler ses passifs lorsqu'ils deviendront exigibles, dans des conditions normales aussi bien qu'inhabituelles, sans subir de pertes ou porter atteinte à sa réputation.

La Société s'assure d'avoir en place les facilités de crédit nécessaires pour financer les besoins de fonds de roulement, régler les charges d'exploitation et s'acquitter de ses obligations financières. Les stocks constituent un élément important du fonds de roulement, en raison des longues périodes nécessaires pour sécher le bois à l'air, ce qui peut parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente ne soit conclue.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Risque de liquidité (suite)

La Société fait un suivi de tous ses passifs financiers et s'assure d'avoir suffisamment de liquidités pour honorer ses paiements futurs. Les activités d'exploitation de la Société sont la première source de trésorerie. La Société détient également une facilité de crédit renouvelable engagée (note 10 a)) rendue disponible par un syndicat bancaire, laquelle peut être utilisée pour répondre aux besoins du fonds de roulement ainsi qu'aux besoins généraux de la Société. Au 31 décembre 2016, un montant de 112 513 \$ (17 556 \$ en 2015) était disponible sur la facilité de crédit renouvelable engagée de la Société. Le tableau suivant détaille les échéances liées aux passifs financiers aux 31 décembre :

	<b>2016</b>					
	Valeurs comptables	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	101 142	101 142	101 142	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme	694 385	773 926	25 184	53 315	689 583	5 844
Contrats de swap de taux d'intérêt	363	141	723	(153)	(429)	—
Ententes de non-concurrence	7 963	8 550	2 238	2 921	2 686	705
	803 853	883 759	129 287	56 083	691 840	6 549

	<b>2015</b>					
	Valeurs comptables	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	Entre 1 an et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Comptes créditeurs et charges à payer	77 766	77 766	77 766	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme	669 881	725 423	78 613	629 477	16 297	1 036
Contrats de swap de taux d'intérêt	538	517	620	(103)	—	—
Ententes de non-concurrence	2 355	2 519	1 112	1 407	—	—
	750 540	806 225	158 111	630 781	16 297	1 036

### Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque lié à la variation des prix du marché, tels les taux de change et les taux d'intérêt, et à son incidence sur les bénéfices de la Société et la valeur de ses instruments financiers. L'objectif de la gestion des risques de marché est de gérer et de contrôler ces risques selon des paramètres acceptables tout en optimisant le rendement.

**17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)****Risque de change**

Le risque de la Société lié aux gains ou aux pertes de change résultant des fluctuations du taux de change découle des opérations de vente et d'achat en dollars américains effectuées par ses installations canadiennes ainsi que des dettes à long terme libellées en dollars américains détenues par ses entreprises canadiennes. La Société assure le suivi de ses transactions en dollars américains générées par ses établissements canadiens et conclut des ententes de couvertures afin de limiter son risque de change. Ses opérations de couverture de base consistent en des contrats de change à terme pour la vente de devises américaines et en l'achat de biens et services en dollars américains. La Société a également recours à des contrats de change à terme pour l'achat de devises américaines dans le cadre des achats importants de biens et de services qui ne sont pas protégés par des instruments de couverture normaux.

Le 1<sup>er</sup> novembre 2016, la Société s'est engagée dans un contrat de change à terme dans le but de vendre 500 \$ US par mois sur une période de soixante mois à un taux d'exercice de 1,385 et à un taux barrière de 1,178. La Société obtiendra le taux d'exercice en autant que le taux au comptant à la date de la transaction est plus grand ou égal au taux barrière. Dans le cas où le taux au comptant est inférieur au taux barrière, la transaction n'aura pas lieu. La juste valeur de ces instruments financiers a été établie en confirmant les valeurs au marché auprès de tierces parties au 31 décembre 2016. Ce type d'évaluation est de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, conformément à IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. Ce contrat de change à terme ne se qualifie pas pour la comptabilité de couverture, et sa juste valeur basée sur les exigences en matière de règlement en trésorerie au 31 décembre 2016 représente un passif de 254 \$ présenté au passif non courant dans l'état consolidé de la situation financière. La Société n'avait aucun contrat de change à terme en place en date du 31 décembre 2015.

Le tableau qui suit présente de l'information sur l'incidence d'une appréciation de 10,00 % du dollar américain par rapport au dollar canadien sur le résultat net et sur les capitaux propres pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015. Pour une dépréciation de 10,00 % du dollar américain par rapport au dollar canadien, il y aurait une incidence égale en sens inverse sur le résultat net et le résultat global :

	2016	2015
	\$	\$
Diminution du résultat net	107	348
Augmentation des capitaux propres	51 425	39 582

Cette analyse considère l'incidence d'une variation du taux de change sur les actifs et les passifs financiers libellés en devise américaine se trouvant à l'état consolidé de la situation financière des entités canadiennes :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Actifs</b>		
Créances	3 506	2 106
<b>Passifs</b>		
Comptes créditeurs et charges à payer	2 624	2 916
Dettes à long terme	1 952	2 671
	4 576	5 587

L'incidence d'une variation du taux de change sur la dette à long terme des entités canadiennes libellée en dollars américains a été exclue en grande partie de l'analyse de sensibilité des autres éléments du résultat global, car elle a été désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement étranger (note 10).

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2016, la Société a atténué son exposition au risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme. Si on considère l'effet des contrats de swap de taux d'intérêt, 66,25 % (58,50 % en 2015) de la dette à long terme de la Société est à taux d'intérêt fixe.

La Société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt afin de réduire les incidences des fluctuations de taux sur ses dettes à court et à long terme. Ces contrats de swap exigent l'échange périodique de paiements sans l'échange du montant du capital nominal sur lequel les paiements sont fondés. La Société a désigné ses contrats de couverture de taux d'intérêt comme couvertures de flux de trésorerie de la dette sous-jacente. La charge d'intérêts sur la dette est ajustée de manière à y inclure les paiements effectués ou reçus aux termes des contrats de swap de taux d'intérêt.

La facilité de crédit renouvelable engagée définie à la Note 10a) est rendue disponible par un syndicat bancaire. Le financement de cette facilité est lié au taux préférentiel des banques canadiennes, au taux des BA, au taux préférentiel des banques américaines ou au taux LIBOR en dollars américains. La Société réduit les incidences des fluctuations des taux d'intérêt en concluant des contrats de swap de taux d'intérêt comme il est indiqué ci-dessous. L'incidence d'une hausse de 10,00 % de ces taux sur le solde de clôture de la facilité de crédit renouvelable engagée, pour les emprunts n'ayant pas fait l'objet de swap, aurait augmenté la charge d'intérêts de 684 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 (245 \$ en 2015).

Le tableau suivant présente un sommaire des contrats de swap de taux d'intérêt de la Société aux 31 décembre :

						2016
Montant nominal	Instrument d'emprunt connexe	Taux fixe payé	Entrée en vigueur	Échéance	Équivalent nominal	
		%				\$ CA
63 000 \$ CA	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,70*	Février 2016	Février 2018	63 000	
75 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,97*	Juin 2014	Juin 2017	100 702	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,71*	Décembre 2012	Décembre 2017	33 567	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,69*	Décembre 2012	Décembre 2017	33 567	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,71*	Décembre 2012	Décembre 2017	33 567	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,70*	Décembre 2012	Décembre 2017	33 567	
85 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,68*	Décembre 2015	Avril 2021	114 129	
100 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,06*	Décembre 2017	Décembre 2021	134 270	

						2015
Montant nominal	Instrument d'emprunt connexe	Taux fixe payé	Entrée en vigueur	Échéance	Équivalent nominal	
		%				\$ CA
10 000 \$ CA	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,57*	Août 2011	Août 2016	10 000	
75 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,97*	Juin 2014	Juin 2017	103 800	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,71*	Décembre 2012	Décembre 2017	34 600	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,69*	Décembre 2012	Décembre 2017	34 600	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,71*	Décembre 2012	Décembre 2017	34 600	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	0,70*	Décembre 2012	Décembre 2017	34 600	
25 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,16*	Décembre 2011	Décembre 2016	34 600	
15 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,45*	Août 2011	Août 2016	20 760	
85 000 \$ US	Facilité de crédit renouvelable engagée	1,68*	Décembre 2015	Avril 2021	117 640	

\* Plus marge applicable de 1,00 % à 2,25 % basée sur la grille de prix de la facilité de crédit renouvelable engagée.

## 17 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### Risque de taux d'intérêt (suite)

Les contrats de swap de taux d'intérêt détenus par la Société sont désignés comme étant des couvertures de flux de trésorerie. La documentation des couvertures de flux de trésorerie permet la substitution de la dette sous-jacente pour autant que l'efficacité de la couverture soit démontrée. Au 31 décembre 2016, toutes les couvertures de flux de trésorerie étaient efficaces.

La juste valeur de ces instruments financiers a été établie en confirmant les valeurs au marché auprès de tierces parties au 31 décembre 2016. Ce type d'évaluation est de niveau 2 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur, conformément à IFRS 7, *Instruments financiers – informations à fournir*. La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt basée sur les exigences en matière de règlement en trésorerie au 31 décembre 2016 représente un actif net de 5 191 \$ (actif net de 294 \$ en 2015), montant duquel un actif de 311 \$ (nil en 2015) est présenté à l'actif courant, un actif de 4 989 \$ (832 \$ en 2015) est présenté à l'actif non courant et un passif de 109 \$ (538 \$ en 2015) est présenté au passif non courant dans l'état consolidé de la situation financière. Une diminution de 10,00 % des taux d'intérêt, au 31 décembre 2016, aurait réduit le gain net présenté aux autres éléments du résultat global de 519 \$ (29 \$ en 2015) approximativement. Pour une augmentation de 10,00 % des taux d'intérêt, il y aurait une incidence égale en sens inverse.

## 18 INFORMATIONS À FOURNIR SUR LE CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à disposer de liquidités suffisantes pour poursuivre sa stratégie de croissance interne et entreprendre des acquisitions ciblées, tout en maintenant une approche prudente à l'égard du levier financier et de la gestion du risque financier. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser du capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions, ou bien acquérir ou vendre des actifs pour améliorer la flexibilité et la performance financière.

Le capital de la Société se compose de la dette totale, qui comprend la dette bancaire et les capitaux propres, ces derniers comprenant le capital-actions.

	2016	2015
	\$	\$
Dette totale	<b>694 385</b>	669 881
Capitaux propres	<b>1 026 418</b>	913 502
Total du capital	<b>1 720 803</b>	1 583 383
Ratio de la dette totale sur la capitalisation totale	<b>0,40:1</b>	0,42:1

Le capital de la Société est principalement affecté au financement du fonds de roulement hors trésorerie, des dépenses d'investissement liées à l'expansion de la capacité et à des acquisitions. La Société finance actuellement ces besoins à même ses flux de trésorerie internes et sa facilité de crédit renouvelable engagée. Toutefois, l'acquisition future d'entreprises pourrait nécessiter de nouvelles sources de financement.

Comme principale mesure de suivi de son levier financier, la Société se sert du ratio de la dette totale sur la capitalisation totale, qu'elle vise à maintenir dans une fourchette de 0,30:1 à 0,60:1. Le ratio de la dette totale sur la capitalisation totale se définit comme étant la dette totale divisée par le total du capital.

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 19 TRANSACTIONS ENTRE DES PARTIES LIÉES

### a) Transactions

La Société a conclu les transactions suivantes avec des parties liées :

	2016	2015
	\$	\$
Stella Jones International S.A.*		
Honoraires payés pour des services de marketing et des services techniques	200	200
Stella International S.A. et James Jones & Sons Limited**		
Honoraires payés pour des services de marketing et des services techniques	100	100
Autre		
Frais juridiques d'un cabinet dans lequel un administrateur de la Société est un associé	1 202	429

\* Stella Jones International S.A. détient, directement ou indirectement, approximativement 38,30 % des actions ordinaires en circulation de la Société.

\*\* Stella International S.A. et James Jones & Sons Limited détiennent respectivement 51,00 % et 49,00 % de la totalité des actions à droit de vote de Stella Jones International S.A.

Ces transactions ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la juste valeur.

Aux 31 décembre, les états consolidés de la situation financière incluent les montants suivants conclus avec des parties liées :

	2016	2015
	\$	\$
Montants à payer à Stella International S.A. et James Jones & Sons Limited	25	25
Montants à payer à Stella Jones International S.A.	50	50
Montants à payer à un cabinet dans lequel un administrateur de la Société est un associé	557	35
	632	110

### b) Rémunération des membres clés de la direction

Les membres clés de la direction comprennent certains administrateurs (faisant partie ou non de la direction) et certains membres de la haute direction. Le tableau ci-dessous présente la dépense de rémunération relative aux membres clés de la direction :

	2016	2015
	\$	\$
Salaires, rémunération et autres avantages	5 494	4 690
Rémunération fondée sur des actions	4 435	6 796
	9 929	11 486

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 20 INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans deux secteurs d'activité, soit la production et la vente de bois traité sous pression et l'achat et la vente de billots et de bois d'œuvre.

Le secteur du bois traité sous pression inclut les traverses de chemins de fer, les poteaux destinés aux sociétés de services publics, le bois à usage résidentiel et les produits industriels.

Le secteur des billots et du bois d'œuvre comprend les ventes de billots récoltés, dans le cadre des activités d'approvisionnement de la Société, qui ne sont pas conformes afin d'être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics. Ce secteur comprend également les ventes aux marchés locaux de la construction domiciliaire de bois d'œuvre excédentaire. Les actifs et le résultat net associés au secteur des billots et bois d'œuvre ne sont pas significatifs.

Ses usines sont situées dans cinq provinces canadiennes de même que dans dix-neuf États américains. La Société exploite également un large réseau de distribution à l'échelle de l'Amérique du Nord.

Les ventes sont attribuées aux différents pays selon l'emplacement du client, comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
Canada	535 800	285 741
États-Unis	1 302 553	1 273 593
	<b>1 838 353</b>	<b>1 559 334</b>

Les ventes par produit se détaillent comme suit aux 31 décembre :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Bois traité sous pression</b>		
Traverses de chemin de fer	716 292	709 671
Poteaux destinés aux sociétés de services publics	579 208	527 707
Bois à usage résidentiel	345 749	182 593
Produits industriels	96 310	97 347
<b>Billots et bois d'œuvre</b>	<b>100 794</b>	<b>42 016</b>
	<b>1 838 353</b>	<b>1 559 334</b>

31 décembre 2016 et 2015  
(les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

## 20 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les immobilisations corporelles, incorporelles et le goodwill sont attribués aux différents pays selon leur emplacement, comme suit :

	2016	2015
	\$	\$
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Canada	108 220	86 741
États-Unis	358 815	288 793
	<b>467 035</b>	<b>375 534</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Canada	25 324	27 899
États-Unis	120 940	113 037
	<b>146 264</b>	<b>140 936</b>
<b>Goodwill</b>		
Canada	12 389	7 229
États-Unis	273 203	238 467
	<b>285 592</b>	<b>245 696</b>

## 21 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

- a) Le 17 janvier 2017, la Société a réalisé un placement privé de 150 000 \$ US auprès d'investisseurs américains. Au terme de ce placement privé, Stella-Jones Inc. a conclu une convention d'achat de billets prévoyant l'émission par Stella-Jones Inc. d'un billet de premier rang série A de 75 000 \$ US portant intérêt à 3,54 % et payable en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2024, et d'un billet de premier rang série B de 75 000 \$ US portant intérêt à 3,81 % et payable en un seul versement à l'échéance le 17 janvier 2027. Les billets sont non garantis et le produit tiré de leur émission a été affecté au remboursement d'une partie de la facilité de crédit renouvelable engagée. Les billets ont été désignés comme couverture d'un investissement net dans des établissements étrangers.
- b) Le 3 février 2017, la Société a obtenu une prolongation d'un an, soit jusqu'au 26 février 2022, de sa facilité de crédit renouvelable engagée, comme le prévoit la cinquième entente de crédit amendée et mise à jour datée du 26 février 2016 et amendée le 18 mai 2016. Outre la modification apportée à l'échéance de la facilité de crédit renouvelable engagée, toutes les conditions de l'entente de crédit demeurent inchangées.
- c) Le 16 mars 2017, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action ordinaire payable le 28 avril 2017 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 3 avril 2017.

## 22 CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation de l'exercice courant.

# ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### Tom A. Bruce Jones, C.B.E.<sup>(1)</sup>

Président du conseil,  
Stella-Jones Inc.  
Président du conseil,  
James Jones & Sons Limited  
(Société de produits forestiers)  
Larbert, Écosse  
Administrateur depuis juillet 1993

### George J. Bunze, CPA, CMA<sup>(2) (3)</sup>

Vice-président du conseil et  
administrateur, Kruger Inc.  
(Fabricant de papier, papier  
mouchoir, produits du bois,  
énergie (hydroélectrique/  
éolienne) et produits de vin  
et spiritueux)  
Montréal (Québec)  
Administrateur depuis mai 2001

### Gianni Chiarva<sup>(3)</sup>

Vice-président du conseil,  
Stella-Jones Inc.  
Président du conseil,  
Stella Jones International S.A.  
Milan, Italie  
Administrateur depuis juillet 1993

### Katherine A. Lehman<sup>(2)</sup>

Associé et gestionnaire,  
Hilltop Private Capital LLC  
New York (NY), États-Unis  
Administratrice depuis octobre  
2016

### Brian McManus

Président et chef de la direction,  
Stella-Jones Inc.  
Montréal (Québec)  
Administrateur depuis juin 2001

### Nicol Pageau-Goyette<sup>(1) (2) (3) (4)</sup>

Présidente, Pageau Goyette  
et associés limitée (Société de  
services de gestion)  
Présidente, Corporation  
Montrésor Inc.  
(fonds d'investissement immobilier)  
Montréal (Québec)  
Administratrice depuis juillet 1993

### James A. Manzi, Jr.<sup>(2)</sup>

Administrateur de Sociétés  
Tampa (FL), États-Unis  
Administrateur depuis avril 2015

### Simon Pelletier<sup>(2)</sup>

Vice-président principal,  
Ventes et exploitations nord-  
américaines, Metso  
(fabriquant d'équipement de  
traitement des minéraux et  
fournisseur de services dans le  
secteur minier)  
Senneville (Québec)  
Administrateur depuis mai 2012

### Daniel Picotte<sup>(1)</sup>

Associé, Fasken Martineau  
DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
(Cabinet d'avocats)  
Montréal (Québec)  
Administrateur depuis juillet 1993

### Mary Webster<sup>(1)</sup>

Administratrice de Sociétés,  
Wayzata (MN), États-Unis  
Administratrice depuis mai 2007

- (1) Membre du comité de l'environnement,  
de la santé et de la sécurité  
(2) Membre du comité d'audit  
(3) Membre du comité de rémunération  
(4) Administratrice principale

Un rapport complet présentant les  
principes de régie d'entreprise adoptés par  
Stella-Jones est intégré à la circulaire  
de sollicitation de procuration en vue de  
l'assemblée annuelle et extraordinaire des  
actionnaires du 4 mai 2017.

## DIRIGEANTS

### Tom A. Bruce Jones, C.B.E.

Président du conseil

### Gianni Chiarva

Vice-président du conseil

### Brian McManus

Président et chef de la direction

### Éric Vachon, CPA, CA

Premier vice-président et  
chef des finances

### Marla Eichenbaum

Vice-présidente,  
conseillère juridique et  
secrétaire de la Société

### Ian Jones

Premier vice-président

### Gordon Murray

Vice-président,  
Environnement et technologie  
et directeur général,  
Région atlantique

### André Daigle

Vice-président,  
Région centrale

## FILIALES – HAUTE DIRECTION

### Shane Campbell

Vice-président, Exploitation  
McFarland Cascade Holdings, Inc.

### George Caric

Vice-président, Marketing  
Stella-Jones Corporation

### Kevin Comerford

Vice-président,  
Ventes, Poteaux et produits  
à usage résidentiel  
McFarland Cascade Holdings, Inc.

### W.G. Downey, Jr.

Vice-président,  
Approvisionnement des  
traverses, États-Unis  
Stella-Jones Corporation

### Marcell Driessen

Vice-président,  
Ressources humaines  
Stella-Jones Corporation et  
McFarland Cascade Holdings, Inc.

### Ian Jones

Premier vice-président,  
McFarland Cascade  
Holdings, Inc.

### James Kenner

Vice-président, conseiller juridique,  
Activités d'exploitation américaines  
Stella-Jones Corporation

### Patrick Kirkham

Vice-President, Exploitation  
Stella-Jones Corporation

### Jim Raines

Vice-président, Ventes  
Stella-Jones Corporation

### Glen Ritchie

Vice-président, Fibres  
Stella-Jones Inc.

### Michael Sylvester

Premier vice-président  
Stella-Jones Corporation

### Dave Whitted

Vice-président,  
Opération des ventes  
Stella-Jones Corporation

### Jon Younce

Vice-président,  
Production américaine,  
Fibres et poteaux  
McFarland Cascade Holdings, Inc.

### Ron Zeegers

Vice-président,  
Exploitation, l'ouest du Canada  
Stella-Jones Inc.

## BUREAUX D'EXPLOITATION – CANADA

### SIÈGE SOCIAL CORPORATIF

**Stella Jones Inc.**

3100, boul. de la Côte-Vertu  
Bureau 300  
Saint-Laurent (Québec)  
H4R 2J8  
T: (514) 934-8666  
F: (514) 934-5327  
montreal@stella-jones.com

### ALBERTA

**Usine**

39 miles SE of Calgary,  
Hwy. 24  
Carseland (Alberta)  
TOJ 0M0  
T: (403) 934-4600  
F: (403) 934-5880  
carseland@stella-jones.com

### COLOMBIE-BRITANNIQUE

**Usine et bureau de ventes**

25 Braid Street  
New Westminster  
(Colombie-Britannique)  
V3L 3P2  
T: (604) 521-4385  
F: (604) 526-8597  
n.west@stella-jones.com

### COLOMBIE-BRITANNIQUE

**Usine**

7400 Galloway Mill Road  
Galloway  
(Colombie-Britannique)  
VOB 7P0  
T: (250) 429-3493  
F: (250) 429-3931  
galloway@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes**

7177 Pacific Street  
Prince George  
(Colombie-Britannique)  
V2N 5S4  
T: (250) 561-1161  
F: (250) 561-0903  
p.george@stella-jones.com

**Service des Fibres et  
terrains boisés**

4661 60th Street SE  
Salmon Arm  
(Colombie-Britannique)  
V1E 1X2  
T: (250) 832-1180  
F: (250) 832-7933  
salmonarm@stella-jones.com

### NOUVELLE-ÉCOSSE

**Usine et bureau de ventes**

278 Park Street  
Truro (Nouvelle-Écosse)  
B2N 5C1  
T: (902) 893-9456  
F: (902) 893-3874  
truro@stella-jones.com

### ONTARIO

**Usine et bureau de ventes**

Guelph Utility Pole  
7818 Wellington Road 22  
R.R. #5  
Guelph (Ontario)  
N1H 6J2  
T: (519) 822-3901  
F: (519) 822-5411  
info@guelphpole.com

**Usine et bureau de ventes**

1 Ram Forest Road  
Gormley (Ontario)  
L0H 1G0  
T: (905) 727-1164  
F: (905) 727-7758  
gormley@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes**

321 Lansdowne Street East  
Peterborough (Ontario)  
K9J 7X6  
T: (705) 745-3223  
F: (705) 745-3793  
peterborough@stella-jones.com

**Usine**

Esker Park Road  
Kirkland Lake (Ontario)  
P2N 3H7  
T: (705) 567-2113  
F: (705) 567-1413  
whammond@stella-jones.com

### QUÉBEC

**Usine et bureau de ventes**

41, rue Rodier  
Delson (Québec)  
J5B 2H8  
T: (450) 632-2011  
T: 1 (800) 387-5027  
F: (450) 632-3211  
delson@stella-jones.com

**Usine et bureau de ventes**

426, chemin de Montréal Est  
Gatineau (Québec)  
J8M 1V6  
T: (819) 986-8998  
F: (819) 986-9875  
mlauzon@stella-jones.com

**Usine**

2210, chemin St-Roch  
Sorel-Tracy (Québec)  
J3R 3L2  
T: (450) 742-5977  
F: (450) 742-8832  
jgaudreau@stella-jones.com

**Usine**

2549 Chemin Francisco  
Rivière-Rouge (Québec)  
J0T 0T0  
T: (819) 275-3353  
F: (819) 275-1002  
rouge@stella-jones.com

# BUREAUX D'EXPLOITATION – ÉTATS-UNIS

BUREAU CORPORATIF LÉGAL ET CONFORMITÉ		ALABAMA		
<p><b>Stella-Jones Corporation</b> Park West One 1000 Cliff Mine Road Suite 500 Pittsburgh (PA) 15275 États-Unis T: (412) 325-0202 F: (412) 774-1689 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Stella-Jones Corporation</b> 15700 College Blvd., Suite 300 Lenexa (KS) 66219 États-Unis T: (913) 948-9478 F: (913) 538-2226 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 100 McKinney Drive Clanton (AL) 35045 États-Unis T: (205) 280-3950 F: (205) 665-2545 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 1051 Highway 25 South Montevallo (AL) 35115 États-Unis T: (205) 679-4005 F: (205) 665-2545 sjcorp@stella-jones.com</p>	
ARIZONA	ARKANSAS	GÉORGIE		INDIANA
<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 850 West Chambers St. Eloy (AZ) 85231 États-Unis T: (520) 466-7801 F: (520) 466-3607 info@mcfarland cascade.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 4260 South Arkansas Ave. Russellville (AR) 72802 États-Unis T: (479) 968-5085 F: (479) 968-4636 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 6040 Highway 79N Rison (AR) 71665 États-Unis T: (870) 325-7070 F: (870) 325-7050 info@mcfarland cascade.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 3500 Pateville Road Cordele (GA) 31015 États-Unis T: (229) 273-8012 F: (229) 968-8220 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 3818 S. County Road 50 E Winslow (IN) 47598 États-Unis T: (812) 789-5331 F: (812) 789-5335 sjcorp@stella-jones.com</p>
KENTUCKY	LOUISIANA		MISSISSIPPI	
<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 3855 Highway 51 North Fulton (KY) 42041 États-Unis T: (270) 472-5557 F: (270) 472-5559 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 3600 Koppers Road Alexandria (LA) 71302 États-Unis T: (318) 442-5733 F: (318) 473-4378 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 10020 Highway 483 Converse (LA) 71419 États-Unis T: (318) 645-7525 F: (318) 645-7530 info@mcfarlandcascade. com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 74 Wadley Street Pineville (LA) 71360 États-Unis T: (318) 442-4414 F: (318) 445-9144 info@mcfarlandcascade. com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 13539 Highway 45 Scooba (MS) 39358-7611 États-Unis T: (662) 476-8000 F: (662) 476-8005 info@mcfarland cascade.com</p>
NEVADA	ORÉGON	PENNSYLVANIE		
<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 1680 E Spruce Avenue Silver Springs (NV) 89429 États-Unis T: (775) 577-2000 F: (775) 577-9045 info@mcfarland cascade.com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 90049 Highway 99N Eugene (OR) 97402 États-Unis T: (541) 689-1278 F: (541) 689-6027 info@mcfarland cascade.com</p>	<p><b>Usine</b> McFarland Cascade 22125 SW Rock Creek Road Sheridan (OR) 97378 États-Unis T: (503) 843-2122 F: (503) 843-7058 info@mcfarland cascade.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 5865 Route 235 McAlisterville (PA) 17049 États-Unis T: (717) 463-2131 F: (717) 463-3998 sjcorp@stella-jones.com</p>	<p><b>Usine</b> Stella-Jones Corporation 392 Larkeytown Road Dubois (PA) 15801 États-Unis T: (814) 371-7331 F: (814) 375-0946 sjcorp@stella-jones.com</p>

## BUREAUX D'EXPLOITATION – ÉTATS-UNIS

### CAROLINE DU SUD

#### Usine

McFarland Cascade  
1121 Delta Road  
Whitmire (SC)  
29178 États-Unis  
T: (803) 694-3668  
F: (803) 694-3976  
info@mcfarland  
cascade.com

### TENNESSEE

#### Distillerie de goudron de houille

Stella-Jones Corporation  
1471 Channel Avenue  
Memphis (TN)  
38109 États-Unis  
T: (901) 942-3326  
F: (901) 942-3128  
sjcorp@stella-jones.com

### TEXAS

#### Usine

McFarland Cascade  
5865 US Highway 69  
Lufkin (TX)  
75901 États-Unis  
T: (936) 824-2297  
F: (936) 634-2100  
info@mcfarlandcascade.  
com

### VIRGINIE

#### Usine

Stella-Jones Corporation  
9223 Maury River Road  
Goshen (VA)  
24439 États-Unis  
T: (540) 997-9251  
F: (540) 997-0047  
sjcorp@stella-jones.com

### WASHINGTON

#### Usine et bureau de ventes

McFarland Cascade  
1640 East Marc St.  
Tacoma (WA)  
98421 États-Unis  
T: (253) 572-3033  
F: (253) 382-3000  
info@mcfarland  
cascade.com

### WASHINGTON

#### Usine

McFarland Cascade  
6520 - 188th NE  
Arlington (WA)  
98223 États-Unis  
T: (360) 435-2146  
F: (360) 435-3035  
info@mcfarland  
cascade.com

### WISCONSIN

#### Usine

Stella-Jones Corporation  
W1038 County Road U  
Bangor (WI)  
54614 États-Unis  
T: (608) 486-2700  
F: (608) 486-4538  
sjcorp@stella-jones.com

#### Usine

McFarland Cascade  
1014 S. 1<sup>st</sup> Street  
Cameron (WI)  
54822 États-Unis  
T: (715) 458-2018  
F: (715) 458-2024  
info@mcfarlandcascade.  
com

# RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

## Assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires

4 mai 2017  
10 h 00  
Hôtel Omni Mont-Royal  
Salon Pierre De Coubertin  
1050, rue Sherbrooke Ouest  
Montréal (Québec)

## Informations boursières

Inscription : Bourse de Toronto  
Symbole boursier : SJ  
Premier appel public à l'épargne : 1994  
Haut/bas du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016 : 51,62 \$ / 40,11 \$  
Cours de l'action en date du 16 mars 2017: 41,53 \$  
Nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2016 : 69,30 millions

## Politique en matière de dividende

Le conseil d'administration envisage de verser un dividende sur une base trimestriel, sujet aux engagements financiers de l'entreprise en fonction du rendement financier de l'entreprise et des besoins de trésorerie.

Le 16 mars 2017, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action ordinaire.

## Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres

Services aux investisseurs Computershare inc.

## Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

## Conseillers juridiques

Fasken Martineau Dumoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.  
Cohen & Grigsby, P.C.  
Foley & Lardner LLP



[WWW.STELLA-JONES.COM](http://WWW.STELLA-JONES.COM)

